

Les attentats
contre des établissements algériens
à Paris et en province

Alger met en cause
des services français

LIRE PAGE 10

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,30 F

Algérie, 1 fr.; Maroc, 1,30 fr.; Tunisie, 100 m.;
Allemagne, 1 DM; Belgique, 10 s.; Espagne,
11 p.; Canada, 60 c.; États-Unis, 30 c.;
France, 20 p.; Grande-Bretagne, 10 p.; Italie,
18 fr.; Japon, 200 y.; Liban, 125 l.;
Luxembourg, 11 fr.; Norvège, 2,70 kr.; Pays-Bas,
0,90 fl.; Portugal, 12,50 esc.; Suède, 2,25 kr.;
Suisse, 1 fr.; U.S.A., 30 city Yonkersville, 10 c. etc.

Tarif des abonnements page 32

5, rue des Trévins

75007 PARIS - CEDEX 10

C.C.P. 4287-23 Paris

Tél. Paris 10 53172

Tél. : 770-91-29

La diplomatie américaine et l'élection présidentielle

Pékin, M. Nixon
et Moscou

Qui aurait pu imaginer, après la lamentable affaire du Watergate, la fuite sans gloire de la Maison Blanche, l'accumulation de mensonges et de rétractations, que M. Richard Nixon ferait un jour sa rentrée sur la scène politique internationale, et, qui plus est, sur la place Tian-An-Men, dans une Chine qui se veut un modèle de pureté révolutionnaire et donne des leçons au monde entier ?

Ce voyage « privé », M. Nixon pouvait évidemment refuser de le faire. Mais il ne l'a pas provoqué. L'initiative en revient aux Chinois. Une décision qui embarrassait visiblement la Maison Blanche, qui a tout d'abord tenté d'en minimiser la portée, sinon de l'ignorer, puis, découvrant qu'il s'agit d'un événement politique, a fait marche arrière : M. Kissinger veut « connaître la nature des conversations » de Pékin, ainsi que les « impressions » de l'ancien président.

L'Amérique s'interroge sur le sens d'une visite qui lui paraît bien étrange, mais sa vie politique n'en sera pas troublée pour autant. M. Nixon n'entend pas gêner le parti républicain, qui se lance dans une bataille électorale au cours de laquelle les questions internationales ne viendront sans doute pas animer les débats populaires.

A vrai dire, l'affaire est essentiellement chinoise. Une grave crise agite certes le parti communiste, dont l'issue est incertaine. Mais, jusqu'à présent, la diplomatie pékinoise demeure inébranlable. La radio et les journaux multiplient les diatribes de plus en plus violentes contre l'U.R.S.S. et les « nouveaux seigneurs » des queues devant les boulangeries à l'intervention en Angola, des « mille camps de concentration » du Goulag à la présence de navires soviétiques dans l'océan Indien, tout est bon pour charger l'équipe dirigée par M. Brejnev.

La « détente » constitue évidemment l'objectif de choix pour les Chinois, qui n'ont pas pardonné à MM. Ford et Kissinger les avances en direction de Moscou et l'absence de riposte à l'expansion soviétique, alors que M. Nixon, lui, faisait étalage de sa force et d'un anticommunisme viscéral sur lequel il a bâti sa carrière. Mais Pékin retient avant tout la rumeur des propos qu'il a tenus dans le passé à l'égard des Soviétiques. N'a-t-il pas, fit-il de façon feutrée, retrouvé son état d'esprit d'entraîneur lorsque, dimanche, il a dénoncé à Pékin la « naïveté » de ceux qui ont pu croire, en se rendant dans la capitale finlandaise, qu'ils permettraient l'établissement d'une paix durable ?

Mettant la dialectique au service des méandres de leur diplomatie, les Chinois font mine d'oublier que leur hôte fut l'homme qui a été à l'origine des pages les plus sanglantes de la guerre d'Indochine. Ils ne répugnent devant l'utilisation d'aucun moyen aussi longtemps qu'ils pensent atteindre l'U.R.S.S., freiner sa puissance, accroître ses difficultés dans le tiers-monde. Agissant de la sorte, les Chinois ne s'y font pas que des amis. Il est aisé d'imaginer ce qui se peut dire en privé à Hanoi, à Vientiane, à La Havane ou à Luanda. Mais s'agit-il pour la Chine de se faire des amis ? L'objectif n'est-il pas d'abord de consolider la puissance d'un grand pays, qui tout en refusant officiellement de jouer aux grandes puissances, ne met pas pour autant de côté ses intérêts nationaux ?

Entre l'impérialisme et le socialisme, la Chine ne choisit pas l'équidistance : elle reproche au premier — dont elle fut victime dans le passé — de ne pas lutter suffisamment contre le second. Elle préfère l'ennemi au traître, sans se montrer le moins du monde difficile sur le choix de ses interlocuteurs.

(Lire nos informations page 6.)

Les États-Unis s'élèvent de plus en plus
contre l'éventualité d'une participation
au pouvoir des P.C. en Europe occidentale

La saison électorale commencera mardi 24 février par les « primaires » du New-Hampshire. L'attention se concentre sur le duel qui se livrera, chez les républicains, le président Ford et son seul opposant déclaré, M. Ronald Reagan, ancien gouverneur de Californie. Chez les démocrates, deux aspirants de poids, le sénateur Jackson et le gouverneur Wallace, se sont abstenus de concourir ; la confrontation oppose notamment MM. Jimmy Carter, ancien gouverneur de Georgie, Morris Udall, député de l'Arizona, Birch Bayh, sénateur de l'Indiana, et Fred Harris, ancien sénateur de l'Oklahoma.

Cependant, la visite de M. Nixon en Chine a quelque peu éclipsé cette élection. L'ancien président a été reçu par M. Mao Tse-tung, qui a demandé de saluer de sa part le président Ford, annonce Chine nouvelle.

L'administration américaine semble surtout se préoccuper, pour sa part, du « danger de mort », selon l'expression utilisée par le général Haig, commandant suprême des forces alliées en Europe, qui ferait passer sur l'alliance atlantique l'éventualité d'une participation de partis communistes au pouvoir dans divers pays occidentaux. Le général américain a dit : « ne pouvoir accepter la thèse selon laquelle cette participation serait une bonne chose dans les pays « hautement industrialisés ».

L'infernal marathon des « primaires »

Un de nos illustres confrères du début du siècle, après avoir assisté au traditionnel match de football américain entre les équipes universitaires de Yale et de Harvard — un rude affrontement de colosseaux — ne dit pas le spectacle de l'effort humain « est le seul qui réussisse à passer au travers de la vie ».

(1) Jules Huret, En Amérique, Planchette, Paris, 1904.

l'histoire américaine. Conçue alors en réaction aux nominations préfabriquées des candidats à la Maison Blanche, elle allait s'imposer aux mœurs politiques américaines, pour diverses raisons, dont la moindre n'est pas le goût d'une compétition poussée jusqu'aux limites de la résistance physique d'un « superman ».

Regardons le calendrier : la saison présidentielle, qui a naturellement démarré des mois de préparation, s'ouvre le 24 février au New-Hampshire.

ALAIN CLÉMENT.

(Lire la suite page 7.)

Les élections cantonales favorisent la mobilisation des états-majors politiques

Quelles soient politiques comme l'affirme l'opposition ou purement administratives comme le soutient la majorité, les élections cantonales des 7 et 14 mars provoquent la mobilisation de tous les états-majors politiques.

Relation de cause à effet ou simple coïncidence, la préparation du renouvellement par moitié des conseils généraux va de pair avec

une forte relance de l'offensive de la majorité contre l'opposition, et plus particulièrement contre le parti socialiste.

M. Jacques Chirac, premier ministre, tiendra une conférence mardi après-midi 24 février, après avoir présidé la réunion de travail des présidents des conseils régionaux et des présidents des comités économiques et sociaux.

De la relance au rééquilibrage de la majorité

M. Valéry Giscard d'Estaing vient de fixer son objectif prioritaire : gagner les prochaines élections législatives. En politique, il ne faut pas vouloir trop de choses à la fois, a-t-il déclaré, l'action gouvernementale doit être orientée vers ce but précis que représente la consultation de 1978. Tel est le sens des récentes initiatives du chef de l'État, et en particulier de l'annonce faite le 11 février aux membres du gouvernement, à l'issue du conseil des ministres, de « réexaminer l'action politique ».

M. Giscard d'Estaing, en cette dernière occasion, a estimé qu'il était temps pour les partis au pouvoir de préparer les deux grandes consultations politiques à venir : les municipales de 1977, et surtout les législatives de 1978. Jusque-là, il convenait de favoriser la décomposition de la vie politique et d'éviter des polémiques qui risqueraient d'entraîner des surenchères au sein même de la majorité. Une nouvelle phase s'ouvre, qui appelle non seulement une mobilisation des quelques chefs de file, mais aussi l'entrée en lice, dans chaque parti, d'hommes neufs capables

de mener une longue et difficile campagne.

Ce branle-bas de combat avait été précédé d'une réunion d'état-major qui n'était pas passée inaperçue. Long du déjeuner qui a rassemblé le 21 janvier, à l'Élysée, au tour de M. Giscard d'Estaing, pour un examen anticipé comme « périodique » de la situation politique, MM. Chirac pour l'U.D.R., Pontatowski pour les républicains indépendants, Le Camet pour le Centre démocrate et Durand pour le parti radical, le plan de bataille a été dressé dans tous ses détails. Les thèmes ont été mis au point, les tâches distribuées, les villes (pour les municipales) et les régions (pour les législatives) réparties entre les quatre ministères.

Les apparitions télévisées de M. Chirac — avant les cantonales — de M. Pontatowski après ce scrutin — de M. Le Camet ont été programmées, et le rôle dévolu à M. Fourcade, qui n'est pas seulement ministre de l'économie et des finances, mais aussi président des clubs Perspectives et Réalités, a été examiné.

THOMAS FERENCZI.

(Lire la suite page 10.)

Le ton monte entre MM. Chirac et Mitterrand

Les propos tenus ici et là pendant le week-end ont amplement confirmé que la contre-offensive de la majorité vise plus que tout autre le parti socialiste. Ainsi M. François Mitterrand, déjà pris vigoureusement à partie jeudi soir par M. Chirac, est-il accusé par M. Bord, secrétaire général de l'U.D.R., d'insulter les travailleurs, tandis que M. Newirth, porte-parole de la même formation, présente le P.S. comme le rassemblement des « naïfs apôtres de l'autogestion ».

Dans le cadre de cette attaque tous azimuts, on lit avec beaucoup de surprise dans la Lettre de la Nation de ce lundi 23 février, sous le titre « Contre l'occupation irresponsable », M. Mitterrand n'a pas cherché à se défendre sur le fond. L'ancien candidat à l'Élysée a en effet longuement répondu dès samedi, à Clermont-Ferrand, aux assauts du premier ministre.

R. B.

(Lire la suite page 9.)

LA FRANCE VUE PAR SES VOISINS

On aime chercher dans le regard des « autres » le reflet de ses propres changements. La France, depuis dix ans, a beaucoup changé ; bien audacieux qui pourrait dire, au bout du compte, le meilleur l'a emporté sur le pire. De Rome, de Bonn, de Madrid ou de Londres on considère aujourd'hui avec un peu de stu-

pefaction et parfois d'agacement cette « France nouvelle » qu'on ne reconnaît plus. Soit que, décidément, elle déçoit ; soit qu'elle surprenne. La question la plus « subversive » étant finalement celle-ci : l'Europe vit-elle toujours les yeux tournés vers Paris ? Ce n'est pas sûr.

I. — Londres : mille ans de malentendus

Londres. — « De Jeanne d'Arc au général de Gaulle, en passant par Fachoda et Mers-El-Kébir, nous ne nous sommes vraiment pas fait de cadeaux ! Mais maintenant que nous partageons le douteux privilège d'être les deux plus grandes ex-puissances coloniales, cela devrait s'arranger ».

Notre interlocuteur est assez représentatif de cette génération de Britanniques que la France n'a jamais cessé de surprendre. Pour le meilleur ou pour le pire. Leurs pères leur avaient légué l'entente cordiale, eux ont vu l'image héroïque du poilu de 1914-1918 s'effondrer en quelques semaines durant 1940. La France de l'après-guerre leur paraissait frivole, instable

et charmante. Ils découvrent aujourd'hui un pays prospère, arrogant et brutal.

Pour la plupart des Anglais, l'affaire de Suez et l'arrivée au pouvoir du général de Gaulle sont les deux derniers épisodes de mille ans de malentendus avec leurs barbares voisins d'outre-Manche.

Contraintement à ce qu'on pourrait croire, la déstabilisation de la France en juin 1940 ne leur a guère laissé d'amertume.

Sans déborder de sympathie pour le général de Gaulle dont le « chauvinisme » et le bizarre « manque d'humour » continuent respectivement à les agacer, ils rendent volontiers hommage

au patriote qui, à permis à son pays de se retrouver dans le camp de la victoire. Mais ils n'ont jamais cru qu'il incarnerait la France entière. Ni pendant la guerre, ni après. Le Chagrin et la Pitié a eu beaucoup de succès en Grande-Bretagne, mais on y a reconnu une image déjà largement diffusée des grandeurs et des misères de l'occupation. Personne ne comprend pourquoi la télévision française en ajourne sans cesse la projection.

(Lire la suite page 3.)

LIRE PAGE 23.

UN STATUT

POUR LE CHAMPION

par Pierre Mazeaud

AU JOUR LE JOUR

MACHIAVÉLISME

Tandis que M. Fidel Castro est à Moscou et que M. Gerald Ford visite le New-Hampshire, M. Nixon est à Pékin.

Il faut dire que, avant l'arrivée de M. Nixon au pouvoir, les « marines » américaines étaient au Vietnam et que, après son départ, il n'y était plus. Ah ! si l'Amérique acceptait de retirer les « marines » barbus de l'Asie, l'attitude de Pékin serait, certes, bien différente à l'égard de M. Ford. Mais, pour que cela soit possible, il faudrait que M. Castro soit à la Maison Blanche, M. Ford ailleurs et M. Brejnev président à Cuba.

Evidemment, rien ne dit que M. Nixon n'acceptera pas de remplacer M. Chou En-lai, ce qui changerait tout.

BERNARD CHAPUIS.

PIERRE DAIX le socialisme du silence

pour un socialisme aux couleurs de la liberté...

288 pages / 35 F

Coll. Combats dirigée par C. Durand

SEUIL

Le pouvoir régional se prend plus qu'il ne se décreète nous déclare M. J.-J. Servan-Schreiber

M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, ancien président du parti radical, député réformateur de Meurthe-et-Moselle, a été élu, le 6 janvier, président du conseil régional de Lorraine.

A la veille de la réunion des présidents des conseils et comités régionaux, il fait un premier bilan de son action et explique comment il conçoit l'application du pouvoir régional en Lorraine (1).

« Le président de la République a, dans son discours de Dijon, solennellement confié la région dans ses compétences économiques, telles qu'elles sont déterminées par la loi de juillet 1972. L'investiture du « pouvoir régional » se satisfait-elle de cette position ? Et quel rôle en soit les effets de la loi de 1972 par rapport à tous autres ? »

« Votre « quel rôle en soit ? » me semble excellent. Excellent dans la mesure où l'histoire politique de mon pays au vingtième

me siècle m'a appris une leçon cardinal : les élus français, de génération en génération, ont éprouvé une immense part de leur énergie en batailles juridiques les plus souvent superflues.

Ce fut une cause régulière d'affaiblissement de la capacité nationale, de retard dans les décisions stratégiques pour le développement ; et ce fut, de décennie en décennie, la cristallisation d'un mur mental entre la vie dite « politique » dans les enceintes parlementaires et la vie dite « cour », la vie réelle, celle des citoyens français. J'en ai acquis une sorte d'allergie, une profonde méfiance à l'égard de la vanité de ces tournois.

Propos recueillis par J.-F. SIMON.

(Lire la suite page 15.)

L'ENSEIGNEMENT ARTISTIQUE A L'ÉCOLE

Rendre la musique aux enfants

Longtemps négligée dans la culture des Français, la musique va-t-elle ouvrir la voie à la réhabilitation de l'éducation artistique ? M. Marcel Landowski, inspecteur général de l'enseignement musical, présente ce lundi, au cours d'une conférence de presse, un plan de développement de l'éducation musicale à l'école primaire et dans le premier cycle secondaire.

Celui-ci comporte à la fois un programme de formation des instituteurs et des activités nouvelles dans les écoles et les collèges. Ce plan, destiné à faire goûter et pratiquer la musique par tous les enfants, fait pendant à l'action menée depuis plusieurs années en faveur des « amateurs doués » avec les « classes à horaires aménagés » et des musiciens professionnels avec le « baccalauréat de technicien musique ».

Il commencera à la rentrée 1976 dans cinq académies pilotes. Des « conseils de l'éducation artistique » comprenant les représentants des institutions intéressées à l'opération — à la façon des commissions musicales régionales créées par le ministère des affaires culturelles — seront réunis auprès du recteur ; un secrétaire ou conseiller permanent coordonnera les actions et entreprendra ; dans chaque département, un professeur sera désigné comme « correspondant » du conseil.

L'opération doit normalement continuer au même rythme les années suivantes, de façon à couvrir, en cinq ans l'ensemble des académies.

(Lire page 21 l'article de Guy Herich.)

PROCHE-ORIENT

Israël accepte de faire des « concessions territoriales » en échange de la fin de l'état de belligérance

Une décision adoptée à l'unanimité par le gouvernement israélien, le dimanche 22 février, modifie la position d'Israël sur les conditions d'un règlement au Proche-Orient. Le cabinet a en effet décidé, selon le communiqué officiel, de donner une réponse affirmative à la suggestion américaine de fonder un règlement entre Israël et ses voisins sur des « concessions territoriales » que Jérusalem accorderait en échange de la fin de l'état de belligérance avec les pays arabes qui accepteraient un tel arrangement.

Cette décision, écrit notre correspondant à Jérusalem, est une conséquence directe des entretiens que M. Rabin vient d'avoir à Washington. C'est sur cette base que M. Kissinger espère relancer ses efforts de médiation au Proche-Orient. Le secrétaire d'Etat américain estime qu'il existe une possibilité de poursuivre sa diplomatie dite des « petits pas », et qu'il ne pourrait susciter de nouveaux accords de désarmement sur aucun des fronts israélo-arabes. En annonçant dimanche sa nouvelle position, le cabinet israélien n'a pas précisé les « concessions territoriales » qu'il serait disposé à faire en échange de la fin de l'état de belligérance. André Scamama, chef du service des affaires arabes, a déclaré qu'il s'agit d'un « processus » qui pourrait durer plusieurs années. En revanche, on ignore quelle partie du Golan serait restituée à la Syrie. Rien n'est dit non plus au sujet des portions de la

La police israélienne a arrêté dans la nuit du vendredi 20 février une cinquantaine de jeunes Arabes de Jérusalem-Est qui s'étaient retranchés dans la mosquée d'Omar. Elle avait pour but, le jour même, pris l'engagement de ne pas appréhender les jeunes gens (le Monde daté 22-23 février). La radio israélienne a précisé que d'autres arrestations pourraient avoir lieu. — (A.F.P.)

Le rassemblement de la jeunesse juive nationale, proche du Likoud (droite nationaliste de droite israélienne) (1), organisé le dimanche 22 février, à 20 h. 45, au 44, rue de Rennes, Paris-6, a été un grand meeting de protestation contre la politique du gouvernement français au Proche-Orient. Prendant la parole, le docteur Léon Bouthien, président du Comité international de la résistance pour l'Europe unie et membre du Congrès mondial de la jeunesse, a déclaré que le mouvement de la jeunesse juive nationale, qui a pour but de réunir les étudiants juifs, et M. Jacques Kupfer, député du Haut-Rhin de France.

(1) 21, boulevard de Strasbourg, 75010 Paris.

Argentine

LES DIRIGEANTS PERONISTES ONT PRÉSENTÉ UNE MISE EN DÉSACCORD à la présidence de la République argentine. Ils demandent à Mme Peron une réorientation de sa politique et l'éloignement de certains de ses conseillers. La mise en désaccord a été faite de façon à ce que Mme Peron ne soit pas obligée de quitter la capitale, soutenus par la puissante Fédération des mineurs boliviens, réclament une réforme démocratique de l'université. — (A.F.P., A.P., Reuters.)

Bolivie

L'UNIVERSITÉ DE POTOSI A ÉTÉ FERMÉE le 21 février. C'est le deuxième établissement d'enseignement supérieur, après San Andrés de La Paz, contre lequel le gouvernement du général Banzer prend une telle mesure. Les étudiants de la capitale, soutenus par la puissante Fédération des mineurs boliviens, réclament une réforme démocratique de l'université. — (Reuters.)

A travers le monde

Cambodge

LA RADIO CAMBODGIENNE a annoncé, dimanche 22 février, que plusieurs délégations étrangères représentant l'Organisation de libération de la Palestine (O.L.P.), la Zambie, la Suède, l'Égypte, la Tunisie et l'Afghanistan, sont arrivées le 20 février à Phnom-Penh. — (A.F.P.)

Chili

M. NELSON GUTIERREZ EST ARRIVÉ À STOCKHOLM avec sa compagne Maria Elena Bachman. M. Gutierrez, qui est le chef adjoint du Mouvement de la gauche révolutionnaire (M.G.R.), s'était réfugié à la nonciature à Santiago, en novembre dernier, à la suite d'un affrontement avec les forces de l'ordre. La jeune militante a longuement hésité à lui donner un sauf-conduit pour quitter le pays. — (A.F.P., A.P., U.P.I., U.R.S.S.)

Grande-Bretagne

Mlle JOAN LESTOR, membre du comité exécutif du parti travailliste, a démissionné, samedi 21 février, de son poste de sous-secrétaire d'Etat à l'éducation, en protestation contre les réductions de crédits imposées par le gouvernement. C'est le troisième membre de la gauche travailliste, après M. Eric Heffer, sous-secrétaire d'Etat à l'Industrie, et Mme Judith Hart, sous-secrétaire d'Etat au développement, qui quitte le cabinet de M. Wilson depuis un an. — (A.F.P., Reuters.)

Iran

LA PRESSE DE TEHERAN a rapporté samedi 21 février que deux « terroristes », se sont donné la mort à trois jours d'intervalle en se faisant sauter avec une grenade au moment où ils allaient être appréhendés dans le centre de la capitale. — (A.F.P.)

Portugal

LA BALANCE COMMERCIALE A ENREGISTRÉ UN DÉFICIT de près de 50 milliards d'escudos (environ 1 milliard de francs) en 1975, a annoncé l'Institut national de la statistique. Les exportations ont baissé, respectivement de 30 et 42 %, ne compensant pas ce déficit. La Banque du Portugal devra puiser environ 15 milliards d'escudos dans ses réserves pour équilibrer la balance des paiements. — (A.F.P.)

Union soviétique

ANDRÉ AMALRIK a pu regagner la domicile moscovite de sa femme le dimanche 22 février. Arrêté après un dîner chez un diplomate américain, il avait été emmené à Kalouga, à 180 kilomètres au sud de Moscou, puis emmené à Borovsk, ville proche du lieu de résidence surveillée. Fin de compte, il a pu repartir par le train pour la capitale après s'être fait conseiller de la part d'un ami commun. — (Reuters.)

EUROPE

Pologne

LE PRÉSIDENT DU GROUPE CATHOLIQUE ZNAK NE FIGURE PAS SUR LA LISTE DES CANDIDATS À LA DIÉTÉ

Varsovie (A.F.P.). — M. Stanislaw Stomma, président du groupe catholique ZNAK, et seul député à s'être abstenu lors du récent vote de la Diète polonaise pour l'adoption d'une nouvelle Constitution, ne figure pas sur les listes des candidats aux élections législatives du 21 mars prochain, apprend-on de source informée à Varsovie. La disparition de la vie politique de M. Stomma, considéré jusqu'à présent comme la seule voix d'opposition constructive à la Diète polonaise, était à prévoir après son abstention lors du vote du texte constitutionnel instituant le cercle catholique. Pour le parti, texte voté par les quatre autres députés de son groupe. L'élection de M. Stomma entraînerait probablement la disparition de l'étiquette ZNAK, mouvement qui est universitaire de soixante-huit ans, originaire de Lituanie, avait rejoint en 1957. Ce mouvement, fondé en 1945 mais interdit de 1953 à 1956, est un parti catholique et ouvert, contrastant avec le catholicisme traditionnel de la masse des fidèles. Contrairement aux autres partis, le ZNAK n'est pas représenté par cinq députés. ZNAK jouit d'une certaine confiance de la part du cardinal Wyszyński.

Albanie

L'ORGANE DU P.C. TRAITE M. MARCHAIS DE « MÉGALOMANE PETIT BOURGEOIS »

Tirana (A.F.P.). — L'organe du parti communiste albanais Zeri i popullit, dans une violente attaque contre M. Georges Marchais, a accusé, samedi 21 février, le parti communiste français d'avoir, au cours de son vingt-cinquième congrès, organisé la « conversion totale et définitive du parti révisionniste français en un parti de type social-démocrate et son passage officiel et grandiose dans le camp de la bourgeoisie ». Zeri i popullit, qui reproche vivement à M. Marchais son abandon de la notion de la dictature du prolétariat, écrit que le secrétaire général du P.C., « ce mégalomane petit bourgeois et théoricien charlatan, se hâte de la bourgeoisie dans le mouvement ouvrier, poussé par le grand zèle de servir la bourgeoisie, se place dans les rangs des plus hideux renégats de la cause de la classe ouvrière, les Bernstein, Kautsky, Tito, Khrushchov et consorts ». Le parti révisionniste de Marchais, qui a entièrement abandonné et déformé les enseignements du marxisme-léninisme, poursuit le quotidien, ne se distingue absolument plus du parti ouvrier bourgeois de Léon Blum, de Guy Mollet et des partis socialistes ou sociaux-démocrates des autres pays, connus publiquement comme les chiens de garde fidèles du capitalisme et de la domination bourgeoise.

(1) Kautsky, théoricien du parti social-démocrate allemand, fit trahir l'Union soviétique en 1918, trahissant respectivement les positions révolutionnaires de Lénine, d'Ulbricht, de Bernaïne. Ulbricht, le chef du parti communiste allemand, fut exécuté en 1945, accusé de trahison.

A Vienne

LA CINQUIÈME PHASE DES ENTRETIENS INTERCOMMUNAUTAIRES SUR CHYPRE AURAIT PERMIS D'AMORCER LE DIALOGUE

Vienne (A.F.P.). — La cinquième phase des entretiens intercommunautaires sur l'avenir politique de Chypre, qui se tenait depuis le 17 février à Vienne sous l'égide de M. Kurt Waldheim, secrétaire général des Nations unies, a pris fin samedi 21 février sur la promesse des deux négociateurs de se retrouver, au mois de mai, pour une sixième phase. Il a permis, selon les observateurs, d'amorcer le dialogue. Un communiqué indique que M. Cissé et Denktash, représentants respectifs des communautés grecques et turques, s'échangent des propositions par écrit dans les six semaines grâce à l'intermédiaire du représentant spécial de l'ONU à Chypre, M. Perez de Cuellar. La cinquième phase des négociations a permis, selon le texte, de tenir des discussions substantielles sur des problèmes territoriaux et constitutionnels. La prochaine phase des entretiens, qui aura lieu à Vienne, doit permettre aux deux négociateurs de chercher une « base commune » concernant la question de l'établissement de commissions mixtes à Chypre, indiquant sans autre précision le communiqué.

Belgique

Le Rassemblement wallon décide de rester dans la coalition gouvernementale

De notre correspondant

Bruxelles. — Une semaine de fièvre politique en Belgique s'est achevée samedi soir 21 février quand le Rassemblement wallon a décidé de ne pas quitter le gouvernement de coalition de M. Tindemans, où il se retrouve aux côtés des sociaux-chrétiens et des libéraux. C'était la conclusion de sept jours de négociations serrées au cours desquelles le Rassemblement wallon, représenté au gouvernement par deux ministres et deux secrétaires d'Etat (sur un total de vingt-neuf), avait cherché à faire entrer dans la coalition son parti frère, le F.D.F. (Front démocratique des francophones bruxellois), resté dans l'opposition au moment de la constitution de l'équipe, en janvier 1974.

A l'époque, le F.D.F. avait refusé sa participation parce qu'il n'obtenait pas satisfaction sur le statut de la capitale enclavée dans un « carcan » de dix-neuf communes. Depuis, grâce surtout à l'action d'un membre du Rassemblement wallon, le professeur François Périn, ministre des réformes institutionnelles, le gouvernement avait pu réaliser une « régionalisation préparatoire ». Pour la compléter et la rendre définitive, une majorité des deux tiers est indispensable dans les deux chambres. Le Rassemblement wallon voulait inviter les deux autres partis « linguistiques » à participer à cette majorité. Il estimait que le terrain avait été déblayé et qu'une entente sur Bruxelles devenait possible à huit mois des élections communales fixées au deuxième dimanche du mois d'octobre 1976. Le parti wallon voulait également supprimer une équivoque : son allié, le F.D.F. étant dans l'opposition, le Rassemblement wallon n'est pas — pour beaucoup de Belges — un parti de gouvernement à part entière. Cependant, le monde politique flamand ne pouvait admettre l'arrivée du F.D.F. au gouvernement qu'en compagnie de la Volksunie, le parti

linguistique flamand. Une fois de plus, le dossier de Bruxelles fut donc le premier discuté et les concessions furent ébauchées de part et d'autre. A la fin de la semaine, les interlocuteurs étaient pratiquement d'accord sur un certain nombre de points. La province de Brabant, dont Bruxelles est la capitale, devait être partagée en trois ; le F.D.F. obtenait satisfaction avec une rectification des frontières de l'agglomération bruxelloise, qui devait comprendre quarante mille habitants supplémentaires. En échange, la Volksunie obtenait la suppression des « facilités linguistiques » (la faculté d'être servie en français par l'administration, au-delà des limites de l'agglomération). Le parti linguistique au sein du gouvernement devait également être supprimé.

Quand le contenu de l'accord fut connu, il y eut des protestations, à la fois du côté francophone et chez les Flamands les plus radicaux. M. Schlitz, président de la Volksunie, fut mis en minorité dans son parti. M. Nothomb, président du parti social-chrétien, déclara que la situation n'était « pas mûre ». Le président du Rassemblement wallon, M. Gendebien, accusa M. Nothomb d'être responsable de la faillite du projet — par ses déclarations intempestives.

La polémique devait se poursuivre pendant deux jours. On vit M. Périn, ministre du Rassemblement wallon, défendre le social-chrétien M. Nothomb contre les attaques de son propre président, M. Gendebien. Samedi, le Rassemblement wallon s'est incliné. Ses ministres resteront au gouvernement « parce qu'il n'y a aucun reproche à faire au cabinet ». Le premier ministre avait tenu à préciser la veille que le gouvernement n'avait en rien été mêlé aux négociations.

PIERRE DE VOS.

La crise irlandaise

Dublin fait montre de fermeté à l'égard des « provos »

De notre correspondant

Dublin. — La confrontation entre les forces de l'ordre de la République d'Irlande et les sympathisants de l'« I.R.A. provisoire » de la petite ville de Ballinacorney, samedi 21 février, a été entrecoupée par la mort d'une prisonnière anglaise après une grève de la faim. L'I.R.A. provisoire ainsi que la majorité des membres de la famille de Stagg ont boycotté la cérémonie. Seule la veuve de Stagg, accompagnée d'un de ses frères et d'une de ses sœurs, a assisté à la messe et à l'enterrement, qui se sont déroulés avec des mesures de sécurité exceptionnelles. Dimanche, les leaders de l'organisation nationaliste extrémiste, privés de l'entièrement du martyre, ont tenu une réunion à la capitale de la République, où se sont entretenus avec des membres du gouvernement et de l'opposition sur le problème de la sécurité le long de la frontière avec l'Ulster. Samedi, le secrétaire d'Etat britannique à l'Irlande du Nord, M. Merlyn Ross, est lui aussi venu en visite dans la capitale irlandaise.

JOE MULHOLLAND.

Portugal

L'ancien chef du « régiment rouge » est mis en liberté provisoire

Lisbonne (A.F.P.). — Le commandant Dinis de Almeida, ancien chef opérationnel du « Régiment rouge », a été mis en liberté provisoire le 21 février. Environ cent cinquante des officiers qui avaient été arrêtés à la suite de ces événements ont déjà bénéficié de la même mesure. Une quarantaine d'autres demeurent détenus, dont le commandant Otelo Saraiva de Carvalho, ancien chef du Copcon. Le 20 février, plus de dix mille militants d'extrême gauche avaient manifesté dans le centre de Lisbonne pour exiger la libération de toutes les personnes arrêtées après le 25 novembre. De leur côté, quarante-neuf membres de l'ancienne FIDF (la police politique du régime salazariste) ont été récemment libérés de la prison d'Alcobaça, a annoncé l'association des anciens détenus antifascistes. D'autre part, les autorités militaires portugaises ont décidé, le 21 février, que les forces armées « devront, à l'avenir, se contenter d'intervenir dans la vie politique du pays par le seul biais

du Conseil de la révolution ». La semaine dernière, les militaires ont entendu les dirigeants des cinq principaux partis politiques portugais.

Enfin, les délégations du Parti populaire démocratique et du parti socialiste ont été reçues le 21 février par la commission ad hoc du Conseil de la révolution, présidée par le commandant Melo Antunes, en vue de poursuivre la renégociation du pacte entre les forces armées et les partis.

Le P.P.D. refuse toujours de signer le texte si le gouvernement ne décide pas que les élections législatives et présidentielles seront simultanées. Le P.S., pour sa part, déclare avoir encore quelques points de divergence avec le dernier projet présenté par les militaires. Le parti doit être intégré dans la nouvelle Constitution. Les travaux de l'Assemblée constituante sont donc pratiquement paralysés dans l'attente de la signature du nouveau texte. Le Conseil de la révolution a décidé de prolonger de deux mois les travaux de l'Assemblée, qui étaient également arrivés à leur terme.

Alain Besançon Court traite de sovietologie à l'usage des autorités civiles, militaires et religieuses

Raymond Aron

HACHETTE

L'U.R.S.S.

Après avoir montré comment la situation du Proche-Orient est devenue une question de politique internationale, le Monde s'occupe maintenant de la situation en Europe. La semaine prochaine, nous parlerons de la situation en Europe.

Après avoir montré comment la situation du Proche-Orient est devenue une question de politique internationale, le Monde s'occupe maintenant de la situation en Europe. La semaine prochaine, nous parlerons de la situation en Europe.

MICHELET, LE COM

Après avoir montré comment la situation du Proche-Orient est devenue une question de politique internationale, le Monde s'occupe maintenant de la situation en Europe. La semaine prochaine, nous parlerons de la situation en Europe.

Après avoir montré comment la situation du Proche-Orient est devenue une question de politique internationale, le Monde s'occupe maintenant de la situation en Europe. La semaine prochaine, nous parlerons de la situation en Europe.

Après avoir montré comment la situation du Proche-Orient est devenue une question de politique internationale, le Monde s'occupe maintenant de la situation en Europe. La semaine prochaine, nous parlerons de la situation en Europe.

Après avoir montré comment la situation du Proche-Orient est devenue une question de politique internationale, le Monde s'occupe maintenant de la situation en Europe. La semaine prochaine, nous parlerons de la situation en Europe.

CORRESPONDANCE

Après avoir montré comment la situation du Proche-Orient est devenue une question de politique internationale, le Monde s'occupe maintenant de la situation en Europe. La semaine prochaine, nous parlerons de la situation en Europe.

EUROPE

L'U.R.S.S. AVANT LE XXV^e CONGRÈS

III. - La détente dans la vigilance

De notre correspondant JACQUES ALMARIC

Après avoir montré comment la stabilité du fragile équilibre en politique intérieure est payée par un certain immobilisme (1. le Monde du 20 février), Jacques Almaric a expliqué pourquoi la course à la qualité est indispensable dans le domaine de l'économie (2. le Monde du 22-23 février).

Moscou. — Un congrès du parti communiste soviétique se doit d'applaudir des succès. Le vingt-cinquième n'y manque pas, surtout en politique étrangère. Là encore, il ne faut pas s'attendre à un changement radical de la ligne suivie : la détente restera le maître mot, même si ses « ennemis » sont fustigés au passage. Mais il sera très clairement répété qu'une telle politique n'implique nullement le maintien du statu quo social et politique dans le monde. Ne devraient en être surpris que ceux qui avaient oublié ce point essentiel, que les dirigeants soviétiques n'ont pourtant jamais cherché à cacher.

Détente et occupation des « vides » sont en fait les deux aspects d'une même politique. Ces deux « fers » sont toujours laissés

au feu par les dirigeants qui abolissent d'utiliser l'un ou l'autre selon la conjoncture. Penser que M. Brejnev avait conçu une sorte de partage de la planète avec M. Nixon est une grave erreur. C'est parce qu'ils ont compris cette erreur que de nombreux Américains sont aujourd'hui si déçus par le développement des relations soviéto-américaines. Ils auraient dû pourtant comprendre que ce que l'on appelle la politique de détente a été inaugurée par ce qui allait constituer la plus

Les SALT : un problème crucial

Pour les dirigeants soviétiques, en fait, la politique de détente ne comporte qu'une seule constante : la limitation d'armements nucléaires. C'est un problème estimé crucial, non seulement en raison des craintes que suscite la possibilité d'un conflit nucléaire, mais parce qu'il est urgent pour l'Union soviétique de débarrasser les ressources et les énergies qui sont actuellement consacrées à l'effort militaire. Encore faut-il,

bien sûr, réussir à traduire dans la pratique le fameux concept de « paix nucléaire » qui a été attaché à M. Nixon et Kissinger. Mais que le Congrès américain, lui-même, tant de mal à accepter. Évidemment, la plus simple expression, la politique de détente, semble fort à celle de coexistence pacifique dont parlait jadis Eisenhower et Khrouchchev. Les ingrédients qui ont été ajoutés par M. Brejnev, Nixon et Kis-

singer ne sont nullement indispensables, pas même cette fameuse coopération technologique qui, devant, au dire de certains, lier les mains de l'U.R.S.S. et lui faire atteindre un point de non-retour. On s'en est rendu compte à la fin de 1974, lorsque Moscou a préféré renoncer à la clause de la nation la plus favorisée et aux crédits de l'Export Import Bank plutôt que d'aller son indépendance en acceptant à la face du monde de libéraliser sa politique d'émigration.

Toutes questions morales mises à part, les Soviétiques portent une certaine responsabilité dans cette crise, dont on n'a pas fini de mesurer les conséquences. Elle découle de leur incapacité à comprendre le fonctionnement du pouvoir américain, de leur surestimation des possibilités de la Maison Blanche, de leur profonde méconnaissance du pouvoir législatif aux États-Unis. A un certain stade, les Soviétiques sont devenus victimes de leur propre langage. Les lobbies par exemple existent bien aux États-Unis, mais il ne suffit pas de les qualifier de « sénats » pour les vaincre ou comprendre leur influence.

Pour les marxistes-léninistes, qui se veulent par définition des « scientifiques », les dirigeants soviétiques accordent encore une importance démesurée à la personnalité de leurs interlocuteurs. Comment, sinon, expliquer leur attitude envers un Nixon proche de la fin, leur analyse aberrante de l'affaire du Watergate, dans laquelle ils ont vu un « complot antidémocratique » ? Il semble cependant qu'ils aient retenu la leçon sur ce point au moins. Il est vrai qu'il leur serait difficile de se comporter à l'égard du président Ford de la même façon qu'ils l'ont fait à l'égard de Nixon. A l'enthousiasme pour un homme réaliste au point d'être cynique a succédé une expectative critique envers celui qui paraît être le moins mauvais des candidats lancés dans la course à la Maison Blanche.

La tentation de remplir les « vides »

L'heure, cependant, n'est plus aux illusions. Le prix de la technologie américaine ayant été fixé trop haut, la tentation est trop forte de mettre en avant la seconde face de la même politique : tenter de remplir les « vides ». C'est ce qui s'est passé en Angola et c'est ce qui va permettre à M. Brejnev de mentionner un second brillant succès dans son rapport. Face à l'impérialisme américain d'aujourd'hui, la situation, les Soviétiques avaient très bien compris que la partie pouvait être gagnée du fait de la présence, sud-africaine dans le conflit. Il suffisait d'oser, par Cubains interposés ; les dégoûts postvietnamiens feraient le reste aux États-Unis. Le pari est en passe d'être gagné, mais il faut remarquer que jamais Moscou n'était allé aussi loin et n'avait eu recours à l'envoi d'un corps expéditionnaire pour remporter la décision dans un territoire hors de sa zone d'influence. Ces méthodes étaient jusqu'à présent réservées pour application dans les pays « frères ».

Le refroidissement enregistré dans les relations soviéto-américaines entraîne un intérêt nouveau pour les pays d'Europe occidentale, puisque aussi bien il faut exploiter les contradictions de l'adversaire. Mais, là encore, il faut mettre les choses au point. L'intérêt de l'acte final d'Hel-

sinki réside, pour les Soviétiques, dans la reconnaissance solennelle d'un certain nombre de faits bien réels, la situation en Europe par exemple. Certains dirigeants occidentaux ont voulu, ou cru obtenir en échange de la reconnaissance des réalités — que personne ne songe de toute façon à contester — par la force — des concessions idéologiques. D'où la campagne systématique qui se développe depuis plusieurs mois à Moscou : les questions idéologiques ne sont pas et ne seront jamais négociables. M. Giscard d'Estaing en sait quelque chose et il n'est pas le seul.

Tout se passe comme si les Soviétiques avaient fait le même raisonnement que M. Kissinger. Le secrétaire d'Etat espérait lier l'U.R.S.S. par tant d'accords de nature différente, qu'elle en perdrait sa liberté d'action ou la

verrait pour le moins sérieusement limitée. Les Soviétiques ne font pas autre chose envers l'Ouest et entendent bien continuer.

D'où leur décision de ne plus se cantonner sur des positions défensives en ce qui concerne les droits civiques en U.R.S.S., la liberté des échanges entre l'Est et l'Ouest, voire la situation de la communauté juive en Union soviétique. Chose nouvelle : alors que ces campagnes étaient jusqu'à présent limitées en général au monde extérieur, ils se sentent assez forts pour diriger une campagne actuelle en direction des Soviétiques moyens. Cette décision annonce, semble-t-il, un renouveau de vigilance à l'intérieur du pays. Tous les secrétaires des républiques ont en tout cas insisté longuement dans leurs rapports sur la nécessité d'intensifier la lutte idéologique, qu'il s'agisse de combattre certaines formes de nationalisme, les « survivances » religieuses ou même l'apathie politique.

Les points marqués contre la Chine

La lutte contre le maoïsme est toujours mentionnée dans les républicains méridionaux. Ce n'est pas par hasard. On sait très bien que, au nom de la priorité des dangers, certains Occidentaux sont tentés de jouer sur la rivalité sino-soviétique. Le Japon, bien sûr, figure en tête de liste des suspects, mais Moscou se refuse à accomplir le moindre geste susceptible d'améliorer ses rapports avec Tokyo. Comme si l'on jugeait le problème trop grave et trop fondamental.

On a, d'autre part, l'impression de marquer un certain nombre de points dans la rivalité avec la Chine. Dans le tiers monde, notamment, grâce aux positions adoptées par Pékin aussi bien dans l'affaire angolaise que vis-à-vis de la dictature chilienne. La Chine, espère-t-on d'autre part, va à l'avenir la même façon de ses problèmes internes du fait de la disparition prochaine de Mao Tse-tung.

Il est peu probable que M. Brejnev s'attende longtemps à l'invitation du mouvement ouvrier international, sinon pour célébrer le renforcement du bloc des pays socialistes. Les rapports avec les principaux pays communistes occidentaux constituent en effet

un sujet assez délicat qui peut très bien se passer de publicité. Le bilan que peut présenter dans ce domaine l'actuelle direction soviétique n'est guère brillant : les peuples préparés de la conférence européenne des partis communistes ne termineront finalement qu'après le congrès soviétique : au mois de mars, si les dernières difficultés sont surmontées, ils ont mis à nu de profondes contradictions, fait plus grave, ils ont montré que l'U.R.S.S. perdait de plus en plus de sa « crédibilité » et de son « charisme ». Les réflexes qui jouent toujours à l'intérieur de la société soviétique — évocation de la guerre, rappel de la « libération de l'Europe du fascisme », exaltation du patriotisme, dénominations des dirigeants chinois — ont de moins en moins d'effet sur les communistes occidentaux, au fur et à mesure que ceux-ci relisent l'histoire et que leur vient le goût du pouvoir.

L'Union soviétique, bien sûr, n'a pas besoin qu'on l'imite. Mais, alors qu'elle s'insiste dans sa condition de superpuissance, elle ne peut voir que d'un mauvais œil les inconditionnels d'her donner des arguments à ses adversaires d'aujourd'hui.

FIN

MICHELET, LE COMMUNISME ET LA RUSSIE...

Les pages consacrées à la Russie, douze ans après les Lettres de Custine, par Michelet dans ses *Légendes démocratiques du Nord* (1957), jouissent d'une notoriété infiniment moindre. Tombées dans un oubli total, elles expriment pourtant la même anxiété européenne devant le géant russe, avec plus de précision encore puisque, entre autres détails surprenants, le mot « communisme », absent chez Custine, s'y trouve inscrit en toutes lettres. Les passages ci-dessous sont extraits de la réédition publiée chez Calmann-Lévy en 1977.

« La Russie était inconnue jusqu'en 1847. Elle est entièrement communiste », expose Michelet à la fin de son chapitre V. Et il continue :

« Un mot explique tout, et ce mot contient la Russie : le communisme. La vie russe, c'est le communisme.

« Forme unique, exclusive, de cette société, à peu près sans exception... Ils ont horreur de la propriété. Ceux qu'on a fait propriétaires retournent vite au communisme. Ils craignent les mauvaises chances, le travail, la responsabilité. Propriétaires, on se ruine ; communistes, on ne peut se ruiner, n'ayant rien à vrai dire.

« La communisme russe n'est nullement une institution, c'est une condition naturelle qui tient à la race, au climat, à la nature.

Quand Michelet écrit ces lignes prémonitrices, Nicolas I^{er} vient d'intervenir militairement contre la révolution hongroise de 1849, noyée dans le sang. Le tsar maintient encore toute l'Europe orientale sous la menace de ses troupes. En même temps, il s'efforce de soulever les minorités chrétiennes des Balkans contre la domination turque. Il entend aussi séduire ou intimider, par une habile propagande, les pays occidentaux en-

core travaillés par les souvenirs et l'esprit de 1848. Michelet note :

« La Russie, en sa nature, en sa vie propre, étant le mensonge même, sa politique extérieure et son arme contre l'Europe sont nécessairement le mensonge. Seulement, il y a ici une remarquable différence : autant la Russie, comme race, est mobile, fluide, incertaine, autant, comme politique et diplomatique, elle est fixe, persévérante. » Et il décrit longuement son action au dix-huitième siècle, où elle enveloppa la Pologne « d'un réseau de ténébreux, travaillant toute l'Europe contre elle, acquérant par flatterie ou par argent les organes dominants de l'opinion, créant une opinion fautive, une opinion apparente qui rendait les choses secrètes, enfin, peu à peu enhardie, mêlant aux moyens de ruse une fascination de terreur ».

Pour Michelet comme pour les libéraux de son temps, solidaires des opposants russes emprisonnés — notamment Bakounine — la police forme le grand ressort de cet inquiétant système. Il assure :

« Cette race, entre toutes celles du monde, est la plus facile à terroriser. Entendons-nous bien sur ce mot, sur le phénomène de la terreur. Il ne s'agit point de la peur, et le ne dis point que les Russes soient lâches. La terreur est un phénomène d'imagination à part. C'est l'état d'un individu fasciné par une force qu'il juge irrésistible, comme celles de la nature. Tel est brave contre les hommes qui ne l'est plus contre ces puissances mystérieuses. Eh bien, en Russie le plus brave, l'autorité apparaît comme une irrésistible fatalité naturelle ! Faible individu, il se courbe sous l'idée confuse qu'il a de ce monstrueux empire ; il le porte,

Il en sent le poids dans le commandement de ses moindres chefs. Et ce n'est pas une obligation extérieure : il mêle à son fatalisme un sentiment religieux, il obéit dévotement.

En décembre 1825, une poignée de jeunes officiers d'origine aristocratique, cependant grandis dans le respect du trône — les décabristes, — tenta d'établir un système libéral par un complot malheureux. Le tsar brisa le mouvement dans l'œuf, livra les principaux coupables à la potence, après un long procès. Michelet raconte :

« Les résultats obtenus par cette procédure secrète pendant cinq mois d'interrogatoire, où tous les moyens d'intimidation et de corruption furent sans nul doute employés, ont été imprimés sur le gouvernement, distribués par toute l'Europe. Il ne s'agit pas de dire que les conjurés sont à tous des lâches et des imbéciles. Le juge accusateur leur prodigue à chaque instant des épithètes outrageantes. « S'ils ne s'étaient démentis, il attribue à la plupart d'entre eux les plus tristes palliatives... »

L'histoire gardera sa page la plus noire pour y inscrire le nom des juges qui, non contents d'immoler ces grandes victimes, ont essayé, dans un pamphlet décoré du nom d'« enquête », de leur désigner et d'assassiner leur mémoire ! Que dis-je, de les atteindre en un point qui touche souvent les plus grands cœurs plus que la gloire même, en ce qui fut la vie de la vie pour ces hommes héroïques et bons, le vœu dire dans l'amitié !

C'était, répétons-le, plus d'un siècle avant le Goulag, les procès de Moscou, le procureur Vichinsky. Qui donc osera dire de l'histoire qu'elle ne se répète jamais ?

GILBERT COMTE.

CORRESPONDANCE

La lettre publiée dans le Monde daté 15-16 février sous le titre « L'internement psychiatrique institution du l'isisme ? » a suscité un certain nombre de réactions. L'auteur y évoquait notamment un fait rapporté par l'historien Custine (la Russie en 1809) : l'internement pour « folie » et sur ordre du tsar de l'auteur d'un livre réclamant le retour de la Sainte Russie dans le giron catholique.

A propos de cet événement, un de nos lecteurs, M. F. Pascal, professeur honoraire à la Sorbonne, remarque :

1) Ce cas n'a été suivi d'aucun autre dans les annales de la Russie tsariste ; 2) Il s'est produit en 1808, il y a cent quarante ans. J'ajouterais que Custine n'est pas une source très sûre. Ainsi il ne donne pas le nom du personnage en cause. Il s'agit de Tchaadzev, aristocrate russe, ancien officier de la garde, que sa vaste culture et ses séjours en Occident avaient amené à réfléchir sur les destinées de la Russie. En septembre 1806, il fut publié de lui, dans une revue, le *Telegraph*, un article non signé, mais qui n'était pas un livre, où était développée en termes assez élogieux l'idée que la Russie est en dehors de la civilisation universelle, dénuée de tradition nationale, peinte incapable de progrès, et n'a rien apporté au monde, parce que, ayant reçu de Byzance un christianisme défiguré, elle est restée étrangère à la

Les internements psychiatriques dans l'histoire

christianisme catholique vivante et active.

La censure avait laissé passer. Mais quand le nom de l'auteur fut connu, ce fut un tollé. L'empereur, prévenu, jugea que l'article était « un mélange d'obscénités et d'impertinences digne d'un dément », et le chef de la police, inspiré par ce dernier mot, rédigea une décision, que Nicolas approuva, selon laquelle Tchaadzev devait être confié aux soins d'un bon médecin qui lui rendrait visite chaque matin, le préserverait de l'action nocive du froid et de l'humidité et en général « prendrait toutes mesures propres à rétablir sa santé ».

Ainsi fut fait. Tchaadzev eut affaire d'abord à un officier de santé désagréable et ivrogne, dont il se plaignait, et ensuite à un docteur de sa connaissance. Il pouvait faire des promenades à pied, se rendre chez des amis et recevoir chez lui. Bientôt cessèrent les visites du docteur. En octobre 1807, toute surveillance fut levée : il ne resta que l'interdiction de publier.

Tel est très précisément le cas. Tchaadzev n'a jamais été « enfermé dans un asile » (ni même chez lui). Il est faux qu'il n'ait connu un peu de liberté qu'un bon de trois ans d'un traitement rigoureusement observé (aucun traitement n'a été prescrit). En fait, malgré l'affirmation de Stendhal, Vie de Napoléon, rédigée

raison ni ne s'est « avoué lui-même insensé ». Il a écrit, en 1837, une *Apologie d'un fou*, mais c'était par ironie.

Rappelant lui aussi que Tchaadzev ne fut jamais enfermé dans un asile, M. S. Tatischev, maître assistant à l'Institut national des langues et civilisations orientales, nous précise pour sa part :

Son ouvrage *Les Lettres philosophiques* (réédité en 1970 par la Librairie des cinq continents à Paris) est toujours dans le commerce, et sa lecture devrait permettre de nuancer l'idée que se fait votre correspondant sur la cause des « ennuis » de son auteur. Celui-ci ne réclame nulle part explicitement le retour de la Sainte Russie dans le giron de l'Eglise catholique romaine. La seule allusion de ce genre de la part de Tchaadzev est contenue dans une lettre adressée au prince Metsherakof en 1801 (donc après la parution du livre de Custine), et dans laquelle il considère que... l'Angleterre (ce n'est assurément pas la Russie) doit revenir dans le giron de l'Eglise catholique.

De son côté, M. André Lanen remarque que la Russie, même au dix-neuvième siècle, n'a jamais eu le privilège des internements psychiatriques.

En effet, page 142 de l'essai de Stendhal, Vie de Napoléon, rédigée en 1817-1818 et réédité par Fayot (Petite bibliothèque, numéro 141), on peut lire que Martainville, journaliste et pamphlétaire royaliste, fut l'auteur d'une chanson « qui lui fit recevoir des coups de Chateaubriand par la protection spéciale du duc de Berry », lequel était Savary, ministre de la police impériale.

Stendhal n'avait aucune sympathie pour Martainville, ce qui ne donne que plus de poids à son témoignage.

Enfin, M. R. Vauthier, d'Anancy, ayant lu dans l'article du docteur de Frémontville (le Monde daté 15-16 février) que le danger de ces internements psychiatriques risque de gagner bien d'autres régimes que celui de l'U.R.S.S., écrit :

Il me paraît étonnant que dans ce débat des membres du corps médical négligent une donnée capitale : en effet, s'il faut en croire les informants concordants des journaux, des asiles psychiatriques relèveraient directement en U.R.S.S. non pas du ministère de la Police, mais du ministère de l'Intérieur.

Pour quiconque a pu connaître de ces deux administrations, il y a là une différence essentielle, car les risques d'arbitraire, toujours en crâle en toute administration, semblent terriblement plus grands avec le ministère de la Police, surtout en régime de dictature du prolétariat.

SÉRIE NOIRE
SUPER NOIRE

FÉVRIER 1976

JOE MILLARD

La foire aux larrons

ARTHUR LYONS

Le fouineur

GLENDON SWARTHOUT

Une gâchette

GALLIMARD

EUROPE

LOIN DES CAPITALES

HULL : le retour des « pêcheurs d'Islande »

Le brouillard de la mer du Nord est lourdement tombé sur l'estuaire de la Humber. Dans la nuit, c'est presque à tâtons qu'il faut chercher son chemin à travers les faubourgs de Hull pour parvenir à l'entrée du port.

L'estuaire, large de 2 kilomètres, qui sépare les deux grands ports de Hull et de Grimsby, ne peut que se deviner. Quelques éclairs trouent parfois la masse solide du brouillard. Le son lugubre des sirènes indique que, par n'importe quel temps, cette voie d'eau continue de fonctionner. C'est l'heure où les chalutiers reviennent avec la marée pour débarquer leur prise avant les enclenchés du matin. Il s'agit d'arriver ici le jeudi afin d'attraper le marché du week-end, qui est le meilleur.

La nuit s'ouvre soudain sur un paysage polaire. Le quai illuminé par des batteries de projecteurs est jonché de glace ainsi que le pont des bateaux, qui ont déjà commencé leurs opérations de déchargement. La plupart des chalutiers de Hull sont encore des « Freshers », des bateaux qui, au départ, prennent à bord une cargaison de glace pilée dans laquelle on conserve le poisson. Depuis quelques années, les « Freshers », qui disposent de leurs propres installations frigorifiques, ont commencé à prendre la relève. Mais, aujourd'hui, les « pêcheurs d'Islande » s'attendent à la mort de leur flotte.

MALGRÉ la glace, l'odeur du poisson est partout. Elle saisit à la gorge et pénètre les vêtements. Le Prince-Charles, un chalutier de 700 tonnes, construit il y a vingt ans, est rentré cette nuit à son port d'attache après avoir affronté pendant trois semaines les tempêtes de l'Arctique et les canonniers islandais. Les convoyeurs sont déjà installés. Une masse grisâtre de poisson sort de la cale, franchit le quai. Elle est aspergée de glace et aboultie dans un grand hall où des dizaines d'hommes en blouse blanche opèrent le tri.

Avec une rapidité déconcertante, les spécialistes répartissent la morue et d'autres espèces (raies, rougets, poissons-chats, etc.) dans de grands seaux de fer, les kits, qui sont aussi la mesure (62,500 kg) traditionnellement utilisée lors de la mise aux enchères. Les propriétaires du Prince-Charles nous disent que le chalutier a rapporté de ce voyage 1174 kits de morue. Lors de la vente, quelques lots de première qualité ont atteint 19 livres sterling par kit. Une bonne partie de la prise est cependant restée au-dessous du prix plancher de 12 livres qui est garanti par les autorités.

L'armement du Prince-Charles n'est rentable

que lorsque la vente de la morue procure plus de 22 livres par kit. Les propriétaires du chalutier ont estimé, ce jour-là, que les trois semaines de pêche leur ont valu une perte sèche de 8 000 livres. Tous les chalutiers de Hull, de Grimsby ou de Fleetwood connaissent les mêmes difficultés. A chaque retour, les équipages se demandent s'ils feront un autre voyage. Pour l'instant, le nombre officiel de marins au chômage à Hull n'est que de six cents. Mais beaucoup d'autres ont changé de métier. Chaque poste perdu à bord d'un chalutier met en chômage trois autres travailleurs du port, des services d'entretien ou du commerce du poisson. Si la pêche dans les eaux islandaises devait cesser totalement, Hull compterait quelque mille huit cents chômeurs supplémentaires.

Le jour levé, le visiteur peut contempler l'étendue du désastre en se promenant sur les quais voisins de l'Albert-Dock. Neuf chalutiers, du Macbeth au Zonia, en passant par le Turcoman et l'Afghan, sont désarmés depuis plusieurs mois. Seize autres ont été vendus l'année dernière, le plus souvent aux démolisseurs. Si le nombre de Freshers (36), dont le fonctionnement est plus économique, reste stable, la flotte des Freshers de Hull est tombée de 57 à 33 unités en douze mois ; 35 bâtiments ont disparu de la même manière des rôles à Aberdeen, 25 à Fleetwood et autant à Grimsby. Il y a un quart de siècle, les ports de Hull et Grimsby comptaient 257 chalutiers.

La guerre de la morue n'est que partiellement responsable de ce déclin. Mais les marins de Hull ne sont pas tendres pour les autorités de Reykjavik. A l'entrée de l'Albert-Dock, un petit bâtiment victorien abrite le quartier général de la Guilde des commandants de chalutiers. La salle, où des fauteuils style 1900 s'alignent devant des tables de bois, respire l'atmosphère des clubs ouvriers que l'on trouve d'un bout à l'autre de la Grande-Bretagne. Aux murs, une carte de l'Islande avec, indiquées en rouge, les zones de pêche autorisées. Ici, en effet, l'accord conclu il y a deux ans entre Londres et Reykjavik est toujours en vigueur.

M. TOMAS NIELSEN est le secrétaire de la Guilde. Il dirige aussi la Fédération britannique des officiers de chalutiers, qui comprend ceux de Grimsby, de Fleetwood et d'Aberdeen. Les yeux bleus, les cheveux blonds et le visage carré, il est fier de ses ancêtres danois. Il a passé trente-quatre ans en mer, dont bon nombre comme skipper, un capitaine qui n'a

pas dû être commode... Il ne mâche guère ses mots pour qualifier l'attitude des Islandais.

Il est vrai que la nouvelle vient d'arriver qu'un pêcheur britannique a été sérieusement blessé alors qu'une canonnière islandaise coupait les câbles du chalut. Dénonçant l'attitude « belliqueuse » de Reykjavik, M. Nielsen n'a pas perdu de temps pour réclamer l'envoi d'un plus grand nombre de frégates de la Navy. Tel est d'ailleurs le sentiment de tous ceux qui, à Hull, ont un lien quelconque avec l'industrie de la pêche.

Mais lorsqu'on aborde les problèmes économiques de Hull et du Royaume-Uni, l'Islande est presque complètement oubliée. Le péril immédiat est celui de l'effondrement des prix du poisson. A cet égard, les marins comme les propriétaires de chalutiers ne voient que deux coupables : leur propre gouvernement et l'administration du Marché commun.

L'industrie de la pêche est affectée aussi par la crise économique mondiale. Il y a trois ans, les Etats-Unis offraient l'un des principaux débouchés à la morue. Norvégiens et Islandais exploitaient à fond le marché d'outre-Atlantique. Mais l'industrie alimentaire américaine découvrit soudain qu'outre la morue et le haddock, elle pouvait aussi s'accommoder de l'Alaska pollock, un poisson de la même famille, qui est pêché surtout par les Japonais. « Dès lors, explique un porte-parole de la Fédération britannique des chalutiers, la guerre des prix a été transférée en Europe. Les stocks de morue se sont accumulés dans les entrepôts frigorifiques. Bientôt les Norvégiens et beaucoup d'autres ont déversé leurs produits sur les marchés du Vieux Continent, ce qui a fait tomber les prix d'un façon dévastatrice. »

Les règles du Marché commun autorisant l'importation de « produits poissonniers », les Norvégiens offrent aux grandes sociétés britanniques d'alimentation des filets de morue tout préparés à 23 pence la livre. Pour les chalutiers de Hull, le prix de revient d'un poisson entier — dont la moitié sera perdue en cours de préparation — débarqué sur le quai du port est au minimum de 27 pence la livre. Les pêcheurs britanniques notent que, cette année, leurs concurrents norvégiens bénéficieraient d'une subvention de 60 millions de livres sterling, alors qu'eux-mêmes verront s'éteindre l'aide dix fois inférieure qui leur avait été accordée par Londres pour compenser la hausse des carburants en 1973.

L'industrie britannique de la pêche se tourne vers Bruxelles dans l'espoir d'obtenir la fin d'une

concurrence considérée comme tout à fait déloyale. En ce moment même, à Hull et à Grimsby, des bateaux dont l'identité est peu claire — certains sont enregistrés aux Canaries, mais leur équipage est japonais — débarquent des tonnes de morue qui vont tout droit chez les fabricants de « plats préparés » à des prix que personne ne révèle publiquement.

LA Communauté européenne a bien prévu quelques sanctions contre des importations aussi abusives. Mais selon les spécialistes de Hull, « jamais rien ne s'est produit » et, de toute manière, les règlements de Bruxelles ne pourraient être invoqués que bien des semaines après l'opération délicate. Pourquoi les gouvernements de Londres et la Communauté montrent-ils aussi peu d'intérêt pour les pêcheurs ? A cette question, les loupes de mer de Hull répondent, amers : « Nous ne sommes pas un groupe de pression assez puissant. Notre importance sur la carte politique n'est pas suffisante. Les gouvernements ont déjà fort à faire avec les agriculteurs, d'une part, et les consommateurs, de l'autre. Ils subventionnent le bœuf, le porc et la volaille. Ils ne tiennent pas à voir monter aussi le prix du poisson. Au surplus, nous autres pêcheurs sommes un peu une race à part et nous n'avons pas encore appris à espérer sur le public le genre de changement qui est devenu monnaie courante chez les mineurs, les cheminots ou même les médecins. »

L'attachement des Britanniques à leurs traditions ne comporte pas que des vertus. M. John Davis, qui publie le *Drawing Times*, reconnaît que l'industrie de la pêche se heurte aussi au conservatisme des citoyens dans le domaine alimentaire. Personne ne conçoit que l'on puisse produire des fish and chips avec d'autres poissons que la morue. La plupart des ménagères anglaises se méfient d'animaux aussi bizarres que la raie, la lotte, la dorade ou le rouget. Même le hareng et le maquereau sont méprisés. A l'heure actuelle, l'ensemble de la flotte de pêche de la Grande-Bretagne, dans les eaux proches comme dans les eaux lointaines, récolte près d'un million de tonnes de poisson par an. Selon beaucoup d'experts, il serait possible de pêcher autant, et même plus, sans aller jusqu'en Islande, pour peu que la clientèle veuille bien modifier ses habitudes. Mais c'est là une tâche de longue haleine. L'éventuelle révolution gastronomique en Grande-Bretagne risque d'arriver beaucoup trop tard pour assurer la survie des chalutiers de Hull et de Grimsby.

JEAN WETZ.

Les troupes donnent l'impression d'assurer le porte-parole

Les troupes donnent l'impression d'assurer le porte-parole

JOURNALISTES INDESIRABLES ?

Les journalistes étrangers ont été interdits d'accès à la zone de conflit au Soudan. Les autorités soudanaises ont déclaré que les journalistes ne pouvaient pas entrer dans le pays sans une autorisation spéciale. Cette mesure a été prise en raison de la situation instable et de la présence de forces armées dans la région.

Soudan

ROIS MILITAIRES ONT ETE FUSILLES

Les militaires soudanais, commandés par le général Nimeiri, ont exécuté trois officiers militaires. Cette exécution a été qualifiée de « purge » et a suscité de vives réactions internationales. Les droits de l'homme ont été violés, selon les observateurs.

PETIT PRECIS DE L'ECONOMIE.

par la Deux Chevaux Citroën, (illustrations de Piem).

ACHAT : la 2 CV est, de loin, la moins chère des voitures françaises. Et même si vous ne pouvez pas l'acheter, vous pouvez quand même en disposer sans toucher à vos économies grâce à Ecoplan*.

ASSURANCE : la 2 CV en a beaucoup. Elle est toujours sûre d'elle. Sa légendaire suspension à interaction longitudinale lui permet de passer partout. Bien que la 2 CV soit décapotable, avec elle vous serez bien couvert. Même en « tous risques », avec la 2 CV, vous payerez le minimum.

AVARE : se dit d'une voiture qui a horreur du gaspillage. La 2 CV est un véritable « plan d'épargne » roulant qui fait tout pour votre intérêt. Elle est insensible au plaisir de l'essence et elle n'aime pas les matières grasses : son carter d'huile ne contient que 2,2 l (2 CV 4). Son moteur refroidi par air ne demande ni eau, ni antigel.

BOIRE : un vice que la 2 CV n'a pas : 2 CV 6 : 5,7 litres aux 100 km à 90 km/h (vitesse stabilisée).

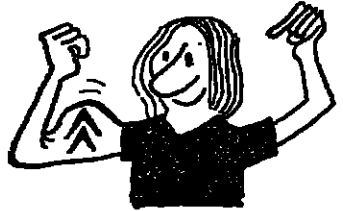
FAUX FRAIS : avec sa robustesse légendaire la 2 CV limite les dépenses au maximum. Elle ne coûte que peu à l'entretien et a une santé de fer : allumage sans distributeur, pas de durites, pas de radiateur d'eau. C'est la simplicité même.

GOURMANDISE : voir boire.

CARTÉ-GRISE : carte de couleur grise vendue par la Préfecture de Police où figurent les caractéristiques et la puissance d'un véhicule. Pour certains automobilistes c'est la bête noire. Pour ceux qui roulent en 2 CV 4, c'est presque une carte demi-tarif. Elle coûte 40 F. (Paris et Région Parisienne).

DECAPOTABLE : contrairement à la plupart des voitures, sur la 2 CV, le toit s'ouvre sans supplément de prix.

OCCASION : chaque année les voitures perdent de leur valeur. Bon marché à l'achat, la 2 CV se revend cher d'occasion. Pour une raison bien simple c'est qu'on n'en trouve pratiquement pas.



PRIX : 2 CV Spécial : 12.300 F
2 CV 4 : 13.100 F
2 CV 6 : 13.900 F
(Prix TTC clés en main, tarif au 15 janvier 1976). Dans ces prix la fourniture et la pose des plaques minéralogiques sont comprises.



REPARATIONS : comme toutes les voitures la 2 CV se froisse parfois. Mais on peut lui refaire le portrait sans que cela coûte les yeux de la tête. Une portière arrière coûte 142,85 F TVAC (Tarif au 19/1/76). Sans parler de tous les travaux que l'on peut faire soi-même.

VIGNETTE : la même que pour tout le monde, dans la même couleur sur le même papier, garantie par le Ministère des Finances mais au prix incroyable de 70 F.

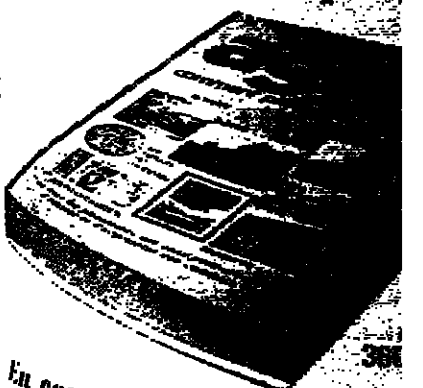
CITROËN préfère TOTAL

CITROËN 2 CV

مكتبة من الأصل

AGIO

le premier guide de tous les épar



En ces temps de crise, urgent ? Selon votre budget, vos goûts du risque ou, votre désir de sécurité, répondra, et vous conseillera.

Ce bon recueil dont bien des pourront tirer... profit.

Alfred S.

JO Clotier

Henry Kissinger a examiné ses partenaires brésiliens et ses nouvelles ambitions de Cuba.

Henry Kissinger, secrétaire d'Etat américain, a examiné ses partenaires brésiliens et ses nouvelles ambitions de Cuba. Il a rencontré le président da Costa e Silva à Brasilia, le 12 février, et a eu une longue conversation avec lui. Kissinger a également rencontré le ministre des Affaires étrangères, Antonio Carlos de Aguiar, et le ministre de la Défense, Carlos Tinoco. Il a également eu une conversation avec le président du Sénat, Eurico de Aguiar Paranhos.

Kissinger a également examiné les nouvelles ambitions de Cuba. Il a rencontré le ministre des Affaires étrangères, Antonio Carlos de Aguiar, et le ministre de la Défense, Carlos Tinoco. Il a également eu une conversation avec le président du Sénat, Eurico de Aguiar Paranhos.

Kissinger a également examiné les nouvelles ambitions de Cuba. Il a rencontré le ministre des Affaires étrangères, Antonio Carlos de Aguiar, et le ministre de la Défense, Carlos Tinoco. Il a également eu une conversation avec le président du Sénat, Eurico de Aguiar Paranhos.

Kissinger a également examiné les nouvelles ambitions de Cuba. Il a rencontré le ministre des Affaires étrangères, Antonio Carlos de Aguiar, et le ministre de la Défense, Carlos Tinoco. Il a également eu une conversation avec le président du Sénat, Eurico de Aguiar Paranhos.

Kissinger a également examiné les nouvelles ambitions de Cuba. Il a rencontré le ministre des Affaires étrangères, Antonio Carlos de Aguiar, et le ministre de la Défense, Carlos Tinoco. Il a également eu une conversation avec le président du Sénat, Eurico de Aguiar Paranhos.

Kissinger a également examiné les nouvelles ambitions de Cuba. Il a rencontré le ministre des Affaires étrangères, Antonio Carlos de Aguiar, et le ministre de la Défense, Carlos Tinoco. Il a également eu une conversation avec le président du Sénat, Eurico de Aguiar Paranhos.

Kissinger a également examiné les nouvelles ambitions de Cuba. Il a rencontré le ministre des Affaires étrangères, Antonio Carlos de Aguiar, et le ministre de la Défense, Carlos Tinoco. Il a également eu une conversation avec le président du Sénat, Eurico de Aguiar Paranhos.

Kissinger a également examiné les nouvelles ambitions de Cuba. Il a rencontré le ministre des Affaires étrangères, Antonio Carlos de Aguiar, et le ministre de la Défense, Carlos Tinoco. Il a également eu une conversation avec le président du Sénat, Eurico de Aguiar Paranhos.

AMÉRIQUES

Canada

LE PARTI CONSERVATEUR OPTÉ POUR LE « MOUVEMENT »

Ottawa (A.F.P.). — En élisant, le dimanche 22 février, M. Joe Clark, trente-six ans, le plus jeune candidat bilingue et ancien journaliste, à la direction du parti, les « Tories » canadiens ont opté pour le « mouvement ».

Le mot d'ordre « unité vers le pouvoir » lancé par les deux anciens chefs du parti progressiste-conservateur, M. John Diefenbaker, quatre-vingts ans, et Robert Stanfield, soixante-quatre ans, leader du parti depuis 1967, a été suivi en dépit des oppositions traditionnelles entre théoriciens de la « droite » et de la « gauche » du parti, surtout en matière économique.

Fait remarquable, la majorité des candidats ont souligné l'importance du Québec pour l'avenir politique du parti. Sans les voix de la « belle province », le parti ne peut, en effet, pratiquement accéder aux « forges ». Ces derniers ne détiennent que quatre sièges sur les soixante-dix-huit que la province francophone compte aux Communes.

Ainsi, M. Claude Wagner, ancien ministre libéral de la justice au Québec et candidat québécois, arrivé en deuxième position, n'a été battu que de soixante-cinq voix.

M. Joe Clark, qui passe pour un « Red Tory » (gauche du parti) adhère pour le reste aux principes fondamentaux de son parti : opposition au gouvernement et à l'interventionnisme de l'appareil étatique, dénonciation de la « nouvelle société » du premier ministre libéral, M. Pierre Elliott Trudeau, qui « porte atteinte à la liberté des individus et de l'entreprise », abolition du droit de grève dans certains secteurs essentiels.

Guatemala

UN LEADER DE LA GAUCHE A ÉTÉ TUÉ le 20 février à Ciudad-de-Guatemala par des inconnus circulant à motocyclette. Il s'agit de M. Rolando Andrade, directeur des services municipaux, et dirigeant du Front révolutionnaire unifié.

États-Unis

L'inferral marathon des « primaires »

(Suite de la première page.)

Les dernières « primaires » (Californie, New-Jersey, Ohio), ont lieu le 8 juin : trois mois de courses d'obstacles. Les conventions nationales, la démocrate, le 12 juillet, à New-York, la républicaine, le 16 août, à Kansas-City, ne sont pas précédées de réceptions. Et pour les deux « investis » qui en sortiront, la campagne proprement dite commencera le 8 septembre. A quelque stade que ce soit de ce marathon, toute dévotion physique d'un aspirant à la magistrature suprême le disqualifiera aux yeux de ses compatriotes : s'il n'est pas capable de « tenir la distance », c'est qu'il n'est pas apte à la présidence. C'est le seul critère qui fasse l'unanimité.

Les trente et une primaires (trente-deux en comptant celle de l'enclave fédérale du district de Columbia, acquise aux démocrates) qui jalonnent en 1976 la route des conventions vont consommer une énergie fantastique et laisser sur le terrain un nombre élevé de victimes. Ce sera la conséquence inattendue d'un procédé tendant, à l'origine, à briser le monopole des « machines » en multipliant les partants soumis à la faveur populaire.

Jusqu'à la loi passée en 1905 par le Wisconsin, les candidats des deux grands partis étaient, comme aujourd'hui, désignés au cours d'une convention de plusieurs jours (elle-même une innovation après 1830) à la suite de tractations, longuement mûries ou de dernière minute, entre les politiciens professionnels contrainant les délégations de chaque Etat représenté à cette bruyante assemblée. Le principe de la « primary » est de faire élire par la « base » locale cette représentation.

Il ne s'agit en aucune façon d'un « premier tour » à l'européenne. La meilleure preuve en est qu'il y a encore dix-neuf Etats qui, tout en améliorant, ont gardé l'ancien mode de sélection des délégués. Ces chiffres ne reflètent qu'imparfaitement la réalité, puisqu'on estime que cette année les trois quarts des délégués à chaque convention y siégeront en vertu des « primaires ».

Un record, certes. De bon augure ? La popularité de ce recours aux urnes préférable à connu des hauts et des bas. En 1960, l'Oregon initiait le Wisconsin. Deux ans plus tard, douze Etats avaient leurs « primaires » ; quatre ans plus tard, ils étaient vingt-six. Puis, un recul s'amorça : une dizaine de « primaires » furent abolies en 1965. Depuis la guerre, la tendance remonte : dix-sept en 1968, vingt-trois en 1972, trente et une en 1976.

Pourquoi un système se réclamant de l'idéal démocratique, invitant la participation des citoyens avant que les jeux ne soient faits, a-t-il subi ces fluctuations et ne s'est-il pas généralisé d'un bout à l'autre des Etats-Unis ? (2) La réponse est aussi simple que le système des « primaires » est compliqué. De même que si le président américain est élu au suffrage universel, ce dernier ne s'exerce encore que dans le cadre des Etats et par l'intermédiaire, largement fictif, mais toujours existant, du collège des grands électeurs, il appartient à chaque Etat d'instituer ou non par voie législative des « primaires » et de définir leur finalité. Dans certains Etats, on vote pour des délégués, avec ou sans mandat impératif, tout en indiquant à part sa « préférence » pour l'homme que l'on voudrait voir à la Maison Blanche. Dans la plupart des Etats, les concurrents doivent faire acte de candidature en notifiant à l'autorité compétente dans les délais prescrits qu'ils veulent « entrer » (terme consacré) dans l'arène.

La « carte forcée »

Cependant, leur latitude sur ce point est considérablement restreinte par les lois spéciales votées l'année dernière. Quinze Etats ont introduit la « carte forcée ». Il suffit qu'il soit « de notoriété publique » que M. Smith fait campagne pour que les électeurs de l'Etat se prononcent sur son nom. Trois de ces Etats détiennent même un candidat malgré lui (il peut avoir ses raisons de « sauter » les primaires d'un ou de plusieurs Etats) le droit de se

soustraire à l'épreuve. Dans huit autres, il peut y échapper, mais à condition de signer une attestation solennelle de désistement... ce qui le met en posture délicate s'il n'a pas vraiment l'intention de jeter l'éponge. Car — et c'est un facteur qui passe souvent inaperçu — les « primaires » n'ont aucun caractère éliminatoire. On peut imaginer un candidat ayant réalisé au départ un score le mettant de fait sur la touche s'obstinant à poursuivre une chance chimérique (3). La plupart ont la sagesse de ne pas insister si les deux ou trois premiers essais ont montré qu'ils n'étaient pas « dans la course », mais il ne dépend que d'eux de continuer.

Qui se déplace pour voter dans les « primaires » ? La moitié environ des électeurs qui se rendront aux urnes de novembre. La majorité des Etats exigent qu'on se fasse « inscrire » (régister) des semaines à l'avance en déclarant son engagement politique — ce qui n'implique nullement qu'on soit membre d'un parti ou que l'on voue une loyauté indéfectible à celui auquel on se rattache pour la circonstance. Dans de rares Etats, c'est la loi, tout le monde peut voter chez tout le monde. En 1960, John Kennedy obtint 842 777 voix à la primaire « ouverte » du Wisconsin, mais en recueillit 30 000 de moins dans l'Etat le jour de l'élection générale.

Ce même Etat, fier de sa tradition d'électisme réfractaire, est aux prises en ce moment avec la centrale du parti démocrate, qui lui enjoint de restreindre aux seuls démocrates « enregistrés » l'accès à sa « primary » démocrate du 6 avril. Si l'Etat ne s'inclinait pas, le comité directeur de Washington prendrait sur lui d'annuler la primaire et d'organiser la délégation du Wisconsin à sa guise. Mais, puis-je n'y a pas d'élections fédérales, une instance extérieure à l'Etat serait-elle habilitée à dicter à ce dernier le mode de sa consultation préélectorale ?

Conflit de compétence qui nous conduit aux portes de la Cour

suprême, laquelle a d'ailleurs été saisie d'une plainte attaquant le validé du règlement intérieur adopté par le GOP — le parti républicain — pour déterminer la composition des délégations à la convention de Kansas-City. La Cour n'a pas fait objection à ce que, comme prévu, le favori d'une primaire républicaine, même s'il n'obtient pas la majorité absolue, emporte le « paquet » de délégués de l'Etat. A l'inverse, le nouveau règlement démocrate répartit les délégués au prorata des voix qui se seront portées sur les rivaux en présence. Ainsi, lorsque le 8 juin la Californie proclamera le résultat de ses deux « primaires », elle appliquera deux poids et deux mesures : la majoritaire aux républicains, la proportionnelle aux démocrates. Contradiction qui pourrait bien engendrer d'autres frictions judiciaires... (4).

A lire les observateurs politiques américains, l'impression dominante est que, dans son état actuel, le régime des « primaires » présente un seul avantage, plus empirique que moral. Les années où il y a pléthore d'aspirants aux « investitures », elles livrent le peloton à l'arbitrage anonyme de l'électorat et le soustraient de la sorte à l'arbitraire individuel ou oligarchique. Pour le reste, le sénateur de l'Illinois, Adlai Stevenson III, fils du candidat démocrate à la Maison Blanche, deux fois battu par Dwight Eisenhower, annonçant qu'il renoncera à participer au tournoi des « primaires » disait, il y a quel-

(2) S'il ne s'est pas généralisé, il a proliféré. Il y a désormais dans les Etats des centaines de « primaires » à tous les niveaux de l'emploi public. Nous ne traitons ici que de celles en rapport avec l'élection présidentielle.

(3) Cet entêtement pourrait recevoir un encouragement de la nouvelle loi autorisant le Trésor public à cofinancer les dépenses des candidats à la présidence.

(4) L'intervention des tribunaux dans la codification du processus électoral a une ampleur qu'on ne peut soupçonner à l'évidence. Le numéro d'avril 1975 de la Harvard Law Review n'y consacre pas moins d'un article de deux cent trente pages, hérissé de plusieurs centaines de notes et de références.

ques semaines que s'y lancer aujourd'hui « obligé à s'enfoncer dans un bourbier de stipulations juridiques inextricables et à déployer des astuces de devinette pour une affaire qu'on ne pouvait plus ni comprendre ni maîtriser ».

Instrument d'assainissement démocratique il y a trois quarts de siècle, les « primaires » sont entre-temps tombées dans le champ des manipulations, publicitaires et autres, qui stérilisent la vie politique américaine. Elles sont devenues une cause de surmenage supplémentaire pour les postulants à l'« investiture » de leur parti. Elles ont ouvert large carrière non pas à de nouvelles couches de talents, mais aux caprices et aux fantaisies de cinquante Etats qui conservent jalousement leur indépendance dans un des derniers domaines où ils n'ont encore de comptes à rendre à personne.

ALAIN CLEMENT.

ISTH
8, Av. Léon Hecquy 75016 Paris
Tél. 224-10-72
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR
PRIVE DEPUIS 23 ANS
dans les sections préparatoires
semestrielles et vacances suivantes
PCEM
SC PO (entrée en AP soutien à l'AP) (entrée directe en 2^e année)
HEC - ENA - DROIT
SC ECO - Paris I
INAUGURE
UN NOUVEAU
CENTRE
PLURIDISCIPLINAIRE
QUARTIER
ITALIE TOLBIAC
au 83-87 Av. d'Italie
à partir du 1^{er} Mars 1976
Tél. 588-63-25 588-63-91
et stand expo jeune

(PUBLICITE)

DÉCLARATION DES "ÉDITIONS CHAMP LIBRE"

Gianfranco Sanguinetti, Italien, auteur d'un "VÉRIDIQUE RAPPORT SUR LES DERNIÈRES CHANCES DE SAUVER LE CAPITALISME EN ITALIE", dont les Éditions Champ Libre ont publié la traduction, se présentant le 11 février à la frontière française, a été refoulé en application d'une décision dite de "refus de séjour", prise le 21 juillet 1971 par le Ministre de l'Intérieur Marcellin. On sait que cette sorte de manifestation administrative de la raison d'Etat, n'ayant besoin d'aucune sanction judiciaire, est également sans recours, et donc vaut perpétuellement. Que des régimes de l'Europe veuillent bien changer un peu dans la continuité, voilà ce qui reste naturellement sans effet pour des gens qui les contestent tous également.

Nous avons modestement conscience du fait qu'il n'est que juste de recourir à la publicité pour mettre sous les yeux du lecteur, à tout instant occupé de tant d'autres informations si pertinentes et si brûlantes, d'un intérêt si constamment universel, et qui toutes le touchent de si près, un simple phénomène particulier qui n'intéresse que quelques personnes privées.

Nous n'avons pas, en effet, l'outrecuidance d'insinuer que la critique du capitalisme pourrait concerner dans leur ensemble nos contemporains, leurs travaux et leurs subsistances, leurs idées et leurs plaisirs. Même comme sujet de discussions savantes réservées à un petit nombre d'experts, nous n'ignorons certes pas que la justesse de ce concept a été longuement controversée; et qu'enfin le capitalisme, en tant qu'hypothèse, n'est plus tellement contemporain : car la Pensée de Vincennes a récemment bondi bien au delà, quand les mieux recyclés de ses professeurs ont décidé la dissolution de l'histoire et, ce qui est pour eux plus riche de conséquences, l'interdiction du critère de vérité dans le discours.

D'ailleurs, nous ne sommes pas trop assurés qu'il existe quelque part une entité géographique, et dans une faible mesure économique, appelée Italie. Et à ce dernier sens les éminents responsables du Marché Commun, alors même que le principe de la libre circulation des marchandises est autrement leur affaire que celui de la libre circulation des personnes, ont bien d'autres raisons d'en douter.

L'existence effective de Gianfranco Sanguinetti lui-même est au plus haut point discutable, soit en tant que personnalité éventuelle d'un samizdat occidental, soit comme cible de quelque Goulag libéral-avancé. Si nous nous permettons d'affirmer positivement la réalité de son existence, de ses écrits ou de diverses anodines persécutions policières qui en découlent, en nous fondant uniquement sur l'ampleur d'une rumeur publique demeurée, elle aussi, au delà de nos frontières, on pourrait certainement nous rétorquer que personne ici n'en a jamais entendu parler; et nous sentons tout le poids d'une telle objection.

Nous dirons aussi franchement que nous connaissons nombre de personnes estimables, ou même travaillant dans la presse d'information ou dans la distribution des livres, et qui ne cachent pas qu'elles ont été amenées à conclure que les Éditions Champ Libre n'existaient pas non plus; et pour notre part nous ne prétendons pas avoir la hardiesse de trancher une question si obscure, contre l'honnête conviction de tant d'hommes compétents, en nous appuyant seulement sur nos désirs contingents et nos intérêts bornés.

Après tout cela, nous ne nous permettrons cependant pas de laisser ouverte cette question de savoir si le monde où nous sommes, et dont vous lisez chaque jour les toutes dernières informations, existe vraiment? Nous sommes en mesure d'assurer qu'il existe encore pour le moment.

« CHAMP LIBRE » : 40, rue de la Montagne-Sainte-Geneviève. — 75005 PARIS.

End.
420F



ENQUÊTE

La France vue par ses voisins

(Suite de la première page.)

Le gaullisme, ses pompes et ses courtes, reste au cœur des jugements que la plupart des Britanniques portent sur la France d'aujourd'hui. Du moins, ceux qui sont d'âge à avoir suivi les remous des relations Londres-Paris entre 1958 et 1970.

Pour les Anglais libéraux et travaillistes, si le général a indiscutablement remis la France sur pied, il n'a pas amélioré son goût de la démocratie qui n'était déjà pas évident.

« Le gaullisme a instauré en France une forme déviante de totalitarisme », nous disait un électeur libéral.

La brutalité de la police française horrifie les Anglais dont les « bobbies » ne sont pas armés. La garde à vue scandalise au pays de l'habitus corporis. La télévision, institution d'Etat inquiète.

La gauche anglaise juge la France plus élitiste, moins égalitaire que la Grande-Bretagne. C'est un pays où les privilèges sociaux, l'évasion fiscale, l'éventail des revenus, créent une disparité entre les citoyens — que les sujets de la reine Elizabeth ne connaissent plus guère. Une nation très en retard socialement sur l'Angleterre et la Scandinavie, même si elle vote de merveilleuses lois, que personne n'applique.

Les syndicalistes comprennent mal les rivalités entre les grandes centrales françaises, même s'ils admettent, à contrecoeur, qu'elles ont obtenu dans certains domaines des avantages inconnus des salariés britanniques. « La seule chose que nous avons en commun », nous disait M. Clive Jenkins, l'un des porte-parole de la gauche syndicale, « c'est la lutte contre les multinationales... ».

Pour l'homme de la rue anglaise, la France est certes le pays de la bonne chère, mais les prix y sont scandaleusement élevés et les habitants d'une inospitalité et d'une agressivité inimaginables.

« Pourquoi ne vous répond-t-on pas quand vous demandez votre chemin à Paris ? », s'étonnait un serveur de pub. Ici, non seulement on vous répond, mais on vous fait un bout de conduite si vous avez vraiment l'air perdu.

Mais la France gaullienne fait rêver les Anglais conservateurs. L'efficacité, la discipline, la rigueur, voire le cynisme, qu'ils croient discernés chez les hauts fonctionnaires français leur rappellent les gloires impériales. La société française d'aujourd'hui leur paraît aussi incertaine des vertus victorielles dont l'Angleterre de 1976 est à leurs yeux si dépourvue : familles unies, enfants respectueux et disciplinés, sérieux au travail, religiosité.

Si son image économique brille de mille feux, l'image culturelle de la France est plus lustrée de jadis. A Cambridge, qui abrite actuellement deux prix Nobel, on s'intéresse aux anthropologues, aux historiens et aux critiques littéraires d'outre-Manche. Mais les économistes, les philosophes et les scientifiques prennent leurs addictions à leurs lectures aux Etats-Unis, en Scandinavie, en Allemagne, en Autriche, en Italie, voire en U.R.S.S. Le nombre des étudiants candidats boursiers pour la France reste très faible. Il est vrai, nous faisons observer un enseignant, qu'il est bien difficile d'obtenir des universités françaises qu'elles exportent, même temporairement, leurs professeurs.

Le cinéma français jouit, en revanche, d'un certain prestige, et les étudiants connaissent mieux Jean-Luc Godard, François Truffaut ou Louis Malle que les aventures d'Emile Ajar.

La décision de Pierre Boulez de rentrer à Paris, après l'école de cinq ans que le metteur en scène Peter Brook a faite aux Bouffes-du-Nord, a cependant jeté un certain trouble dans les esprits.

Les intellectuels britanniques déplorent, par ailleurs, le « massacre architectural » à Paris, et ce que l'un d'eux appelle mélancoliquement le « néo-brutalisme » : la fin des esquisses

manières d'outre-Manche, du temps où les Français étaient anglophobes, et où les jeunes Anglais de bonne souche avaient pour Marianne les yeux du colonel Bramble.

Ce que les Anglais reprochent peut-être le plus profondément aux options européennes des Français, c'est moins leur nationalisme que le besoin quasi viscéral de hiérarchie dont elles témoignent. Pour les plus européens des Britanniques, la Communauté n'a pas besoin d'un leader. « Les Anglais attendent tranquillement que la France revienne de ses ambitions internationales démesurées et admettent que l'Europe doit fonctionner comme une communauté », nous a dit lord Gladwyn, qui fut ambassadeur à Paris de 1954 à 1960.

« Les Anglais », nous disait-il encore, « pensent que la France a fait des progrès spectaculaires depuis la dernière guerre qu'elle devrait maintenant pouvoir se débarrasser du complexe d'infériorité qu'elle entretenait depuis 1940 et conséquemment modifier les aspects purement nationalistes de sa politique ».

Les Anglais attendent avec une certaine curiosité la visite, au mois de juin, du président Giscard d'Estaing. Ils ne le connaissent guère encore, mais le jugent déjà comme un homme plus « moderne », plus cosmopolite que le général de Gaulle. D'ailleurs, il parle très bien l'anglais. Avec lui, les Britanniques pensent que les Français vont revenir à une conception plus « réaliste » de leur rôle dans le monde. Ils oublieront les complexes qu'ils nourrissent depuis les défaites de 1940, d'Indochine et d'Algérie. Ils renonceraient petit à petit à ce que M. Andrew Stonfield, directeur de Chatham House, l'Institut royal des affaires internationales, appelle leur « conception quasi mystique de l'Etat ».

Bref, que la France se conforme à l'image dont les Anglais rêvent : la jolie voisine, brillante, séduisante, un peu folle, que son sérieux nouveau rend désormais éphémère.

En Europe, c'est une autre histoire ! Et on rappelle avec une teinte indignation qu'il est tout de même bien malheureux que

Plus que tout, le chauvinisme français agace prodigieusement les Anglais prompts à y déceler un retour aux façons Grand Siècle du général de Gaulle. On raconte avec amusement dans les milieux diplomatiques que le seul ambassadeur à Londres qui n'avait pas ses invitations en anglais est, « bien entendu », l'ambassadeur de France. La loi Bas designée à décerner le « français » a suscité un formidable éclat de rire dans un pays où, depuis des siècles, on observe avec intérêt et bonne humeur les avatars de l'anglais — langue universelle : des multiples argots américains jusqu'aux innombrables « pidgins » auprès desquels le français québécois peut passer pour du français classique.

Cette attitude ambiguë à l'égard de la France — admiration, agacement et vague inquiétude — se retrouve dans les milieux politiques.

Pour lord Chalfont, commentateur militaire du Times, les malentendus ne sont pas près de disparaître entre les deux nations les plus chauvines d'Europe, que des siècles de rivalités politiques, diplomatiques, commerciales et militaires ont dressés l'une contre l'autre.

« Les Anglais », assure-t-il, « considèrent les Français comme les Européens les plus intelligents, mais aussi comme ceux auxquels on peut faire la moins confiance, car ils font toujours passer leurs intérêts nationaux avant ceux de la communauté : témoin leur attitude lors de la crise pétrolière ».

« Quand un débat s'engage à l'ONU, dit encore lord Chalfont, on peut toujours craindre que la France ne tire la couverture à elle ».

Pour M. Julian Amery, ancien sous-secrétaire d'Etat aux affaires étrangères et ministre de l'air, la principale différence entre les gaullistes français et les conservateurs anglais, c'est que les premiers parlent sans cesse de l'indépendance nationale, alors qu'il arrive aux seconds de la réaliser sans tambour ni trompette.

Comme l'ancien premier ministre britannique Clement Attlee, lorsqu'il mit sur pied, au lendemain de la dernière guerre, la force nucléaire britannique.

An Foreign Office, on célèbre les mérites du Quai d'Orsay, dans lequel on assure voir le seul rival digne de ce nom. On fait remarquer que la décolonisation, à peu près achevée, les deux diplomates se retrouvent assez fréquemment la main dans la main dans les tiens-miens.

En Europe, c'est une autre histoire ! Et on rappelle avec une teinte indignation qu'il est tout de même bien malheureux que

Plus que tout, le chauvinisme français agace prodigieusement les Anglais prompts à y déceler un retour aux façons Grand Siècle du général de Gaulle. On raconte avec amusement dans les milieux diplomatiques que le seul ambassadeur à Londres qui n'avait pas ses invitations en anglais est, « bien entendu », l'ambassadeur de France. La loi Bas designée à décerner le « français » a suscité un formidable éclat de rire dans un pays où, depuis des siècles, on observe avec intérêt et bonne humeur les avatars de l'anglais — langue universelle : des multiples argots américains jusqu'aux innombrables « pidgins » auprès desquels le français québécois peut passer pour du français classique.

Cette attitude ambiguë à l'égard de la France — admiration, agacement et vague inquiétude — se retrouve dans les milieux politiques.

Pour lord Chalfont, commentateur militaire du Times, les malentendus ne sont pas près de disparaître entre les deux nations les plus chauvines d'Europe, que des siècles de rivalités politiques, diplomatiques, commerciales et militaires ont dressés l'une contre l'autre.

« Les Anglais », assure-t-il, « considèrent les Français comme les Européens les plus intelligents, mais aussi comme ceux auxquels on peut faire la moins confiance, car ils font toujours passer leurs intérêts nationaux avant ceux de la communauté : témoin leur attitude lors de la crise pétrolière ».

« Quand un débat s'engage à l'ONU, dit encore lord Chalfont, on peut toujours craindre que la France ne tire la couverture à elle ».

Pour M. Julian Amery, ancien sous-secrétaire d'Etat aux affaires étrangères et ministre de l'air, la principale différence entre les gaullistes français et les conservateurs anglais, c'est que les premiers parlent sans cesse de l'indépendance nationale, alors qu'il arrive aux seconds de la réaliser sans tambour ni trompette.

Comme l'ancien premier ministre britannique Clement Attlee, lorsqu'il mit sur pied, au lendemain de la dernière guerre, la force nucléaire britannique.

An Foreign Office, on célèbre les mérites du Quai d'Orsay, dans lequel on assure voir le seul rival digne de ce nom. On fait remarquer que la décolonisation, à peu près achevée, les deux diplomates se retrouvent assez fréquemment la main dans la main dans les tiens-miens.

En Europe, c'est une autre histoire ! Et on rappelle avec une teinte indignation qu'il est tout de même bien malheureux que

Plus que tout, le chauvinisme français agace prodigieusement les Anglais prompts à y déceler un retour aux façons Grand Siècle du général de Gaulle. On raconte avec amusement dans les milieux diplomatiques que le seul ambassadeur à Londres qui n'avait pas ses invitations en anglais est, « bien entendu », l'ambassadeur de France. La loi Bas designée à décerner le « français » a suscité un formidable éclat de rire dans un pays où, depuis des siècles, on observe avec intérêt et bonne humeur les avatars de l'anglais — langue universelle : des multiples argots américains jusqu'aux innombrables « pidgins » auprès desquels le français québécois peut passer pour du français classique.

Cette attitude ambiguë à l'égard de la France — admiration, agacement et vague inquiétude — se retrouve dans les milieux politiques.

Pour lord Chalfont, commentateur militaire du Times, les malentendus ne sont pas près de disparaître entre les deux nations les plus chauvines d'Europe, que des siècles de rivalités politiques, diplomatiques, commerciales et militaires ont dressés l'une contre l'autre.

« Les Anglais », assure-t-il, « considèrent les Français comme les Européens les plus intelligents, mais aussi comme ceux auxquels on peut faire la moins confiance, car ils font toujours passer leurs intérêts nationaux avant ceux de la communauté : témoin leur attitude lors de la crise pétrolière ».

« Quand un débat s'engage à l'ONU, dit encore lord Chalfont, on peut toujours craindre que la France ne tire la couverture à elle ».

Pour M. Julian Amery, ancien sous-secrétaire d'Etat aux affaires étrangères et ministre de l'air, la principale différence entre les gaullistes français et les conservateurs anglais, c'est que les premiers parlent sans cesse de l'indépendance nationale, alors qu'il arrive aux seconds de la réaliser sans tambour ni trompette.

Comme l'ancien premier ministre britannique Clement Attlee, lorsqu'il mit sur pied, au lendemain de la dernière guerre, la force nucléaire britannique.

An Foreign Office, on célèbre les mérites du Quai d'Orsay, dans lequel on assure voir le seul rival digne de ce nom. On fait remarquer que la décolonisation, à peu près achevée, les deux diplomates se retrouvent assez fréquemment la main dans la main dans les tiens-miens.

En Europe, c'est une autre histoire ! Et on rappelle avec une teinte indignation qu'il est tout de même bien malheureux que

Plus que tout, le chauvinisme français agace prodigieusement les Anglais prompts à y déceler un retour aux façons Grand Siècle du général de Gaulle. On raconte avec amusement dans les milieux diplomatiques que le seul ambassadeur à Londres qui n'avait pas ses invitations en anglais est, « bien entendu », l'ambassadeur de France. La loi Bas designée à décerner le « français » a suscité un formidable éclat de rire dans un pays où, depuis des siècles, on observe avec intérêt et bonne humeur les avatars de l'anglais — langue universelle : des multiples argots américains jusqu'aux innombrables « pidgins » auprès desquels le français québécois peut passer pour du français classique.

Cette attitude ambiguë à l'égard de la France — admiration, agacement et vague inquiétude — se retrouve dans les milieux politiques.

Pour lord Chalfont, commentateur militaire du Times, les malentendus ne sont pas près de disparaître entre les deux nations les plus chauvines d'Europe, que des siècles de rivalités politiques, diplomatiques, commerciales et militaires ont dressés l'une contre l'autre.

« Les Anglais », assure-t-il, « considèrent les Français comme les Européens les plus intelligents, mais aussi comme ceux auxquels on peut faire la moins confiance, car ils font toujours passer leurs intérêts nationaux avant ceux de la communauté : témoin leur attitude lors de la crise pétrolière ».

« Quand un débat s'engage à l'ONU, dit encore lord Chalfont, on peut toujours craindre que la France ne tire la couverture à elle ».

Pour M. Julian Amery, ancien sous-secrétaire d'Etat aux affaires étrangères et ministre de l'air, la principale différence entre les gaullistes français et les conservateurs anglais, c'est que les premiers parlent sans cesse de l'indépendance nationale, alors qu'il arrive aux seconds de la réaliser sans tambour ni trompette.

Comme l'ancien premier ministre britannique Clement Attlee, lorsqu'il mit sur pied, au lendemain de la dernière guerre, la force nucléaire britannique.

An Foreign Office, on célèbre les mérites du Quai d'Orsay, dans lequel on assure voir le seul rival digne de ce nom. On fait remarquer que la décolonisation, à peu près achevée, les deux diplomates se retrouvent assez fréquemment la main dans la main dans les tiens-miens.

En Europe, c'est une autre histoire ! Et on rappelle avec une teinte indignation qu'il est tout de même bien malheureux que

CORRESPONDANCE

La loi de défense du français

La loi du 5 janvier « relative à l'emploi de la langue française » (le Monde du 9 et du 24 janvier 1976) a suscité de la part de nos lecteurs d'assez nombreuses réactions. De ce courrier, voici deux extraits caractéristiques.

Le point. La loi Bas-Lauriol sur la défense de la langue française a provoqué une petite polémique dans vos colonnes. Et celle-ci m'a inspiré quelques pensées que je destine vous communiquer.

Je trouve vraiment étonnant qu'on s'inquiète, à l'avance, de l'application d'une loi, bien timide, tendant à lutter contre la pollution et la dégradation du vocabulaire de notre langue. Il y a pourtant une grande quantité de faits révélateurs, dans le domaine visé par la loi, contre lesquels il faudrait réagir efficacement !

Et, soit dit en passant, je trouve aussi étonnant que des journalistes anglais osent parler de notre chauvinisme, quand il s'agit pour nous de ne pas nous soumettre à leur chauvinisme impérialiste et à protéger notre langue nationale (dont le rôle international de plus en plus prépondérant est de plus en plus évident).

Il y aurait beaucoup à dire sur cet état d'esprit. Mais je suis sûr qu'il y a beaucoup d'Anglais, d'un plus noble caractère, qui doivent se féliciter de nos premiers efforts pour maintenir l'intégrité de la langue française.

Mon avis, moi, est que cette loi, loin de devoir provoquer des inquiétudes incompréhensibles, est très insuffisante. En particulier, elle ne s'occupe pas, à ma connaissance, de la dégradation de la langue française dans deux autres domaines aussi importants que celui du vocabulaire (...), celui de la syntaxe et celui de la prononciation.

MARC BERNHEIM, 94100 Saint-Maur.

— et le contre. Dieu soit loué ! Me voilà enfin protégé des puissances de l'argent (...). Le miracle qui me permet cet avenir rose ? Mais la loi Bas-Lauriol, voyez ! Bien sûr, on me donne à entendre que s'il me prenait la fantaisie de m'exprimer en des termes non homologués il y aurait toujours, pour me remettre dans le droit chemin, et la loi du 2 thermidor de l'an II — encore en vigueur, me

Une opinion d'un lecteur anglais. J'ai vu avec regret que la France veut abandonner les mots anglais/américains qui ont été adoptés en France. J'ai peur que, pour nous venger, dans un même esprit chauvin, nous perdions les expressions et les mots français qui donnent de la beauté à notre langue anglaise : « la mode, chic, belle, petite, nuance, sang-froid, savoir-faire, déboulante, je ne sais quoi », et beaucoup d'autres douces expressions. Mais c'est vous, hélas ! qui perdez le plus : le football, le week-end et le sexe...

FERNAND CRUQUET, Strasbourg.

Une opinion d'un lecteur anglais. J'ai vu avec regret que la France veut abandonner les mots anglais/américains qui ont été adoptés en France. J'ai peur que, pour nous venger, dans un même esprit chauvin, nous perdions les expressions et les mots français qui donnent de la beauté à notre langue anglaise : « la mode, chic, belle, petite, nuance, sang-froid, savoir-faire, déboulante, je ne sais quoi », et beaucoup d'autres douces expressions. Mais c'est vous, hélas ! qui perdez le plus : le football, le week-end et le sexe...

FERNAND CRUQUET, Strasbourg.

Une opinion d'un lecteur anglais. J'ai vu avec regret que la France veut abandonner les mots anglais/américains qui ont été adoptés en France. J'ai peur que, pour nous venger, dans un même esprit chauvin, nous perdions les expressions et les mots français qui donnent de la beauté à notre langue anglaise : « la mode, chic, belle, petite, nuance, sang-froid, savoir-faire, déboulante, je ne sais quoi », et beaucoup d'autres douces expressions. Mais c'est vous, hélas ! qui perdez le plus : le football, le week-end et le sexe...

FERNAND CRUQUET, Strasbourg.

Une opinion d'un lecteur anglais. J'ai vu avec regret que la France veut abandonner les mots anglais/américains qui ont été adoptés en France. J'ai peur que, pour nous venger, dans un même esprit chauvin, nous perdions les expressions et les mots français qui donnent de la beauté à notre langue anglaise : « la mode, chic, belle, petite, nuance, sang-froid, savoir-faire, déboulante, je ne sais quoi », et beaucoup d'autres douces expressions. Mais c'est vous, hélas ! qui perdez le plus : le football, le week-end et le sexe...

FERNAND CRUQUET, Strasbourg.

Une opinion d'un lecteur anglais. J'ai vu avec regret que la France veut abandonner les mots anglais/américains qui ont été adoptés en France. J'ai peur que, pour nous venger, dans un même esprit chauvin, nous perdions les expressions et les mots français qui donnent de la beauté à notre langue anglaise : « la mode, chic, belle, petite, nuance, sang-froid, savoir-faire, déboulante, je ne sais quoi », et beaucoup d'autres douces expressions. Mais c'est vous, hélas ! qui perdez le plus : le football, le week-end et le sexe...

FERNAND CRUQUET, Strasbourg.

Une opinion d'un lecteur anglais. J'ai vu avec regret que la France veut abandonner les mots anglais/américains qui ont été adoptés en France. J'ai peur que, pour nous venger, dans un même esprit chauvin, nous perdions les expressions et les mots français qui donnent de la beauté à notre langue anglaise : « la mode, chic, belle, petite, nuance, sang-froid, savoir-faire, déboulante, je ne sais quoi », et beaucoup d'autres douces expressions. Mais c'est vous, hélas ! qui perdez le plus : le football, le week-end et le sexe...

FERNAND CRUQUET, Strasbourg.

CORRESPONDANCE

La loi de défense du français

La loi du 5 janvier « relative à l'emploi de la langue française » (le Monde du 9 et du 24 janvier 1976) a suscité de la part de nos lecteurs d'assez nombreuses réactions. De ce courrier, voici deux extraits caractéristiques.

Le point. La loi Bas-Lauriol sur la défense de la langue française a provoqué une petite polémique dans vos colonnes. Et celle-ci m'a inspiré quelques pensées que je destine vous communiquer.

Je trouve vraiment étonnant qu'on s'inquiète, à l'avance, de l'application d'une loi, bien timide, tendant à lutter contre la pollution et la dégradation du vocabulaire de notre langue. Il y a pourtant une grande quantité de faits révélateurs, dans le domaine visé par la loi, contre lesquels il faudrait réagir efficacement !

Et, soit dit en passant, je trouve aussi étonnant que des journalistes anglais osent parler de notre chauvinisme, quand il s'agit pour nous de ne pas nous soumettre à leur chauvinisme impérialiste et à protéger notre langue nationale (dont le rôle international de plus en plus prépondérant est de plus en plus évident).

Il y aurait beaucoup à dire sur cet état d'esprit. Mais je suis sûr qu'il y a beaucoup d'Anglais, d'un plus noble caractère, qui doivent se féliciter de nos premiers efforts pour maintenir l'intégrité de la langue française.

Mon avis, moi, est que cette loi, loin de devoir provoquer des inquiétudes incompréhensibles, est très insuffisante. En particulier, elle ne s'occupe pas, à ma connaissance, de la dégradation de la langue française dans deux autres domaines aussi importants que celui du vocabulaire (...), celui de la syntaxe et celui de la prononciation.

MARC BERNHEIM, 94100 Saint-Maur.

— et le contre. Dieu soit loué ! Me voilà enfin protégé des puissances de l'argent (...). Le miracle qui me permet cet avenir rose ? Mais la loi Bas-Lauriol, voyez ! Bien sûr, on me donne à entendre que s'il me prenait la fantaisie de m'exprimer en des termes non homologués il y aurait toujours, pour me remettre dans le droit chemin, et la loi du 2 thermidor de l'an II — encore en vigueur, me

Une opinion d'un lecteur anglais. J'ai vu avec regret que la France veut abandonner les mots anglais/américains qui ont été adoptés en France. J'ai peur que, pour nous venger, dans un même esprit chauvin, nous perdions les expressions et les mots français qui donnent de la beauté à notre langue anglaise : « la mode, chic, belle, petite, nuance, sang-froid, savoir-faire, déboulante, je ne sais quoi », et beaucoup d'autres douces expressions. Mais c'est vous, hélas ! qui perdez le plus : le football, le week-end et le sexe...

FERNAND CRUQUET, Strasbourg.

Une opinion d'un lecteur anglais. J'ai vu avec regret que la France veut abandonner les mots anglais/américains qui ont été adoptés en France. J'ai peur que, pour nous venger, dans un même esprit chauvin, nous perdions les expressions et les mots français qui donnent de la beauté à notre langue anglaise : « la mode, chic, belle, petite, nuance, sang-froid, savoir-faire, déboulante, je ne sais quoi », et beaucoup d'autres douces expressions. Mais c'est vous, hélas ! qui perdez le plus : le football, le week-end et le sexe...

FERNAND CRUQUET, Strasbourg.

Une opinion d'un lecteur anglais. J'ai vu avec regret que la France veut abandonner les mots anglais/américains qui ont été adoptés en France. J'ai peur que, pour nous venger, dans un même esprit chauvin, nous perdions les expressions et les mots français qui donnent de la beauté à notre langue anglaise : « la mode, chic, belle, petite, nuance, sang-froid, savoir-faire, déboulante, je ne sais quoi », et beaucoup d'autres douces expressions. Mais c'est vous, hélas ! qui perdez le plus : le football, le week-end et le sexe...

FERNAND CRUQUET, Strasbourg.

Une opinion d'un lecteur anglais. J'ai vu avec regret que la France veut abandonner les mots anglais/américains qui ont été adoptés en France. J'ai peur que, pour nous venger, dans un même esprit chauvin, nous perdions les expressions et les mots français qui donnent de la beauté à notre langue anglaise : « la mode, chic, belle, petite, nuance, sang-froid, savoir-faire, déboulante, je ne sais quoi », et beaucoup d'autres douces expressions. Mais c'est vous, hélas ! qui perdez le plus : le football, le week-end et le sexe...

FERNAND CRUQUET, Strasbourg.

Une opinion d'un lecteur anglais. J'ai vu avec regret que la France veut abandonner les mots anglais/américains qui ont été adoptés en France. J'ai peur que, pour nous venger, dans un même esprit chauvin, nous perdions les expressions et les mots français qui donnent de la beauté à notre langue anglaise : « la mode, chic, belle, petite, nuance, sang-froid, savoir-faire, déboulante, je ne sais quoi », et beaucoup d'autres douces expressions. Mais c'est vous, hélas ! qui perdez le plus : le football, le week-end et le sexe...

FERNAND CRUQUET, Strasbourg.

Une opinion d'un lecteur anglais. J'ai vu avec regret que la France veut abandonner les mots anglais/américains qui ont été adoptés en France. J'ai peur que, pour nous venger, dans un même esprit chauvin, nous perdions les expressions et les mots français qui donnent de la beauté à notre langue anglaise : « la mode, chic, belle, petite, nuance, sang-froid, savoir-faire, déboulante, je ne sais quoi », et beaucoup d'autres douces expressions. Mais c'est vous, hélas ! qui perdez le plus : le football, le week-end et le sexe...

FERNAND CRUQUET, Strasbourg.

CORRESPONDANCE

La loi de défense du français

La loi du 5 janvier « relative à l'emploi de la langue française » (le Monde du 9 et du 24 janvier 1976) a suscité de la part de nos lecteurs d'assez nombreuses réactions. De ce courrier, voici deux extraits caractéristiques.

Le point. La loi Bas-Lauriol sur la défense de la langue française a provoqué une petite polémique dans vos colonnes. Et celle-ci m'a inspiré quelques pensées que je destine vous communiquer.

Je trouve vraiment étonnant qu'on s'inquiète, à l'avance, de l'application d'une loi, bien timide, tendant à lutter contre la pollution et la dégradation du vocabulaire de notre langue. Il y a pourtant une grande quantité de faits révélateurs, dans le domaine visé par la loi, contre lesquels il faudrait réagir efficacement !

Et, soit dit en passant, je trouve aussi étonnant que des journalistes anglais osent parler de notre chauvinisme, quand il s'agit pour nous de ne pas nous soumettre à leur chauvinisme impérialiste et à protéger notre langue nationale (dont le rôle international de plus en plus prépondérant est de plus en plus évident).

Il y aurait beaucoup à dire sur cet état d'esprit. Mais je suis sûr qu'il y a beaucoup d'Anglais, d'un plus noble caractère, qui doivent se féliciter de nos premiers efforts pour maintenir l'intégrité de la langue française.

Mon avis, moi, est que cette loi, loin de devoir provoquer des inquiétudes incompréhensibles, est très insuffisante. En particulier, elle ne s'occupe pas, à ma connaissance, de la dégradation de la langue française dans deux autres domaines aussi importants que celui du vocabulaire (...), celui de la syntaxe et celui de la prononciation.

MARC BERNHEIM, 94100 Saint-Maur.

— et le contre. Dieu soit loué ! Me voilà enfin protégé des puissances de l'argent (...). Le miracle qui me permet cet avenir rose ? Mais la loi Bas-Lauriol, voyez ! Bien sûr, on me donne à entendre que s'il me prenait la fantaisie de m'exprimer en des termes non homologués il y aurait toujours, pour me remettre dans le droit chemin, et la loi du 2 thermidor de l'an II — encore en vigueur, me

Une opinion d'un lecteur anglais. J'ai vu avec regret que la France veut abandonner les mots anglais/américains qui ont été adoptés en France. J'ai peur que, pour nous venger, dans un même esprit chauvin, nous perdions les expressions et les mots français qui donnent de la beauté à notre langue anglaise : « la mode, chic, belle, petite, nuance, sang-froid, savoir-faire, déboulante, je ne sais quoi », et beaucoup d'autres douces expressions. Mais c'est vous, hélas ! qui perdez le plus : le football, le week-end et le sexe...

FERNAND CRUQUET, Strasbourg.

Une opinion d'un lecteur anglais. J'ai vu avec regret que la France veut abandonner les mots anglais/américains qui ont été adoptés en France. J'ai peur que, pour nous venger, dans un même esprit chauvin, nous perdions les expressions et les mots français qui donnent de la beauté à notre langue anglaise : « la mode, chic, belle, petite, nuance, sang-froid, savoir-faire, déboulante, je ne sais quoi », et beaucoup d'autres douces expressions. Mais c'est vous, hélas ! qui perdez le plus : le football, le week-end et le sexe...

FERNAND CRUQUET, Strasbourg.

Une opinion d'un lecteur anglais. J'ai vu avec regret que la France veut abandonner les mots anglais/américains qui ont été adoptés en France. J'ai peur que, pour nous venger, dans un même esprit chauvin, nous perdions les expressions et les mots français qui donnent de la beauté à notre langue anglaise : « la mode, chic, belle, petite, nuance, sang-froid, savoir-faire, déboulante, je ne sais quoi », et beaucoup d'autres douces expressions. Mais c'est vous, hélas ! qui perdez le plus : le football, le week-end et le sexe...

FERNAND CRUQUET, Strasbourg.

Une opinion d'un lecteur anglais. J'ai vu avec regret que la France veut abandonner les mots anglais/américains qui ont été adoptés en France. J'ai peur que, pour nous venger, dans un même esprit chauvin, nous perdions les expressions et les mots français qui donnent de la beauté à notre langue anglaise : « la mode, chic, belle, petite, nuance, sang-froid, savoir-faire, déboulante, je ne sais quoi », et beaucoup d'autres douces expressions. Mais c'est vous, hélas ! qui perdez le plus : le football, le week-end et le sexe...

FERNAND CRUQUET, Strasbourg.

Une opinion d'un lecteur anglais. J'ai vu avec regret que la France veut abandonner les mots anglais/américains qui ont été adoptés en France. J'ai peur que, pour nous venger, dans un même esprit chauvin, nous perdions les expressions et les mots français qui donnent de la beauté à notre langue anglaise : « la mode, chic, belle, petite, nuance, sang-froid, savoir-faire, déboulante, je ne sais quoi », et beaucoup d'autres douces expressions. Mais c'est vous, hélas ! qui perdez le plus : le football, le week-end et le sexe...

FERNAND CRUQUET, Strasbourg.

Une opinion d'un lecteur anglais. J'ai vu avec regret que la France veut abandonner les mots anglais/américains qui ont été adoptés en France. J'ai peur que, pour nous venger, dans un même esprit chauvin, nous perdions les expressions et les mots français qui donnent de la beauté à notre langue anglaise : « la mode, chic, belle, petite, nuance, sang-froid, savoir-faire, déboulante, je ne sais quoi », et beaucoup d'autres douces expressions. Mais c'est vous, hélas ! qui perdez le plus : le football, le week-end et le sexe...

FERNAND CRUQUET, Strasbourg.

CORRESPONDANCE

La loi de défense du français

DÉFENSE

ARMÉE

SECRÉTAIRE D'ÉTAT À L'INTÉRIEUR

M. Taittinger se prononce pour un service militaire différencié

Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Intérieur et précédemment rapporteur du budget de la défense au nom de la commission sénatoriale des affaires étrangères et des forces armées, M. Pierre-Christophe Taittinger se prononce pour un service militaire différencié, dans un entretien qu'il a accordé au Groupe de recherche pour une autre défense (1).

« La formule suivante pourrait être envisagée, explique M. Taittinger, tous les jeunes Français, y compris les coopérants, feraient un service militaire de six mois, une fraction du contingent effectuerait un service national d'un an, l'autre partie pourrait rester sous les drapeaux dix-huit mois, en compensation, des avantages susceptibles d'attirer les volontaires par l'application de contrats à durée variable et limitée.

« La force de défense opérationnelle du territoire, en particulier, serait chargée de la formation de la plus grande partie des réserves pendant le service de six mois, formation qui pourrait être en dehors des congés payés ou de réserves continuées à l'employeur et de son employeur (qui pourrait procéder à une déduction fiscale).

« Les forces nucléaires de dissuasion et les forces armées utiliseraient à la fois des appelés et des engagés liés par des contrats à durée variable (...).

« Pour ceux que l'entraînement

militaire intensif pourrait dépasser, il conviendrait d'accroître le rôle des armées dans la protection civile. L'application de la loi du 9 juillet 1970 pourrait être simplifiée. Ainsi, pourraient être formés à la fois des personnels appelés occasionnellement en renfort lors de l'application des plans ORSEC (catastrophes, incendies, etc.), mais aussi, en temps de guerre, formations de corps de défense, compagnies d'indépendance et centres de protection civile. Dans le même état d'esprit qui traduit une volonté d'associer responsabilité et participation de tous au service de la nation, peut être ainsi envisagé un service national féminin.

Le secrétaire d'Etat explique notamment : « Notre politique de défense étant partie intégrante d'une conception générale de notre politique extérieure, trois éléments la conditionnent : le refus des blocs, la limitation de nos engagements, un effort diversifié de coopération internationale; tant qu'aucun changement ne sera intervenu dans la détermination de nos partenaires européens, il paraît impossible pour la sécurité de notre pays de modifier la politique qui a été menée depuis dix-sept ans.

(1) Groupe de recherche pour une autre défense, présidé par M. Philippe Masson, 4 rue de l'Agencement, 92000 Nanterre. Bulletin n° 3 de janvier-février 1976.

A BREST

Le directeur de l'arsenal est relevé de ses fonctions

De notre correspondant

Brest. — A Brest, l'ingénieur général de l'armement de première classe Devauchelle, qui dirige les constructions et armes navales à l'arsenal, est relevé de ses fonctions. Cette mesure disciplinaire n'interviendrait pas avant plusieurs jours. Elle a été rendue publique par l'ingénieur général lui-même, au cours d'une réunion qu'il présidait avec des ingénieurs de l'arsenal. Une nouvelle affectation lui aurait été proposée. Le ministère de la défense ne fait aucun commentaire.

Les raisons de ce limogeage, qui a produit peu de temps après la disgrâce du vice-amiral d'escadre Sanguinetti, n'ont pas été officiellement révélées. De bonne source on déclare cependant que l'ingénieur général Devauchelle s'est vu reprocher son attitude libérale à l'égard du personnel de l'arsenal. Il avait autorisé, en effet, celui-ci à cesser le travail deux heures avant l'heure, afin de permettre aux portes de l'établissement militaire au moment où retentit la sirène annonçant la fin du service. De surcroît, l'ingénieur général Devauchelle aurait refusé de prononcer une sanction à l'encontre de chefs de travaux qui revendiquaient pour la seconde fois.

La décision qui frappe un ingénieur général considéré comme compétent et brillant donne lieu à des commentaires réprobateurs de la part des organisations syndicales de l'arsenal. Le C.G.T.

voit en elle « une pièce de plus au dossier noir des libertés dans l'arsenal ». Selon elle, auparavant, « des centaines de travailleurs de l'arsenal ont fait l'objet de décisions qui montrent une même volonté politique de mettre le personnel au pas, quel que soient les grades et les fonctions ».

Pour la C.F.D.T., qui rappelle que les travailleurs de l'arsenal de Toulon bénéficient depuis plus d'un an de la possibilité de cesser le travail quelques minutes avant l'heure (ce qui est bon à Toulon, doit l'être aussi pour Brest, dit-elle), la sanction infligée au directeur de la D.C.A.N. de Brest « n'est qu'un faux prétexte cachant d'autres mobiles; elle met en évidence la façon, pour le ministère de la défense, de concéder la concession ».

Force ouvrière affirme, de son côté, que la mesure à l'encontre de l'ingénieur général Devauchelle « donne à penser qu'une crise grave des matériels et plus particulièrement de Brest ne serait pas étrangère au malaise qui existe dans les états-majors, celui de la marine entre autres ».

JEAN DE ROSIERE.

NANCY SERA LE SIÈGE DE LA 61^e DIVISION MILITAIRE ET DE LA 4^e DIVISION DES FORCES DE MANŒUVRES

Le préfet de Meurthe-et-Moselle a rendu public une lettre du ministre de la défense annonçant un ensemble de mesures de réorganisation de l'armée de terre intéressant la ville de Nancy.

« La capitale de la Lorraine deviendra au cours de l'été 1976 le siège d'un grand commandement militaire, indique M. Yvon Bourges. Le général qui en sera le titulaire, exercera le commandement de la 61^e division militaire et celui de la 4^e division, grande unité des forces de manœuvres », qui avait précédemment son P.O. à Verdun. La ville de Nancy était auparavant le siège du commandement du III^e corps d'armée, aujourd'hui confondu avec celui de la région militaire de Metz.

« Ce haut responsable militaire se verra confier le titre de gouverneur militaire de Nancy, aux termes d'un décret sur l'organisation militaire territoriale qui doit paraître très prochainement, affirme encore le ministre de la défense qui précise que « la garnison de Nancy sera quelque peu remaniée au cours de l'été 1976 sans que ses effectifs globaux subissent des variations notables, et surtout sans que son régime de tradition, le 26^e régiment d'infanterie, disparaisse (...). Le 26^e régiment d'infanterie inclura le centre d'entraînement commando de Pont-Saint-Vincent et servira de support à un centre de sélection. »

« A Essey-lès-Nancy, le 54^e régiment de commandement et de transmission, formation de la 4^e division, remplacera le centre d'entraînement de l'aviation légère de l'armée de terre qui sera dissous », conclut M. Bourges.

PLUSIEURS SOLDATS DU 5^e RÉGIMENT DU GÉNIE À VERSAILLES SONT ARRÊTÉS ET INTERROGÉS

A l'occasion de la sortie du Sapeur-major, organes du comité de soldats du 5^e régiment du génie à Versailles, la sécurité militaire est intervenue le mardi 17 février. Les soldats qui pénétraient dans le camp et les voitures des officiers ont été fouillés. Des mesures de sécurité ont été effectuées. Cinq soldats ont été arrêtés et quatre, selon une note inscrite au rapport, ont fait l'objet d'une demande d'arrestation de rigueur.

Les fouilles se sont ensuite poursuivies dans toutes les unités du régiment. Deux autres soldats ont été arrêtés puis relâchés mercredi après avoir été longuement interrogés. Deux autres, arrêtés jeudi, sans qu'un motif ait été indiqué, étaient toujours gardés samedi soir par la sécurité militaire.

Les interrogatoires ont eu lieu en dehors de la présence des officiers du régiment. Il semble que cette opération d'« épuration » ait été lancée à la suite de la diffusion du n° 6 du Sapeur-major, sous la couverture d'Echo 5, publication officielle de l'unité.

Le Sapeur-major a réclame, notamment, la réduction du service à six mois, la liberté d'expression et d'information, « le droit de se grouper en comité en toute liberté structure dans les formes les plus décidées par les soldats eux-mêmes » et l'instauration de « représentants élus des appelés ».

LES ASSOCIATIONS MEMBRES DU C.N.A.J.E.P. QUITTENT LA COMMISSION ARMÉES-JEUNESSE

Les associations membres du C.N.A.J.E.P. (1) ont décidé de ne plus participer aux travaux de la commission Armées-Jeunesse. Elles ont adopté cette position après que les présidents des groupes de travail du comité d'union aient été reçus par le général Marcel Bigeard, secrétaire d'Etat à la défense. Celui-ci, indique le C.N.A.J.E.P., n'a pas répondu de réponse ni sur les propositions de la commission ni à propos des sanctions qui frappent certains appelés.

« Depuis dix mois, déclare le C.N.A.J.E.P., des associations de jeunesse et des militaires ont travaillé ensemble au sein de la commission Armées-Jeunesse et sont parvenus à formuler des propositions. Aujourd'hui, le gouvernement fait peu de cas de la concertation et, d'une manière générale, des propositions de tous ceux qui s'efforcent d'améliorer la condition militaire et de réduire la durée du service. Il préfère la répression.

« Les associations membres du C.N.A.J.E.P. demandent l'ouverture des dossiers, la levée des incriminations sans fondement et la libération de tous ceux qui sont, de ce fait, détenus dans des prisons civiles et militaires. Elles rappellent que les libertés d'expression, d'association et d'information sont des droits constitutionnels, et que sous des formes appropriées, dans le respect de la légalité républicaine, elles doivent pouvoir s'exercer dans l'armée. Elles font appel à tous ceux, militaires et civils, qui veulent une armée démocratique au service de la nation. »

(1) Le Comité pour les relations nationales et internationales des associations de jeunesse et d'information populaire (C.N.A.J.E.P.) regroupe une centaine d'associations, rue Cabanis, 75014 Paris, tél. 338-04-41.

PRESSE

« Les travailleurs de l'imprimerie Chaux organisent, à l'appel du Comité intersyndical du livre parisien, sous le patronage du Comité de coordination des imprimeries occupées de la région parisienne (Chaumont, le Parisien libéré, Héro-Cachan, l'imprimerie de France, Chaux), un meeting le mardi 23 février, à 17 h 30, au cinéma l'Alhambra, 6, rue des Roisiers, à Saint-Ouen.

« Une centaine de manifestants, pénétrant dans un dépôt à Vitry-sur-Marne (Val-de-Marne), samedi matin 21 février, ont détruit neuf mille exemplaires du Parisien libéré. Le gardien du dépôt, qui tentait de s'opposer à eux, a été molesté.

An cours de dégradations semblables, commises à Paris le même jour — notamment aux Champs-Élysées où quelques quarante mille exemplaires du quotidien de M. Ainaury étaient répandus sur la chaussée (le Monde du 22-23 janvier) — vingt-deux personnes ont été interpellées.

Depuis 2 semaines :

Premier sur la liste des best-sellers de L'EXPRESS

Études, essais, documents

- 1 La Tentation totalitaire Jean-François Revel Laffont
- 2 Lettre ouverte aux hommes politiques Pierre Viansson-Ponté
- 3 Le...

Au cœur du débat politique de notre temps, le livre dont personne n'a pu éviter de parler.

Collection Libertés 2000
ROBERT LAFFONT

MÉDECINE

APRÈS LE DÉCÈS D'UN MALADE

L'association « Cœur-Assistance » est mise en cause par son fondateur

L'organisation privée de secours aux cardiaques Cœur-Assistance, créée il y a environ un an, vient d'être mise en cause par son ancien directeur médical et fondateur, le docteur Antoine Nabhan, à la suite du décès d'un malade survenu il y a un mois dans des circonstances qui font actuellement l'objet d'un rapport à l'ordre des médecins.

« La façon dont Cœur-Assistance est intervenue dans cette affaire prouve que cette organisation est loin de pouvoir secourir les malades qui lui font confiance comme elle le fait croire », a déclaré lors d'une

conférence de presse, le 21 février, le docteur Nabhan, qui avait quitté l'organisation quelques mois après sa création.

Selon lui, le 21 janvier dernier, un homme souffrant de déficience cardiaque a été victime d'une syncope précédée d'un malaise. Ses proches ont aussitôt alerté Cœur-Assistance comme la stipule le contrat d'assistance qu'ils ont signé.

Or, a précisé le médecin, Cœur-Assistance s'est trouvée dans l'incapacité d'envoyer sur place un médecin comme elle aurait dû le faire. Seul un assistant, ne possédant pas les capacités médicales requises, s'est rendu au chevet du malade, qu'il n'a pu secourir. Cette intervention inutile, a souligné le docteur Nabhan, a fait perdre un temps précieux qui aurait permis d'alerter les pompiers ou les services d'urgence de l'Assistance publique, et peut-être de sauver le malade.

Tel n'est pas l'avis du docteur Jacques Bessières, actuel président-directeur général de Cœur-Assistance, qui précise que « le régulateur qui reçoit l'appel a fait envoyer, en plus du véhicule léger prévu dans les urgences et équipé de l'ensemble des appareils de réanimation ambulatoire avec l'assistant manipulateur, un véhicule lourd de réanimation avec, à son bord, un interne spécialisé dans la réanimation cardiologique et deux infirmiers : quelques minutes plus tard un autre médecin arrivait », le tout en moins de vingt minutes.

Après avoir souligné qu'il s'agit du premier décès après une année d'activité de Cœur-Assistance, et que « malheureusement, il est évident que l'on ne pourra sauver tous les cardiaques », le docteur Bessières a précisé que la moyenne des interventions, chacune étant consignée dans un livre qui a d'ailleurs été vérifié par le ministère de la Santé, a été de dix-huit minutes.

[Au-delà des problèmes pratiques de son fonctionnement, le principe d'un organisme privé de secours rapide en cas d'accident cardiaque en échange d'un abonnement de 800 francs par an avait posé des problèmes dès la création de Cœur-Assistance. Un certain nombre de personnes avaient estimé qu'il n'y a pas deux médecines, l'une pour les riches, l'autre pour les pauvres, et que c'est à la Sécurité sociale de fournir une assurance maladie qui couvre pour tous, moyennant cotisation, les risques d'accidents, fussent-ils cardiaques (« le Monde » du 12 mars 1975).]

A Épinal

UN SÉRUM NON STÉRILE SEMBLE AVOIR PROVOQUÉ LA MORT D'UNE PATIENTE

Le tribunal de grande instance d'Épinal examinera mercredi 25 février la recevabilité de la plainte déposée par le directeur et les chirurgiens d'une clinique de la ville contre les responsables d'un laboratoire fournisseur de sérum glucosé.

Des injections de ce sérum pratiquées au cours d'interventions chirurgicales ont en effet, à la fin du mois de décembre, provoqué chez une dizaine de malades des « chocs » septiques en traduisant par des poussées fébriles quelques jours après l'intervention.

L'un de ces accidents semble être responsable de la mort d'une patiente âgée de soixante-quatre ans.

Un anesthésiste a remarqué alors que le sérum utilisé ne semblait pas avoir la limpidité habituelle. En effet, les examens pratiqués ont montré que c'était « un véritable bouillon de culture contenant bactéries et champignons », a déclaré le docteur Deljourn, chirurgien responsable de l'établissement. Le laboratoire incriminé fait remarquer pour sa part qu'il a distribué en 1975 près de deux millions de flacons de sérum glucosé.

Une commission d'experts devrait être désignée par le tribunal afin d'établir les responsabilités et les causes exactes de cet accident qui eût pu avoir des conséquences dramatiques et de beaucoup plus grande ampleur encore.

SOCIÉTÉ

EN CINQ ANS

Quatre mille trois cents toxicomanes ont été accueillis au centre Marmottan

Le centre médical Marmottan, à Paris, spécialisé dans le traitement des toxicomanes, a reçu, en 1975, mille deux cents nouveaux patients, ce qui porte à quatre mille trois cents le nombre de drogués reçus depuis la création du centre en 1971. Dans son rapport annuel le docteur Claude Olivenstein, directeur, fait état de « la sureté » du personnel confronté à des drogués de plus en plus jeunes et de plus en plus violents.

Fondé sur la psychothérapie et, dans certains cas, sur la hospitalisation volontaire, le travail thérapeutique assuré à Marmottan est complété par un service social qui a, par exemple, en 1975, trouvé des solutions d'hébergement, en foyers d'accueil et de post-cure,

pour environ quatre cents garçons et filles.

Le rapport du docteur Olivenstein, loin de noter une diminution de l'abus des drogues dures, laisse au contraire à penser que le phénomène se maintient et même s'aggrave. « Nous sommes effrayés », écrit-il notamment, par la progression des décès d'une année sur l'autre : plus 25 %. Ce fait est sans doute à relier au « vieillissement d'une partie de la clientèle » et à « l'apparition d'une nouvelle génération, plus violente et plus désespérée ».

Parmi les nouveaux venus à Marmottan en 1975, 15 % avaient moins de dix-huit ans et 40 % de dix-neuf à vingt-deux ans. Près du quart étaient des filles.

La situation du marché de la drogue paraît stable en ce qui concerne l'héroïne. Le quart des clients de Marmottan sont des usagers de l'héroïne, les usagers d'opiacés représentant, au total, 50 % des toxicomanes venus consulter au centre. La cocaïne « continue sa progression » du fait de la migration de Sud-Américains et des voyages de jeunes Français aux États-Unis, tandis que les agressions contre les pharmacies continuent de progresser. Le docteur Olivenstein signale aussi un phénomène nouveau : « La prise en main dans certains quartiers des petits vendeurs par des racketteurs organisés. » Enfin, selon lui, la France a « complètement perdu la bataille du haschich » et sa consommation est « spectaculaire dans certains lieux, comme elle l'était notamment lors du festival d'Orange ».

Si l'on en juge par le rapport du docteur Olivenstein la tâche des thérapeutes n'est guère facilitée par les « lenteurs administratives » et par la « diplomatie » qui fait que « l'on embouche les gens en fonction de leurs diplômes et non de leur capacité de faire face à une situation ». En outre, les difficultés extrêmes qu'éprouvent les quelques centres de post-cure qui fonctionnent en France sont parfois aggravées par l'attitude rigide de l'administration : « L'emprise bureaucratique », écrit le rapporteur, est à la limite du supportable. »

BRUNO FRAPPAT.

RELIGION

Nouveau primate des Pays-Bas

LE CARDINAL WILLEBRANDS EST ENTRÉ EN FONCTIONS

Utrecht (A.P.P.). — Johannes, cardinal Willebrands, a été introduit solennellement, le 21 février, comme archevêque d'Utrecht et primate des Pays-Bas au cours d'une cérémonie à la cathédrale Sainte-Catherine d'Utrecht.

Le cardinal Willebrands, huitième archevêque des Pays-Bas, après le rétablissement de l'archevêque d'Utrecht en 1853 — la religion catholique était interdite aux Pays-Bas de 1808 jusqu'à la création de la République batave. — n'a pas invité de confrères romains à cette cérémonie. Il avait, en effet, émis le désir d'un faire, en premier lieu, une fête réservée aux fidèles néerlandais.

Le premier ministre néerlandais, M. Joop Den Uyl, et plusieurs de ses ministres ont assisté à cette cérémonie, célébrée en néerlandais.

BHV Rivoli:



Un nouveau signe de ralliement,
"4^{ème} décoration"?

Un étage entier consacré au décor
de votre maison. A réaliser
vous-même, du sol aux murs
et au plafond. Vous y trouverez
tout pour tout. Tout pour ceux
qui ont des idées. Toutes les idées
pour ceux qui ont des envies.

Et toujours des conseils.
Un service d'étude pour votre
installation. Des équipes
qualifiées pour sa réalisation.
Des brochures techniques gratuites.

Tout pour vous aider à réussir.
Pour que votre maison
soit la plus belle, la plus confortable
et la plus aimée des maisons.

pour réa

Tissus d'ameublement

Tissus d'ameublement

La quincaillerie d'an

La quincaillerie de B

Moultures,
frises et rosaces.

Placages

Le bois
et la scierie.

Stands isolés

Bout
porte

Le mu

Pour être

مكتبة من الأصل

4^{ème} Décoration, pour réaliser vous même le décor de votre maison.



Tissus d'ameublement muraux.

Tissus muraux grandes largeurs, jute, lin, toiles fabriquées, tissus
soyeux. Démontable permanent de pose.

Tissus d'ameublement.

Unis ou imprimés, satin, velours, jacquard, toiles, frisées, reps,
cotonnons, nappes, tapisseries, doubles rideaux prêt-à-poser.

La quincaillerie d'ameublement.

En cuivre, laiton, plastique, fer forgé, bois, porcelaine décorée ou blanche,
les plaques de portes, boutons, légalités, verrous, poignées, clés, etc.

La quincaillerie de bâtiment.

Plaques décoratives en métal,
tôles perforées, tôles lisses, tôles
aluminées ou cuivres, tôles
plastiques ondulées, vitrages,
profilés et cornières, poutres
plastiques.

Les tringles.

Tringles plates, anneaux de
rideaux, crochets, supports de
tringles, tringles métal, tringles bois
cité ou naturel et tringles de
cristal, tringles chromées de fer,
rail de pendaison d'escaliers,
tringles de style en cuivre, boîtes
à rideaux, bandeaux décoratifs,
laines de soie, profilés à
moquette.

Moulures, frises et rosaces.

Moulures décoratives et moulures de style,
chambrières, corniches bois et
plastique, plinthes bois, fines.

Placages

Premiers décoratifs, lambris bois et plastique,
bois de placage.

Le bois et la scierie.

Tout le bois à la
découpe, tasseaux,
traverse, tables,
escaliers, balustrades.

Stands isolation.

Bouillottes, plâtres isolants,
double vitrage, dalles plâtrées,
laine de verre, calfeutrement,
etc.

Boutique "Kits" portes et cloisons.

Toutes les sortes de peinture (gypse - vitrique, etc.) peintures
en bombe, machines à faire les enduits (1500 mètres) tous
les produits de décoration, toute la bonetterie, tous les cordes,
tôles à encoller, plaques et compensateurs.

Le monde de la peinture.

Boutique décoration.

Tissus d'ameublement moquettes et papiers peints,
sur commande, confection de rideaux et de double
rideaux, coussins, d'écus de lit, fourre tout mural,
cousins décoration.

Boutique passementerie.

Galons, franges, couronnes, accessoires tapiserie et
passementerie de style et moderne.

Les rideaux

Les voilages au mètre ou en panneaux
prêt-à-poser, tous les styles, tulle et lin, tulle
et soie, tulle, fillets rustiques, galons français.

L'île aux coussins.

Coussins et poufs de tous les styles, en
velours, soie, satin, fourrure, toiles, tulle
ou imprimés.

Revêtements de murs.

Revêtements textile, à colle,
revêtements plastique et vinyl.

Adhésifs.

Toute la gamme des adhésifs.

Expo papiers peints.

Tous les types de papiers peints,
viens ou vinyl, 600 références en
stock permanent, et plus de
références en commande.

Carrelages à gogo.

Pour sols et murs, toutes motifs, tous motifs.

Liège-décoration.

En plaques, en dalles.

Les revêtements de sols plastiques.

En dalles ou au mètre, unis ou à motifs.

Les moquettes.

Moquette grande largeur ou en
2 mètres, unis ou à motifs, passages d'escalier
et de couloir, moquette salle de bain.



Pour être sûr de bien choisir.

BAZAR DE L'HÔTEL DE VILLE RIVOLI.

ivoli:

ème étage

ation

rallissement.

acéré au décor
éaliser
ux murs
trouverez
pour ceux
ites les idées
s envies.

onseils.
our votre
types
alisation.
niques gratuites
ider à réussir
on
plus confortable
maisons.

La région parisienne

SUR PLUSIEURS OPÉRATIONS D'URBANISME

Une rue de Belleville disparaît

« Rénover à coups de pioche c'est aimer à coups de poing »

J'ai soixante-dix ans et je suis né ici, Belleville, c'est ma patrie. Si on me met dans une H.L.M., je me sauverai. Elle en a des larmes dans les yeux de devoir quitter son « appartement propre dans un immeuble solide ». Villa Fauchoeur, c'est une rue de province en plein Paris avec ses pavillons et ses petits immeubles, des arbres fruitiers, des petits jardins campés juste au-dessus de Belleville. Depuis quelques mois déjà, la Ville de Paris exproprie les habitants pour y construire six cent quatre-vingts H.L.M.

Aux yeux de ces vieux Parisiens, la rénovation est un véritable traumatisme ; et d'abord l'incertitude des lendemains : « Personne n'est venu discuter avec nous des travaux, personne ne nous a prévenus, nous ne savons pas ce qui va se passer, où nous allons être relogés. » C'est également la fin d'une « vie tranquille » : « Nous sommes relogés, nous connaissons tout le monde, ici, c'est un village, et l'un d'entre nous est malade, les autres vont l'aider. » On m'a proposé de racheter mon appartement 800 000 francs. Je ne trouverai pas deux places à Paris pour ce prix-là. Si je veux rester dans l'arrondissement, je dois acheter les économies que j'avais faites pour partir en vacances.

La brutalité des procédés employés choque, elle aussi, les habitants : « Dès qu'un logement est vide, on le saécage, arrachent les planchers,

les brûlent. Dès qu'ils ont acheté une maison, ils la démolissent. »

La « mort » de la maison au ciel restera longtemps dans les mémoires des habitants : « C'était une belle maison, raconte un vieux couple, durant tous nous avons empêché les ouvriers de la démolir. Le quatrième jour, deux cars de police sont arrivés, les agents se sont placés entre nous et la maison et nous avons regardé les bulldozers l'abattre, sans rien dire. »

Trois cents logements contre plus de six cents H.L.M. Qui se battra au côté des habitants ? Quel élu s'opposera à cette rénovation ? Les élus du Marais, à qui on a promis un relogement dans Paris, attendent un appartement. L'Office H.L.M. souligne que les locataires et propriétaires de la cité auront priorité pour retrouver un logement dans les nouvelles constructions. Mais il restera ceux qui ne peuvent pas payer une H.L.M. et dont le loyer ne dépasse pas aujourd'hui 250 F par trimestre. Conserver certains pavillons ? Le principe d'une rénovation est simple : « Tout abattre pour tout reconstruire. »

« Rénover à coups de pioche, c'est aimer à coups de poing », lit-on sur le pan d'un mur ouïlé par les bulldozers. Deux maisons ont jusqu'ici été abattues : une mesure de grâce pour elle intervient encore pour la villa Fauchoeur ?

M.-C. ROBERT.

Après la suggestion du président du Conseil de Paris sur l'aménagement du secteur de La Villette

« Forcer la dose »

par RENÉ GALY-DEJEAN (*)

L'ARTICLE publié sous la rubrique Région parisienne du numéro du Monde du 17 février 1976, consacré au projet d'aménagement du secteur des anciens abattoirs de La Villette, appelle de ma part trois séries d'observations. Les premières visent tout d'abord la forme de l'intervention du président du Conseil de Paris, M. Bernard Lafay ; les secondes porteront sur le fond du problème ; enfin, j'évoquerai la démarche aujourd'hui adoptée pour aboutir à une décision dans cette importante affaire.

Quant à la forme de l'intervention de M. Bernard Lafay, elle revêt, pour le moins, un caractère étonnant. Il ne s'agit pas de contester à M. Bernard Lafay les mérites qu'il a dans la défense et la promotion des espaces verts dans Paris. Il semble néanmoins que, dans le cas de l'aménagement de La Villette, notre actuel président ait voulu trop en faire. Car, en fait, un président en exercice qui se voit s'y être fait entendre sans qu'il soit nécessaire d'en appeler à la presse. A la vérité, on peut presque dire que notre président se conteste lui-même.

D'autre part, la démarche qui consiste à présenter un dessin alléchant alors qu'un concours d'idées vient d'être lancé est pour le moins surprenante. Peut-on s'aggraver à notre président de s'inscrire pour participer au concours d'idées ?

Enfin, la méthode qui consiste à « forcer la dose » sur un chiffre de surface de parc, sans mettre les Parisiens à même de juger par référence à ce qu'ils connaissent, mais simplement en jouant à celui qui donnera le plus gros chiffre, fait trop penser à l'ouverture prématurée de la campagne pour les prochaines élections municipales pour que tout cela soit pris au sérieux.

Le texte du concours d'idées impose aux candidats « un parc de 15 hectares au minimum ». M. Bernard Lafay va jusqu'à 25 hectares, et pourquoi pas 50 ? Les associations, qui ont d'ailleurs raison de « pousser à la roue » (il en restera bien quelques choses), pour leur part, demandent, semble-t-il, un nouveau bois de Boulogne.

Mais dans tout cela quelles sont les bases de référence pour les Parisiens ? Voici quelques chiffres : la surface à aménager est de 64 hectares. Le bois de Boulogne couvre 848 hectares. Le parc des Buttes-Chaumont, qui d'ailleurs se trouve dans le dix-neuvième arrondissement, à proximité des abattoirs de La Villette, couvre 25 ha, le parc Monceau, 8,5 ha, le Jardin des Plantes 23 ha, le Luxembourg 22 ha. Voici des éléments qui mettent les Parisiens à même de donner un avis réfléchi et responsable. Ne pas met-

tre le public en mesure de juger, mais simplement lui présenter une sorte de surenchère qui, en l'occurrence, est celle de la facilité, constitue sur le plan de la forme une démarche qu'il est difficile d'apprécier.

Quant au fond, là encore une information objective et complète permettrait de mieux mesurer la légitimité de certaines affirmations. Faut-il construire plus ou moins de 50 000 m² de bureaux ? Voilà, là encore, quelques éléments de référence. L'opération de la Défense qui déséquilibre Paris et sa région vers l'ouest comporte 1 million 1/2 de m² de bureaux. Sur les dix années probables de réalisation de l'opération, 50 000 m² cela peut faire 5 000 m² par an. Par ailleurs, est-ce que les choix qui visent à appliquer une politique volontariste de rééquilibrage de Paris et de sa région vers l'est pour éviter les migrations journalières de dizaines de milliers de Parisiens sont aujourd'hui abandonnés ?

Peut-on d'ailleurs faire observer que réduire de 50 000 à 15 000 m² les surfaces de bureaux construites, dans une opération pour laquelle le plan d'occupation des sols prévoit, à tort ou à raison, un coefficient d'occupation des sols de 3, revient à gagner moins de 1 hectare au sol sur les 54 à aménager ? Il s'agit d'un faux problème. Disons plus simplement qu'il faut à l'évidence un parc

aussi grand et raisonnable que possible.

Il y aurait encore d'autres arguments à faire valoir pour montrer le caractère artificiel de l'intervention du président du Conseil de Paris. Quant au jugement de la population, qu'il soit permis de se demander si le délai de quelques mois pour le concours d'idées est suffisant pour une bonne information en profondeur des Parisiens. On vient de voir à travers quelques chiffres combien la démarche doit être prudente.

Autre question, les décisions relatives à une opération de cette ampleur seront-elles prises avec la sérénité voulue, alors que les tourbillons électoraux sont déjà perceptibles et que l'on peut être assuré que les propositions démocratiques prendront le pas sur un aménagement républicain, réfléchi et, en définitive, bon pour la collectivité ?

C'est pourquoi je voudrais faire ici, publiquement, les propositions suivantes :

- 1) Aucune décision ne sera prise quant à l'aménagement des abattoirs de La Villette avant que le maire de Paris ne soit élu ;
- 2) Les candidats au poste de maire prendront, s'ils le souhaitent, pendant la campagne, tels ou tels engagements, mais ils seront responsables devant la population de l'exécution de ceux-ci, en cas d'élection ;
- 3) En attendant, plutôt que de juger un concours d'idées dans la hâte et la précipitation, ce jugement soit reporté au mois de mars 1977 ;
- 4) L'année qui vient sera utilisée par l'Agur et les services préfectoraux de Paris à la mise au point et au lancement d'une vaste campagne d'information mettant l'ensemble des associations intéressées et, d'une manière générale, la population parisienne à même de juger en connaissance de cause et de donner des avis de citoyens responsables sur ce qu'il est souhaitable de réaliser à l'emplacement des anciens abattoirs de La Villette.

(*) Conseiller de Paris, Mouvement des démocrates.

DANS LE QUARTIER DES LORETTES

Des souvenirs à conserver

LA commission du Vieux Paris a, au cours de sa dernière séance, demandé l'inscription à l'inventaire des monuments historiques de divers immeubles du début du dix-neuvième siècle figurant dans le recueil de Normand (le Monde du 4 janvier) et parmi lesquels un des plus intéressants est le 28 de la rue Notre-Dame-de-Lorette, dont la façade se trouve en réalité place Saint-Georges.

La place Saint-Georges, petit carrefour circulaire dont le centre est orné d'une fontaine portant le buste de Gavarni qui « croqua » à bien les « lorettes », ces charmantes personnes qui animalent un quartier dont elles avaient pris le nom, avaient su attirer au siècle dernier bon nombre de personnages illustres, dont Adolphe Thiers, qui vécut le plus grand partie de sa vie dans l'hôtel construit par M. Doane, son beau-père.

La maison dont la commission du Vieux Paris a demandé l'inscription, bâtie en 1841 par Edouard Renaud, comprend trois étages situés entre rue et jardin avec une façade remarquablement conservée et très ornée de statues, de panneaux, de marbre, de colonnades sculptées et de pilastres, exemple presque unique à Paris de ce style pseudo-Renaissance dit aussi « style troubadour » en honneur à l'époque romantique. C'est dans ce curieux édifice que dans les dernières années de la monarchie de Juillet s'installa une certaine Mme Herz, qui devait défrayer la chronique galante du Second Empire sous le nom de marquise de Palva.

La partie du IX^e arrondissement où se trouve la place Saint-Georges dépend du quartier de la « Nouvelle-Athènes », dont on a demandé qu'il soit déclaré secteur sauvegardé. Ce sera bientôt chose faite ; c'est ce que M. Michel Guy a annoncé le 31 décembre dernier à la tribune du Sénat, en réponse à une question posée par M. Paul Minot, sénateur

de Paris... « Depuis septembre dernier, a dit le secrétaire d'Etat à la culture, la quasi-totalité des dix-sept derniers arrondissements de Paris — comprenant donc presque tout le Paris haussmannien — est inscrite à l'inventaire des sites. Cette mesure n'est pas exclusive de protections plus fines et plus attentives de quartiers particulièrement intéressants ; c'est certainement le cas du quartier de la Nouvelle-Athènes, dont vous avez parlé, et que la commission du Vieux Paris a légitimement distingué. Une étude spéciale a été faite : elle est maintenant terminée et l'intention d'engager bientôt la procédure de création d'un secteur sauvegardé, qui serait ainsi le troisième de Paris après le Marais et le septième arrondissement. »

Avant d'en terminer avec le

IX^e arrondissement et ses curiosités architecturales, on aimerait attirer l'attention des autorités compétentes sur un très remarquable édifice à deux étages construit en 1826 par l'architecte Bony. Il s'agit d'un hôtel situé 32, rue de Trévise, qui avait, au début du dix-neuvième siècle, son entrée 13, rue Bleue.

L'avant-corps central, composé de quatre colonnes reliées par une balustrade supportant un balcon à pilastres, les façades sur cour et jardin, l'escalier et la décoration du grand salon du rez-de-chaussée, qui ont tous été classés, montrent actuellement un grand état de délabrement. A-t-on prévu de restaurer cet ensemble unique qui se dégrade chaque jour un peu plus ?

ANDRÉ JACOB.

Quai de Javel

Citroën sera-t-il au rendez-vous ?

Les terrains de Citroën étirés le long de la Seine dans le quinzième arrondissement entre le pont Mirabeau et le pont de Garigliano seront-ils libérés en 1978 comme la firme s'y était engagée ? On peut en douter puisque la société vient de demander à la Ville de Paris de repousser cette échéance. De difficiles négociations sont en cours entre l'administration parisienne et Citroën (cette société a vendu, en 1973, ses 22 hectares du quai de Javel à l'Agence foncière et technique de la région parisienne (A.F.T.R.P.), agissant pour le compte de la Ville de Paris).

« Financièrement, et bien qu'il y ait un redressement, la situation reste difficile », affirme-t-on chez Citroën. Ainsi peut s'expliquer la demande de « suris » pour quitter l'« historique » quai de Javel. La décentralisation des usines serait-elle remise en cause ?

« C'est maintenant une affaire entre la Ville et Citroën », répond la Délégation à l'aménagement du territoire (DATAR). Pourtant, les ateliers ont (déjà) quitté en partie le quinzième arrondissement pour s'installer à Aulnay-sous-Bois (93). C'est peut-être ce qui a fait dire au président de la DATAR, Jean Tardieu, au mois de novembre 1975, aux côtés de la capitale : « La société Citroën avait pris l'engagement de libérer les immeubles situés sur un calendrier allant de septembre 1975 à septembre 1978. Ce calendrier est actuellement respecté. » Le dossier du futur aménagement des terrains au bord de la Seine devait être ouvert en mars par le Conseil de Paris. Il ne le sera, en fait, qu'en juin.

C'est au mois de juin 1973 que la société Citroën a vendu ses terrains à l'Agence foncière pour 375 millions de francs, soit 1 760 F le mètre carré. Et pour faire cet achat, l'Agence foncière a emprunté, pour une période de dix ans, 100 millions de francs à la Ville de Paris et 275 millions de francs à la Caisse des dépôts et consignations.

A l'emplacement des terrains doit être aménagé un jardin public de 12 hectares. Un programme de logements et de bureaux est aussi prévu. La firme automobile occupe encore deux parcelles importantes. D'abord, son siège social, qui s'étend sur 15 000 mètres carrés, et dont une première partie doit être abandonnée pour le 1^{er} septembre 1977. L'opération d'urbanisme envisagée laisserait à Citroën son siège social en bordure du quai de Javel, mais l'emplacement resté à démolir. Ensuite, l'îlot Gutenberg, réparti sur 24 000 mètres carrés, et dont la libération des terrains devrait être achevée pour le 1^{er} septembre 1978. Suivant l'Agence foncière, un retard dans cette

dernière opération coûterait, par an, à Citroën une ascricité, prévue dans le contrat de vente, de 7 millions de francs. La société peut-elle aujourd'hui assumer une telle charge ? C'est la question la plus importante dans la « négociation » ouverte entre la Ville et la firme automobile.

JEAN PERRIN.

4 personnes sur 5 perdent volontairement leurs cheveux

Comment peut-on les sauvegarder ?

Principales causes
Petilles, démangeaisons, cuir chevelu irrité ou tendu, cheveux gras, secs ou cassants.
Un cheveu faible, terné, sans vie annonce la calvitie naissante.
La chute anormale des cheveux chez l'homme et la femme se manifeste toujours par ces symptômes classiques.



Les traitements
Seul le traitement local a prouvé dans bien des cas son efficacité redonnant au cheveu un rythme de reproduction normal.
Le meilleur moyen de prévenir la calvitie est d'agir à TEMPS, BIEN AVANT que le mal n'ait gagné un stade trop avancé, car après il serait trop tard.

Des résultats décisifs
L'INSTITUT CAPILLAIRE EUROCAP, 4, rue de Castiglione à Paris (1^{er}), est ouvert sans interruption de 11 h. à 20 h., le samedi de 10 h. à 17 h.

Rendez visite, écrivez ou, mieux, téléphonez aujourd'hui même pour fixer un rendez-vous avec le spécialiste.

Des traitements à domicile peuvent être préparés pour les clients habitant hors ville.
EUROCAP
INSTITUT CAPILLAIRE
4, rue de Castiglione
75001 - Tél. : 260-38-84

NOTRE
Télex
POUR VOS COMMUNICATIONS
Vous avez des télégrammes ou messages à transmettre ?
Télex : vous vous télécommuniquez.
Service Télex
345.21.62 + 345.00.28
88, Avenue Daumesnil, 75012 PARIS

APPARTEMENTS - MAISONS - USINES - BUREAUX
CONTRE LE VOL
cette menace permanente
le nouveau radar hyperfréquences DI 50 d'ALARME 2000
une supériorité technologique sans concurrence
■ sirène d'alarme intégrée
■ portable, léger, peu encombrant
■ fonctionne sur piles (autonomie 2 ans) sans branchement ni installation
■ dissimulable, indécrochable, il traverse placards, meubles et cloisons
■ rayon de protection réglable de 2 à 30 mètres
ÉCONOMIQUE ET FIABLE
LE DI 50 EST
À L'AVANT-GARDE
DE LA TECHNIQUE MONDIALE
POUR VOTRE SÉCURITÉ VOUS DEVEZ EN SAVOIR PLUS
remplir et retourner ce bon à :
ALARME 2000 Dépt. 177
8, rue Guichard 75016 PARIS
Je désire sans engagement de ma part plus complètes informations sur le DI 50.
NOM _____
PRÉNOM _____
Cite Postal _____
N° _____

ÉQUI
LES N

LORRAIN

se prend pl
nous décl

« L'opération de la Défense qui déséquilibre Paris et sa région vers l'ouest comporte 1 million 1/2 de m² de bureaux. Sur les dix années probables de réalisation de l'opération, 50 000 m² cela peut faire 5 000 m² par an. Par ailleurs, est-ce que les choix qui visent à appliquer une politique volontariste de rééquilibrage de Paris et de sa région vers l'est pour éviter les migrations journalières de dizaines de milliers de Parisiens sont aujourd'hui abandonnés ? »

Deux exemples
« Dans ce cas, et bien que l'opération de la Défense soit en cours, la situation reste difficile », affirme-t-on chez Citroën. Ainsi peut s'expliquer la demande de « suris » pour quitter l'« historique » quai de Javel. La décentralisation des usines serait-elle remise en cause ?

ZURICH AIRPORT HOLIDAY INN HOTEL
Le point vers le monde
L'hôtel international d'aéroport, plein de personnalité, pour restaurants aussi multiples que variés et proposant une cuisine d'exception, il fait aussi un site complémentaire d'un syndicat mixte d'autres collectivités touristiques, côtoyées.
Tache si complexe, et de si

مكتبة من الأصل

ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

LES NOUVEAUX PRÉSIDENTS

LORRAINE

Le pouvoir régional se prend plus qu'il ne se décrète nous déclare M. J.-J. Servan-Schreiber

(Suite de la première page.)

« J'aimerais tant que lorsqu'un problème se pose concernant l'emploi, l'équipement, l'avenir des citoyens, on mette en face l'État et la région. C'est la seule façon de faire avancer les choses. »

« Elle signifie : sans que personne ne soit responsable d'une région, de me consacrer avec acharnement à ce chantier plutôt qu'à des discours sur la loi de 1972. Chaque foyer lorrain le comprend. »

Mon deuxième exemple concerne, plus directement encore, l'emploi.

Sur un projet d'implantation industrielle, dont je ne peux pas citer le nom parce qu'il n'est pas encore acquis, il a suffi de deux coups de téléphone pour que se retrouvent, et régulièrement depuis trois semaines, à la même table de travail : le préfet de région, le président d'AFRILOR (Association pour la promotion économique et industrielle de la Lorraine), le commissaire à l'industrialisation et moi-même. A cette occasion, et pour la suite, nous avons pris tout naturellement une simple décision qui vous paraîtra sans doute minime, mais qui, croyez-moi, change bien des choses : plus de lettres. Si un problème se pose, on se voit. Vous n'imaginez pas combien de formalisme stérile, de proto-

cole encombrant, de rivalité entre équipes — qu'appelle et sanctionne la rédaction épistolaire — tombent par pans entiers grâce à cette seule rupture (loi de 1972 ou pas) avec les mœurs du passé.

« 3) Enfin, je citerai, sur le dernier aspect de votre question, trois simples chiffres. Le budget fiscal propre de la Lorraine est de 68 millions par an. Un décret du mois dernier vient de transférer à la région les décisions d'affectation de 30 millions supplémentaires de crédits départementaux. Un autre décret nous confie le pouvoir d'avis contraignant (2) sur 250 autres millions de crédits départementaux et régionaux.

Il n'y a qu'à poursuivre, d'une année sur l'autre, dans cette voie, dans le transfert progressif aux régions, pour avis, puis pour décision, sur les crédits de catégorie III (départementaux), de catégorie II (régionaux) et, par la suite, de plusieurs crédits de catégorie I (État), comme l'ont demandé, à l'unanimité, les vingt et un présidents de région à leur réunion de l'an dernier, pour que la loi de 1972 parvienne à son plein régime et sorte ainsi du carcan des premiers décrets d'application, très restrictifs, du gouvernement Messmer 1973, qui en avait bloqué le développement.

Priorité à l'emploi

— La région a des pouvoirs et des ressources très modestes. Lui est-il possible, dans ces conditions, de définir et d'appliquer une véritable politique régionale ? Par exemple, la région peut-elle avoir une politique industrielle et intervenir :

1) Sur les structures industrielles ? 2) A court ou à moyen terme, sur la situation actuelle de l'emploi ?

— Le conseil de Lorraine, au cours de sa première session (30 janvier), s'est consacré à l'Autour de Nord-Sud. Au cours de sa deuxième session (16 février), il s'est employé à déterminer et à entraîner, par une décision financière sans précédent (15 millions de francs, soit le quart du budget), la priorité aux actions sur l'emploi.

Et maintenant je vous cite le rapport officiel de l'administration d'État (préfet de région), dont je viens de prendre connaissance avant qu'il soit transmis au Comité économique et social, qui doit émettre ses avis, puis, délégué par le conseil régional au cours de ses prochaines sessions, dont la première aura lieu le 19 mars dans la capitale de la Meuse. En voici les extraits.

« Compte tenu des options que vous avez prises et des priorités que vous avez retenues, j'ai prévu l'élaboration d'actions prioritaires dans quatre directions :

1) l'emploi et la formation, les « communications », etc. (...) La préparation des programmes correspondants à ces thèmes a été entreprise. (...) Les récents débats de l'assemblée régionale ont montré la nécessité de définir une série d'actions prioritaires pour améliorer la situation du marché de l'emploi et renforcer l'appareil de formation. (...) Soutiens de reconversion aux conseils régionaux, la loi de 1972 a initié la pleine responsabilité de leurs travaux de planification, l'État n'entend pas soumettre ceux-ci à son approbation, sauf pour ce qui concerne sa participation aux programmes d'actions prioritaires sur lesquels il doit s'engager. (...) Les programmes pour l'emploi ont été présentés au conseil régional, et seront donc préparés en nombre limité. (...) Les régions et les collectivités locales seront impliquées dans leur réalisation. Elles seront associées à la mise au point des actions concertées correspondantes. (...) De tels programmes pourront être présentés par le conseil régional, mais également résulter de l'initiative des collectivités territoriales de la région.

Voilà bien l'intégration indispensable. Elle se dessine, elle va prendre corps entre tous les niveaux d'intervention, de la commune à l'État. Il est déjà clair que le niveau, par excellence, de mise en cohérence est celui de la région. C'est même sa vocation propre. Elle est désormais officiellement reconnue et confirmée : la clarification, la détermination, le choix des orientations stratégiques pour le développement. Et non pas, pour le moment, des tâches de gestion quotidienne. C'est une base de départ saine. Il nous reste à démontrer qu'on peut, région par région, y forger l'impulsion qui

donnera son élan au nouveau « destin de la nation », selon l'expression de Gélmier, et que vous appelez, de manière un peu restrictive, « les structures industrielles » : car tout est lié.

— Comment voyez-vous les rapports du président du conseil régional : 1) Avec le préfet et l'administration ? 2) Avec les élus et les collectivités locales, compte tenu notamment pour ces dernières des intentions du président de la République et des travaux entrepris par la commission Guichard ?

— Le président de région n'est rien en soi : et le préfet de région non plus. Le problème est d'inventer des rapports nouveaux entre l'ensemble des fonctionnaires et l'ensemble des élus (régionaux, départementaux et municipaux).

Continuons de nous tenir à l'écart de la théorie. Je m'appuierai, pour terminer, à cet égard et dans l'ensemble, sur un exemple vécu ces dernières semaines : le C.H.R. (Centre hospitalier régional du nord de la métropole lorraine : Thionville-Metz).

C'est un équipement de catégorie I, c'est-à-dire d'État, et dont la décision relève donc directement du ministre de la Santé. Dans les faits c'est autre chose. Le C.H.R.-C.H.U. (à la fois régional et universitaire) de Nancy, sur le plateau de Brabois, a été inauguré il y a deux ans. C'est un ouvrage considérable, le premier en France, et il permet à un corps médical de tout premier ordre de disposer du matériel le plus moderne dans chaque discipline. Part-il, et peut-on, engager dès le VII^e Plan un nouveau C.H.R. au nord de la Lorraine, à une demi-heure de voiture, sans double emploi et sans aspersion ? Vous imaginez bien les difficultés insurmontables que rencontre une pareille question.

Il s'agit donc d'offrir une structure et une méthode de travail en commun à tous les agents concernés : les maîtres des trois grandes villes, les principaux responsables du corps médical, les administrations concernées, et le tout dans le cadre et selon des directives fixées par un débat et un vote de l'ensemble du conseil régional. C'est fait depuis le début de ce mois.

Si ces différents intervenants n'étaient pas parvenus à se mettre d'accord — loi de 1972 ou pas — le dossier de la décision aurait pu attendre encore des années, comme pour l'horizontale, avant d'arriver sur le bureau du ministre.

Mais la volonté commune d'aboutir et les échanges directs entre les autorités médicales et les élus régionaux ont permis à l'administration d'annoncer au gouvernement un schéma d'accord pour le printemps 1976.

Tout a reposé, et continuera de reposer, sur la capacité à communiquer entre les médecins, les fonctionnaires et les élus. Il n'y a pas de loi qui puisse éluder cette capacité. Il y a la nature des hommes et, plus précisément, la valeur des « systèmes de décision » qu'ils inventent entre eux, sur place, pour régler leurs rapports, organiser leur travail et rationaliser leurs décisions. Le pouvoir législatif, à ce stade, ne prend plus qu'il ne se décrète.

Propos recueillis par J.-F. SIMON.

(2) « L'autorité administrative ne peut pas s'écarter de notre avis sans demander un nouveau vote à notre assemblée régionale. »

LE VOYAGE EN CHINE

EXPOSITION-VENTE jusqu'au 20 mars



organisée avec le concours de la compagnie des acheteurs associés F. Dautresme s.a.

Galeries Lafayette

HAUSSMANN-MONTPARNAISE-BELLE ÉPINE

nne

ANISME

VUE

l'aménagement du secteur de La Ville

dose

AN (2)

Le conseil de Lorraine, au cours de sa première session (30 janvier), s'est consacré à l'Autour de Nord-Sud. Au cours de sa deuxième session (16 février), il s'est employé à déterminer et à entraîner, par une décision financière sans précédent (15 millions de francs, soit le quart du budget), la priorité aux actions sur l'emploi.

Je constate, dans la pratique, depuis le début du mois dernier, comme président de région, à quel point la tâche est considérable. J'ai dû, à la simple vue de la liste des problèmes que nous avons à traiter, remplacer la session plénière du conseil de Lorraine, prévue pour une journée, par trois sessions successives. Et elles n'y suffiront pas.

Je constate aussi que, pour ne pas être paralysé, dans les vraies grandes décisions, par le cadre de la loi de 1972, il suffit d'organiser l'intégration permanente du travail, sur ces problèmes, avec l'administration régionale, d'une part, et les responsables élus des collectivités territoriales (ville et département) de l'autre.

Tous, justement, se retrouvent au conseil régional. Ainsi le problème réside, à l'heure actuelle, dans l'organisation des rapports d'hommes, d'un système de coordination pour la décision, d'un soin permanent du climat de confiance et de l'esprit d'équipe. C'est la politique par excellence. L'avenir du pouvoir régional, c'est-à-dire une juste et rationnelle répartition des tâches de bas en haut, passe par la volonté des élus de réussir dans cette tâche délicate.

ra-t-il vous ?

4 personnes sur 5 perdent VOLONTAIREMENT leurs cheveux

Comment peut-on les sauver ?

4 personnes sur 5 perdent VOLONTAIREMENT leurs cheveux

Comment peut-on les sauver ?

4 personnes sur 5 perdent VOLONTAIREMENT leurs cheveux

Comment peut-on les sauver ?

4 personnes sur 5 perdent VOLONTAIREMENT leurs cheveux

Comment peut-on les sauver ?

4 personnes sur 5 perdent VOLONTAIREMENT leurs cheveux

Comment peut-on les sauver ?

ZURICH AIRPORT HOLIDAY INN HOTEL

Un pont vers le monde

● L'hôtel international d'aéroport, plein de « personnalité ».

● Des restaurants aussi multiples que variés y proposent une cuisine alliant la qualité à la fantaisie.

● Un hôtel qui mérite vraiment le nom de « Restaurant-Hôtel ».

● Chambres d'hôtel confortables (100% insonorisées). Service prévenant. Locaux de réunion adossés.

Holiday Inn MOVENPICK

ZURICH AIRPORT

Bureau de réservation France : Rungis Tél. 686 50 87 Téléc. 24 60 6

ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

A PROPOS DE...

Création d'un Comité des usagers du cycle

La révolte des deux-roues

Le mercredi 18 février, à Paris, M. Lucien Neuwirth, député U.D.R. de la Loire, et M. Michel Crépeau, député radical de gauche de Charente-Maritime et maire de La Rochelle, ont annoncé la création d'un Comité national des usagers des cycles et cyclomoteurs (1). Leur but : se faire les interprètes des dix-sept millions de Français qui roulent sur deux roues.

Il y en a pour qui le vélo est un plaisir. Les associations de sport et de tourisme plaident pour eux. Il y a, beaucoup plus nombreux, ceux qui utilisent un bicyclette ou un cyclomoteur pour se rendre à leur travail ou faire leurs emplettes.

Pour les uns, les deux-roues sont des engins de transport, des véhicules économiques : ils exigent de la collectivité le minimum d'investissement, occupent un espace restreint, polluent peu, ne gaspillent pas d'énergie et sont utilisables par tous. Leur rendement est bon. Au contraire, ils sont oubliés et même moqués. Point de pistes cyclables, fort peu de parkings aménagés, quelques soupentes en guise de garage dans les immeubles. Ils paient aussi un lourd tribut à la circulation. En 1973, 20 % des personnes tuées sur la voie publique se trouvaient dans leur cohorte. La plupart sont victimes de collision avec celle à qui tout est dû : la voiture. Maintenant, les « propriétaires de la circulation » relèvent la tête. Et il est significatif que deux parlementaires de tendance opposée se fassent leur porte-parole.

Première action : une vaste campagne d'adhésion. En quelques jours une douzaine de groupes locaux et une foule de particuliers ont envoyé leur cotisation. En retour, le nouveau comité national leur offre son assistance : comment dialoguer avec les pouvoirs publics, comment se défendre en cas d'accident, quels aménagements proposer dans leur quartier.

Les animateurs de cet espèce de « syndicat des deux-roues » ont de l'ambition. Ils vont passer un contrat d'étude avec le ministère de l'équipement, qui considère leur entreprise avec sympathie. Ils comptent travailler avec l'Office national des forêts pour ouvrir des pistes à travers les massifs et avec la prévention routière pour organiser dans les écoles des travaux pratiques de conduite.

Mais ils réclament aussi un train de réformes pour rendre aux vélos et aux cyclomoteurs non la première place, mais celle qui leur est due dans l'éventail des moyens de transport. Selon eux, la sécurité des cyclomoteurs passe non par le port

obligatoire du casque, mais par la limitation de la vitesse à 30 km/h, comme en Allemagne, aux Pays-Bas et en Scandinavie. Les constructeurs ne s'y opposent nullement.

Les deux-roues veulent sur leurs engins des signaux, des rétroviseurs, un avertisseur digne de ce nom. Ils réclament un vélo urbain simple et robuste. Ils souhaitent en ville, comme dans les gares, des parcs de stationnement couverts et gardés : dans les immeubles des garages décentés. Ils demandent surtout une organisation de la circulation urbaine qui leur permette de rouler sans risquer leur vie à chaque instant. Cela suppose une signalisation à bonne hauteur, des carrefours aménagés comme aux Pays-Bas, des trottoirs recommandés et goudronnés évitant les grands axes dangereux et — pourquoi pas — des rues ou des quartiers deux-roues.

On voit bien à examiner ce modeste catalogue qu'il s'agit, en somme, de promouvoir une nouvelle politique. Celle qui cessera de sacrifier dix-sept millions de deux-roues à quinze millions de quatre roues. Ce serait une révolution, car depuis dix ans les architectes, les urbanistes, les responsables de la politique des transports, n'ont pensé qu'à l'automobile. Ils se sont acharnés à adapter nos villes à la voiture. Ve-on s'apercevoir enfin qu'il est plus facile, moins coûteux et d'un meilleur profit pour la qualité de la vie d'y faciliter la vie des deux-roues ? On a beaucoup consulté les « comités d'usagers » ces temps derniers dans les ministères. Mais après avoir prélevé quelques idées inoffensives dans l'énorme bouquet qu'ils avaient rassemblé, on les a congédiés. Cette fois, se sont des usagers eux-mêmes — ceux des deux-roues — qui constituent un groupe de pression pour être sûr qu'on ne jette pas aux oubliettes le changement qu'ils demandent. Ils ont compris qu'on n'est jamais aussi bien servi que par soi-même.

MARC AMBROISE-RENDU.

(1) CNUCC, 59, avenue de la Grande-Armée, 75121 Paris, Cedex 16.

TOURISME

AIR FRANCE RENFORCE SA PRÉSENCE CHEZ AIR TOUR

Air France vient d'être autorisée à porter sa participation dans le capital d'Air Tour à 26,42 %, ce qui placerait la compagnie nationale à pied d'égalité avec les deux principaux actionnaires de la société, l'Agence Havas et la Compagnie Internationale des wagons-lits et du tourisme (C.I.W.L.T.).

Après avoir été durant un temps de 10 %, la participation d'Air France au capital d'Air Tour devait, peu après la cession de Jet Tours (dont Air France détient de son côté 10 % des actions), filiale de la compa-

gnie nationale, retomber à quelque 4 % seulement. Déjà solidement installées sur le marché français des voyages de par sa présence chez Jet Tours, Air France devrait, grâce à cette nouvelle implantation, renforcer encore sa mainmise sur les vols touristiques long et moyen courrier.

L'an dernier, en raison de graves difficultés de trésorerie, Air Tour et Euro-Tour avaient fusionné. Au cours de cette première année d'exploitation en commun, les deux nouveaux « associés » ont transporté cent cinq mille voyageurs.

(Publié le) MERCREDI 25 FÉVRIER 1976, à 20 h. 30

en son Hôtel, 16, rue Cadet, 75009 PARIS

le GRAND ORIENT DE FRANCE

interroge « le Monde de l'Éducation » sur le thème

UNE PÉDAGOGIE POUR NOTRE TEMPS

Cette table ronde présidée par M. Serge BEHAR

Grand Maître du Grand Orient de France

M. Louis FOURCADE

Grand Maître Adjoint du Grand Orient de France

répondra

Jacques ARDOINO, Maître de Conférences, Paris-VIII : « Éducation permanente - Orientation »

A.-M. FRANCHI, Secrétaire générale de la Fédération des délégués départementaux de l'E.N. : « L'École, cadre de vie pour l'enfant ? »

Guy GEORGES, Secrétaire général du S.N.I. : « L'École fondamentale »

André HENRY, Secrétaire général de la F.E.N. : « Un système éducatif accablé à la vie »

Michel LOEROT, Professeur des Sciences de l'Éducation, Paris-VIII : « Pédagogie institutionnelle »

Raymond METRO, Secrétaire général de la Fédération des Parents d'Élèves : « L'École vers l'avenir »

Jean VIAL, Maître de Conférences, Université de Caen : « L'École devant l'insécurité sociale »

Après les questions posées par les auditeurs, les conclusions du débat seront tirées par M. Serge BEHAR, Grand Maître.

TRANSPORTS

Concorde un mois après

Exploitation plus satisfaisante pour les Français que pour les Britanniques

Concorde a tant fait parler de lui avant même sa mise en service commercial, que tout le monde — ses partisans comme ses adversaires — attendait avec impatience l'épreuve de vérité qui pour les uns, confirmerait les performances de l'avion supersonique, et pour les autres soulignerait ses défaillances.

Depuis le mercredi 31 janvier, l'appareil relie, deux fois par semaine, Paris à Rio sous les couleurs d'Air France, et Londres à Bahrein sous le pavillon de British Airways. Le bilan de ce premier mois de « mise en train » diffère, d'une rive à l'autre de la Manche.

Sur la ligne Londres-Bahrein, la démonstration de Concorde n'est pas encore conclutive. Le coefficient moyen de remplissage de l'appareil se situe autour de 55 % : « Un résultat plutôt médiocre », estime British Airways. Chaque aller et retour « coûte » en moyenne 7 200 francs à la compagnie britannique.

« Un bilan sans surprise », nous a-t-on dit, « car nous nous attendions à ce que, sur ce tronçon, simple étape sur la route de l'Australie ».

CONCORDE SUR L'ATLANTIQUE NORD : + 20 %. — Le supplément de tarifs applicable au Concorde sur l'Atlantique Nord sera du même ordre que celui qui est en vigueur sur l'Atlantique Sud, soit 20 % environ, a décidé officiellement la conférence IATA, à Genève, qui réunit les responsables des compagnies aériennes opérant entre l'Europe et l'Amérique du Nord. (A.F.P.)

LES COMPAGNIES BRITANNIQUES SE REORGANISENT. — Le gouvernement britannique a décidé d'effectuer des zones d'action bien délimitées à British Airways et à British Caledonian Airways afin d'éviter une concurrence inutile et coûteuse entre ces deux transporteurs. British Airways, compagnie nationale, desservira, seule, les îles Scilly dans l'océan Atlantique et les îles du Nord de l'Amérique du Nord (Georgie et de Houston (Texas)). British Caledonian Airways, compagnie privée, assurera, pour sa part, les liaisons vers l'Afrique centrale et l'Amérique du Sud, où elle exploitera les vols vers le Venezuela, la Colombie et le Pérou. (A.F.P.)

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

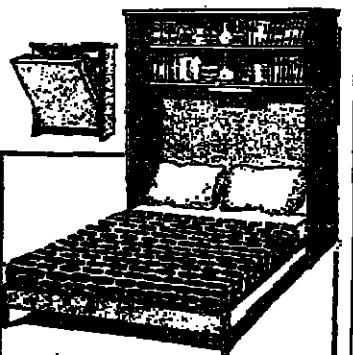
M. JACQUES MÉDECIN : je ne crois pas à la région.

« J'espère obtenir que les Alpes-Maritimes soient libérées de la tutelle régionale et puissent faire leurs preuves, soit comme région autonome, soit comme département », déclare M. Jacques Médecin, ministre de l'Intérieur et secrétaire d'État au tourisme, dans une interview publiée par le Point.

M. Médecin précise qu'il a parlé de ce projet au président de la République « qui n'a répondu ni oui ni non ».

« Le discours du président de la République sur l'expérience régionale a fait naître d'ailleurs un grand espoir dans le cœur de ceux qui, comme moi, ne croient pas à la région », ajoute le ministre de l'Intérieur. « Toutes les fois que Nice est liée à Marseille, cette dernière se tait la part du lion. »

L'ARMOIRE-LIT "EXCELSIOR" S'ACHÈTE CHEZ CAPELOU



■ TRAITÉ ENTIÈREMENT EN LATTÉ
■ AVEC 2 TABLETTES INTÉRIEURES
■ AVEC MATELAS A RESSORTS OIL LATEX
Couchage 90, 120, 140 et 160 cm.
■ ÉLÉMENTS COMPLÉMENTAIRES : sommiers, table, miroir, secrétaire, etc.
Seule adresse de vente :
37, AVENUE DE LA RÉPUBLIQUE
PARIS XI^e Métro Pompadour
Tél. 357.46.35

Faits et projets

Environnement

L'URANIUM OU LES TOURISTES ? — L'Association de protection des monts d'Ambrac (Haute-Vienne) s'élève contre les projets d'ouverture de mines d'uranium dans la région. Selon l'association, cette exploitation engagerait sans aucun souci de l'environnement la dégradation de la vocation agricole et touristique du canton sans apporter d'emplois. (Corresp.)

LE BRUIT DES AVIONS. — Aux États-Unis, le chef de l'Administration fédérale de l'aviation (FAA), M. John McLucas, vient de recommander la modification des moteurs de tous les appareils subsoniques ne répondant pas aux normes de bruit de la FAA. Ce programme, échelonné sur six ans, coûterait quelque 650 millions à 800 millions de dollars. Cette dépense serait financée par une surcharge de 50 cents à 75 cents sur tous les billets d'avion. Les avions gros porteurs comme le Boeing-747, le TriStar-101 et le DC-10, répondent aux normes de bruit de la FAA. En revanche, les appareils plus anciens comme le Boeing-707 ou le DC-8 s'y répondent pas. (A.F.P.)

TAZIEFF « FULMINE » CONTRE LES CENTRALES NUCLEAIRES. — Le directeur de l'Institut de physique atomique (I.P.A.), M. Jean Tazieff, a déclaré à l'occasion d'une conférence-débat à Romilly-sur-Seine (Aube), vendredi 20 février, M. Haroun Tazieff, le célèbre volcanologue s'est prononcé contre les centrales nucléaires en raison du danger de leurs déchets radioactifs. Il a proposé le développement plus vigoureux de l'énergie géothermique. Cette manifestation était organisée pour s'opposer au projet de construction d'une centrale à Nogent-sur-Seine. (Corresp.)

M. FOSSET CRITIQUE L'AFFICHAGE SAUVAGE. — « J'insiste pour que pendant les élections nationales l'affichage soit limité aux seuls panneaux officiels », a déclaré M. André Fosset, ministre de la qualité de la vie, le 20 février. Selon le ministre, la dégradation de l'environnement causée par l'affichage sauvage est insupportable.

CONTROLE GRATUIT DES VOITURES A PARIS. — A l'occasion de la campagne pour la réduction de la pollution automobile la préfecture de police organise à Paris, du 27 février au 4 mars, des contrôles gratuits des véhicules sur l'esplanade des Invalides et sur le terre-plein du cours de Vincennes.

Région parisienne

MARNE-LA-VALLÉE DÉBLOQUE SES LOGEMENTS. — Le syndicat communal de la ville nouvelle de Marne-la-Vallée (Seine-et-Marne) vient de débloquer le permis de construire de trois mille logements qu'il avait refusé pour protester contre la décision gouvernementale d'instituer un péage sur l'autoroute de l'Est (A-4) (le Monde du 9 octobre). Les élus ont pris cette décision après avoir reçu de M. Robert Galley, ministre de l'équipement, l'assurance que le péage ne serait institué sur l'autoroute que lorsque le R.E.R. desservirait la ville nouvelle.

L'AFFAIRE DU TREMBLAY. — L'aménagement de la première tranche du parc des sports et de détente du Tremblay est à l'origine, suivant les dirigeants de la Fédération du parti communiste du Val-de-Marne, d'un scandale financier qui rappelle singulièrement celui du Parc des Princesses. Selon M. Guy Foussey, secrétaire de la Fédération, « En deux ans et demi, l'évaluation du coût de la première tranche d'aménagement a été multipliée par trois ». M. Jean Vauvillier, préfet du Val-de-Marne, conteste cette accusation qui lui paraît « sans fondement ».

LA MISE A JOUR DU SCHEMA DIRECTEUR. — Le comité consultatif économique et social (C.C.E.S.) de la région parisienne a adopté un avis sur la mise à jour du schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme de la région parisienne (S.D.A.U.R.P.). Ce document, qui actualise, après consultation des conseils généraux de la région parisienne, les grands principes du S.D.A.U. adoptés en 1965 et actualisés une première fois en 1969, sera soumis à l'approbation du gouvernement avant la fin du premier semestre 1976. Dans son avis, le C.C.E.S. souligne que les perspectives démographiques, fixées à douze millions d'habitants pour l'an 2000, « commandent de plus près la révision nouvelle ».

UN PLAN VERT POUR PARIS. — Les Parisiens ne disposent que de 265 hectares d'espaces verts publics, a déclaré le mercredi 18 février M. Bernard Lafay, président du Conseil de Paris, dans une communication à l'Académie des beaux-arts. Il a précisé : « La rénovation des tissus urbains dégradés, notamment dans les arrondissements périphériques, pourrait procurer, par une nouvelle répartition de l'habitat et des équipements, une surface de 85 hectares. »

JEUNESSE

A L'OCCASION DE SA CAMPAGNE ANNUELLE

La « Jeunesse au plein air » demande une aide accrue de l'État pour les centres de vacances

La campagne 1976 du timbre « Jeunesse au plein air », lancée officiellement le jeudi 19 février, se déroule cette année du 23 février au 7 mars. Une collecte sur la voie publique aura lieu dimanche 29 février. Cette collecte nationale annuelle est confiée, depuis 1947, par le ministère de l'Éducation, à l'Association Jeunesse au plein air, qui fédère vingt-deux organisations (des organismes de centres de vacances, les principaux syndicats d'enseignants affiliés à la Fédération de l'Éducation nationale et la Fédération des conseils de parents d'élèves des écoles publiques, présidée par M. Jean Cornet).

Les fonds recueillis (8,8 millions de francs en 1975) sont utilisés, leur gré, par les instances départementales de Jeunesse au plein air (75 %), répartis sous forme de primes d'honneur à des associations (15 %), et le reliquat servant à préparer la campagne de l'année suivante. Les responsables de Jeunesse au plein air — qui ont parfois été accusés de cautionner, par ces campagnes, les insuffisances de la politique budgétaire dans le domaine de la jeunesse — estiment, au contraire, que leur collecte annuelle et les prêts qu'ils accordent ensuite, consistent des incitations à développer les moyens financiers mis au service de la jeunesse.

D'autre part, Jeunesse au plein air présente, dans quelques semaines, aux pouvoirs publics, aux partis politiques et aux grandes centrales syndicales, un texte de réflexion sur les centres de vacances et de loisirs de la jeunesse. Ce texte constitue, selon ses rédacteurs, l'exposé des motifs d'une loi d'orientation des centres de vacances et de loisirs pour enfants et adolescents, qu'ils demandent aux pouvoirs publics de promouvoir. Une telle proposition de loi devrait avoir, estiment ses promoteurs, une triple orientation : 1) garantir à tous les enfants soumis à l'obligation scolaire un « droit aux vacances et aux loisirs » ; 2) Jeunesse au plein air préconise la prise en charge par l'État des charges éducatives en centres de vacances et les loisirs collectifs (30 % du

prix de journée en moyenne). Cette diminution des prix de journée entraînerait une augmentation sensible de la demande des parents ; 3) définir un statut financier et foncier original, qui dispenserait les centres de vacances et de loisirs agissant dans un but non lucratif de diverses taxes fiscales et charges sociales et leur permettrait de s'implanter dans « des zones intéressantes sur le plan naturel, humain et des activités » ; 4) définir un statut des animateurs volontaires, temporaires, non-professionnels, afin qu'ils disposent de garanties juridiques, sociales et médicales sans contreparties financières prélevées sur leur indemnité.

Bien que le secrétariat d'État à la jeunesse et aux sports manifeste de l'intérêt pour la formule des centres de vacances et de loisirs, dont les prix de journée ont sensiblement augmenté depuis quelques années, on peut se demander si les propositions de Jeunesse au plein air recueilleront l'écho que souhaitent ses responsables.

Depuis 32 ans, le journal spécialisé « Les Annonces » est toujours le n°1 pour l'achat et la vente de fonds de commerce

boutiques, locaux, centres commerciaux, gérances, etc...

En Vente Partout 1,50 F et 36, rue de Malte, 75011 Paris

«CRISE» CHEZ LES ÉCLAIREURS PROTESTANTS

La Fédération des Éclaireurs et Éclaireuses unifiés de France — d'obédience protestante — traverse une « crise grave », estiment certains milieux protestants. Née en 1885 de la fusion de la Fédération française des Éclaireurs et de son homologue pour les Éclaireuses, cette branche du scoutisme (qui comptait un peu moins de onze mille membres en 1975) s'est rapidement divisée en deux tendances contradictoires.

La première, héritière des idées de mai 1968, tend à minimiser la notion de scoutisme et met en avant la nécessité d'une lecture « démocratique » des Évangiles, et plus encore d'engagements sociaux ou politiques radicaux. Cette tendance met l'accent sur l'action, d'inspiration marxiste, de dix-huit à vingt-cinq ans plutôt que sur les adolescents.

Dans la seconde tendance, cohabitent l'affirmation du caractère « confessionnel » du mouvement, ouvert à tous, mais où personne ne devrait échapper à la confrontation avec le texte biblique et la fidélité aux principes pédagogiques qui furent ceux de Baden-Powell à l'origine du scoutisme. Cette seconde tendance, sans être majoritaire au sein des instances nationales du mouvement (divisé en dix-huit « provinces »), a récemment regagné du terrain. Sa représentation est en effet passée de 19 à 40 % au niveau national.

Récemment, le pasteur MIKOLÉ de Haddetche, ancien responsable du mouvement pour la région parisienne, a fait parvenir aux pasteurs de France un manifeste-pétition réaffirmant les principes de la conception « orthodoxe » du scoutisme protestant et invitant les responsables à s'y conformer. Plus de cent pasteurs ont jusqu'ici signé ce texte.



Les « Chicago »

Dans le monde des affaires, les « Chicago » sont les hommes qui ont fait fortune dans la spéculation immobilière. Ils sont les maîtres du jeu de la spéculation, les hommes qui ont fait fortune dans la spéculation immobilière. Ils sont les maîtres du jeu de la spéculation, les hommes qui ont fait fortune dans la spéculation immobilière.

Vers une autre faillite ?

La mise à jour du schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme de la région parisienne (S.D.A.U.R.P.) a été adoptée par le comité consultatif économique et social (C.C.E.S.) de la région parisienne. Cette décision a été prise à l'unanimité par les membres du C.C.E.S. Elle marque une étape importante dans la révision du schéma directeur.

La désaerialisation de l'éco

La désaerialisation de l'éco... est un processus qui vise à réduire l'impact des avions sur l'environnement. Cela implique des mesures strictes concernant les vols à basse altitude et les procédures de décollage et d'atterrissage.

La désaerialisation de l'éco

La désaerialisation de l'éco... est un processus qui vise à réduire l'impact des avions sur l'environnement. Cela implique des mesures strictes concernant les vols à basse altitude et les procédures de décollage et d'atterrissage.

La désaerialisation de l'éco

La désaerialisation de l'éco... est un processus qui vise à réduire l'impact des avions sur l'environnement. Cela implique des mesures strictes concernant les vols à basse altitude et les procédures de décollage et d'atterrissage.

La désaerialisation de l'éco

La désaerialisation de l'éco... est un processus qui vise à réduire l'impact des avions sur l'environnement. Cela implique des mesures strictes concernant les vols à basse altitude et les procédures de décollage et d'atterrissage.

La désaerialisation de l'éco

La désaerialisation de l'éco... est un processus qui vise à réduire l'impact des avions sur l'environnement. Cela implique des mesures strictes concernant les vols à basse altitude et les procédures de décollage et d'atterrissage.

La désaerialisation de l'éco

La désaerialisation de l'éco... est un processus qui vise à réduire l'impact des avions sur l'environnement. Cela implique des mesures strictes concernant les vols à basse altitude et les procédures de décollage et d'atterrissage.

La désaerialisation de l'éco

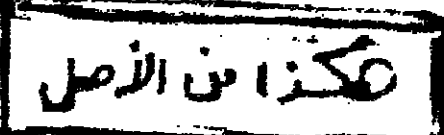
La désaerialisation de l'éco... est un processus qui vise à réduire l'impact des avions sur l'environnement. Cela implique des mesures strictes concernant les vols à basse altitude et les procédures de décollage et d'atterrissage.

La désaerialisation de l'éco

La désaerialisation de l'éco... est un processus qui vise à réduire l'impact des avions sur l'environnement. Cela implique des mesures strictes concernant les vols à basse altitude et les procédures de décollage et d'atterrissage.

La désaerialisation de l'éco

La désaerialisation de l'éco... est un processus qui vise à réduire l'impact des avions sur l'environnement. Cela implique des mesures strictes concernant les vols à basse altitude et les procédures de décollage et d'atterrissage.



Le Monde DE L'ÉCONOMIE

Les « Chicago boys » en échec au Chili

De notre envoyé spécial

Santiago. — Pain noir au Chili. Dans les populations, le moral est très bas. La population, c'est le quartier populaire bâti, à l'improvise, à la périphérie des grandes villes : maisons de bidonvilles, infrastructures communales, gestion collective. Aujourd'hui, les populations sont propres, tranquilles. Il n'y a pas un mot plus haut que l'autre sur leurs murs. L'ordre y règne, comme dans tout le pays. La crainte aussi.

« Êtes-vous d'accord avec le gouvernement ? » L'ouvrier interrogé hésite. Il a été un chaud partisan du coup d'État du 11 septembre 1973. Sous Allende, dit-il, il n'y avait plus de respect, plus de tranquillité. Tout était devenu politique. Des bagarres éclataient à chaque instant. Les militaires nous ont sauvés de la guerre civile.

Son enthousiasme, pourtant, a trévi. Il est d'accord avec le gouvernement, « mais jusqu'à un certain point ». Le temps passe, en effet, « et la stagnation subsiste ». Il a perdu le droit de revendiquer, de faire grève, de parler librement dans la rue, mais

son niveau de vie, loin de s'améliorer, a baissé. A l'usine, c'est un colonel qui sert, désarmé, de « public relations » avec le personnel. La Centrale unique des travailleurs, confédération syndicale, a été dissoute. Cinq mille syndicalistes environ ont été démis, victimes des purges. Dans les sections d'entreprises, les dirigeants sont choisis — d'en haut — parmi les travailleurs les plus anciens, autrement dit les plus soumis.

A l'anarchie a succédé la discipline — celle des casernes. A la pénurie et au marché noir, la dialectique des boutiques pleines et des bourses vides. C'est par décision « du sommet » que sont restreints les salaires, tous les trimestres. Mais les prix augmentent, eux, deux ou trois fois par mois. Récession, faim, misère, chômage, sont les mots du jour. Dans le centre de Santiago, il y a un mendiant — souvent un enfant — tous les 10 mètres.

leur titre de propriété. Il a même pris une décision ambiguë, en permettant aux nouveaux propriétaires de revendre leurs parcelles : la privatisation risque ainsi d'aboutir à une nouvelle concentration foncière. L'agriculture reste néanmoins le point fort du régime militaire, qui a accru la production de 17 % en 1974 (contre une baisse de 24 % en 1973) et de 5 % l'an passé, selon des estimations provisoires.

Pourtant, les « Chicago boys » ne pourront pas aller aussi loin qu'on l'imagine dans le processus de privatisation de l'économie, et ils l'admettent volontiers. « Quand nous aurons fini de vendre, dit M. Alvaro Bardón, vice-président du Banco central, 60 % des investissements faits dans le pays resteront publics, et le Chili sera encore plus « socialiste » que bien des pays capitalistes. Le cuivre, le pétrole, les transports, l'énergie, le fer, la sidérurgie, 60 % de l'activité bancaire seront contrôlés par l'État.

En réduisant ses achats et ses investissements, l'État, traditionnellement le moteur de l'économie, a provoqué une décelération brutale de la production. Celle-ci s'est surtout manifestée dans la construction, grande consommatrice de main-d'œuvre. En un an, le taux de chômage est passé de 8 à 17 %.

Le redressement des finances

A la chute d'Allende, le Chili ne payait pratiquement plus ses dettes. A deux reprises il avait renégocié un moratoire avec le Club de Paris, et sa dette externe était alors de 4 milliards de dollars, ce qui correspondait à trois ans d'exportations. Pour redresser la situation, le gouvernement militaire appliqua des mesures qui trahissent leur origine : « Nous pensons que la seule façon d'améliorer notre commerce, c'est de jouer sur le type de change », dit le vice-président du Banco central. Dès le départ, le peso fut dévalué de 500 %, afin de décourager les importations et d'encourager les exportations, lesquelles, en 1974, furent favorisées par une hausse de la production interne du cuivre et par la bonne tenue des prix sur les marchés extérieurs.

CHARLES VANHECKE

(Lire la suite page 20, 1^{re} col.)

SANS POLITIQUE COMMUNE SUR LE DOLLAR

Le « serpent » monétaire restera vulnérable

par JEAN DENIZET (*)

L A crise de change qui a commencé le 21 janvier avec la fermeture des marchés de change en Italie comporte quelques enseignements sur le fonctionnement d'une zone de flottement concerté.

Il n'est pas inutile de rappeler que c'est la deuxième fois que le mécanisme du « serpent » trébuche sur l'appréciation de la monnaie tierce principale, c'est-à-dire le dollar. La première fois a été la dure expérience de septembre-octobre 1973. On se souvient que le dollar, après une chute spectaculaire où il était descendu au-dessous de 4 F à Paris, avait amorcé au début de juillet une remontée tout aussi spectaculaire. La spéculation, prenant au sérieux la volonté enfin manifestée du Federal Reserve System de défendre le dollar, jouait la hausse de la devise américaine, comme elle avait depuis des mois joué sa baisse.

Tout de suite des difficultés apparaissent pour le « serpent » ; les opérateurs quittent plus le franc qu'ils ne quittent le deutschemark. Dès la fin de juillet de cette année 1973, le rapport franc-deutschemark s'établit à 1,758, tout près du cours limite supérieur (1,76). Cette situation continue en août et, à fin septembre, le cours plafond franc-deutschemark est pratiquement atteint. Le franc cote 4,25 contre le dol-

lar, cours absurde économiquement et dont la défense est absurde. Mais 4,25 divisé par 1,76, cela fait 2,415 DM pour 1 dollar, cours que les opérateurs ne tiennent pas pour absurde, et la Banque de France est obligée d'intervenir et d'intervenir durement, en vertu des règles du « serpent ». Comme elle est la monnaie faible, c'est sur elle que repose tout le problème des interventions. La tempête se calmera fin octobre. Mais le coût des interventions de septembre-octobre aura été tel que, en janvier 1974, quand le rapport F-DM se tend à nouveau, le président Pompidou et M. Giscard d'Estaing décident la sortie du « serpent ».

Épisode significatif : la leçon était qu'il manquait aux pays membres du « serpent » un accord sur l'attitude commune vis-à-vis du dollar, au moins sur une zone de parité dollar-« serpent » jugée communément comme raisonnable. Ce n'est pas à une nécessité politique. C'est une nécessité logique. Si Bonn agit sur le rapport F/DM en accord avec la France, mais à une attitude indépendante sur le rapport DM/\$, la France agit sur le rapport F/DM en accord avec Bonn, mais à une attitude indépendante sur le rapport F/\$, le système est surdéterminé. Application élémentaire de ce que les économistes appellent la loi de Walras.

La difficulté politique

Or aujourd'hui il n'existe rien qui ressemble à cet objectif commun vis-à-vis des pays tiers. Les engagements des pays membres du « serpent » sont purement et simplement de ne pas laisser les inter-parités s'écarter de plus de 2,25 % de chaque parité centrale. Aucune stratégie n'a été définie en cas de mouvement d'une monnaie tierce s'appréciant ou se dépréciant de façon excessive vis-à-vis des monnaies

du « serpent ». On voit bien la difficulté politique : c'est qu'on fonde les philosophies des deux pays sur le sujet sont différentes, même si cette différence n'est pas exprimée clairement. Pour l'Allemagne l'ensemble européen est un ensemble dont les éléments sont liés, mais qui, vis-à-vis de l'extérieur, doit flotter librement. Pour la France, la zone européenne est une mini-zone de parités fixes, embryon du futur système mondial de parités également fixes. Un objectif commun, une stratégie commune, sont concevables pour la France, pas pour l'Allemagne.

Mais ces arrière-pensées restent probablement imprévisibles, les parties vont chaque fois au combat en ordre dispersé. Puisqu'il n'y a pas de stratégie commune, il n'existe a fortiori aucun commandement coordonné. Or c'est déjà difficile à une banque centrale à commandement unique de diriger les opérations contre une spéculation, ce qui demande information centralisée, interprétations rapides et sûres des intentions de l'adversaire, manœuvres et contre-manœuvres immédiates, la lutte à plusieurs est une gageure.

Tout le poids de la défense

L'épisode de 1973 s'est renouvelé en janvier 1976. Là encore, nous venons d'une crise de faiblesse du dollar, qui, en juin 1975, cotaillait 4,04 F et 2,34 DM, soit, à peu de chose près, les minima de juin 1973. En juillet, redressement rapide. La France rentre dans le système de flottement en commun. Tout le second semestre s'écoule sans problème. En fin d'année, le dollar vaut 4,48 F et le DM 2,62 F. L'interparité F-DM est 1,71, c'est-à-dire au-dessous de l'interparité centrale. Comme on dit, le franc est en haut du « serpent ». Il en est encore de même le 20 janvier 1976, à la veille de la fermeture des changes en Italie.

La prétendue crise de change de la semaine du 13 au 15 janvier n'a même pas amené le rapport F-DM à la parité centrale. En revanche, à partir du 21 janvier, jour où on assiste, à New-York, où elle est encore cotée, à une rapide dépréciation de la lire, le processus de septembre 1973 reprend pour les monnaies du « serpent ». Les opérateurs jouent en sens inverse le franc et le deutschemark, le prendre à la baisse, le second à la hausse. Les mêmes causes produisant les mêmes effets, la monnaie faible qu'est le franc supporte seule tout le poids de la défense.

Même si le rapport F-DM reste, tout au long de la crise — sauf dans les derniers jours, — loin du prix-plafond, c'est la Banque de France qui vend des marks ou des dollars. Pendant ce temps, le deutschemark s'apprécie très fortement contre le dollar. Le 23 janvier, il était à 2,614. Le 22 février, à la fin de la crise, il était à 2,537. En quinze Bourses, il s'était apprécié de 3 %. La Banque de France, tenue par la règle du « serpent », avait dû, à ce moment, faire monter le franc, cette monnaie que l'étranger jouait à la baisse.

(Lire la suite page 20, 5^e col.)

Vers une autre faillite ?

Deux ans et demi après avoir pris le pouvoir, les militaires commencent à douter d'eux-mêmes. L'Unité populaire avait failli une situation de faillite. Mais avec une baisse de la production industrielle de 25 % en 1975, une chute du produit intérieur de 12 %, un taux de chômage de 17 %, le pays ne va-t-il pas vers une autre faillite, aussi grave ? Pourtant, la première année avait été satisfaisante : en 1974, le produit intérieur avait progressé de 5 %, alors qu'il avait baissé de 4 % l'année précédente, l'inflation était tombée à 375 % (contre 508 % en 1973), le déficit de la balance des paiements avait été réduit à 140 millions de dollars, et les réserves de change, qui étaient nulles à la chute d'Allende, étaient montées à 280 millions de dollars (1).

Le drame a commencé quand le prix du cuivre (70 % des rentrées de devises) a baissé à la fin de 1974, après une monnaie spectaculaire. De 98 cents de dollar la livre en 1974, le cours moyen est passé à 60 cents l'an dernier, ce qui a obligé le gouvernement, de son propre aveu, à « jouer » la récession pour éviter un trop

grand déséquilibre dans ses comptes extérieurs. Mais les adversaires de la politique officielle ne se contentent pas d'une telle explication. L'échec actuel, ils l'imputent à l'ultra-libéralisme appliqué par les responsables de l'économie, ceux qu'on a appelés les « Chicago boys » parce qu'ils se réclament de l'école de Chicago et du professeur Milton Friedman, venu déjà vérifier sur place les fruits — amers — de ses leçons.

Les « Chicago boys », fidèles en cela à leur maître, ont estimé que le meilleur moyen de lutter contre l'inflation était de réduire, de façon draconienne, la croissance monétaire. En avril 1975, le ministre des finances, M. Jorge Cauas, doté de pouvoirs exceptionnels, décidait d'appliquer un « traitement de choc » à l'économie, dont il définissait la maladie de la façon suivante : l'inflation a été provoquée par une émission excessive de monnaie, et celle-ci par le déficit croissant des dépenses publiques. La priorité des priorités consistait donc à restreindre le plus possible les dépenses de l'État, en privatisant au maximum la production et en libérant les échanges avec l'extérieur.

La désertification de l'économie

A la fin du gouvernement Allende, la plus grande partie de l'appareil de production se trouvait aux mains de l'État. Les mines de cuivre avaient été nationalisées, les banques étatisées, plus de la moitié de la surface cultivable avait été expropriée et était gérée par des organismes publics, les industries textiles, alimentaires, frigorifiques, avaient été arrachées à leurs propriétaires, ainsi que plusieurs centaines d'entreprises. Mais cette élimination, trop souvent, ne répondait pas à un plan. Le gouvernement « intervenait » dans une usine pour résoudre un conflit du travail, ou parce qu'il cédait à une pression ouvrière. Son instrument d'intervention, la

CORFO (Corporación de fomento), s'était donc trouvée, en trois ans, à la tête d'un patrimoine excessivement lourd, souvent inutile, impossible à gérer, vite déficitaire.

Le gouvernement militaire a restitué à leurs anciens propriétaires les quelques deux cents entreprises où son prédécesseur avait intervenu, selon lui, « illégalement ». Il revend au secteur privé pratiquement tout ce qui avait été acheté par l'État sous l'Unité populaire. Il n'a pas démantelé le régime agraire, mais il a tout de même rendu à leurs anciens maîtres 30 % des terres expropriées sous Allende, parce que la procédure appliquée avait été « illégale ». En outre, il transforme les bénéficiaires de la réforme en petits propriétaires : dix-neuf mille des soixante mille asentados (littéralement : les « installés ») ont déjà reçu

(1) La plupart des chiffres présentés dans cet article nous ont été fournis par le Banco central.

Sur tous les grands problèmes de l'actualité sociale
Les numéros spéciaux de

DROIT SOCIAL

Directeur Jean-Jacques DUPEYROUX

LES FEMMES ET LE DROIT SOCIAL,
N° 1, 1976.

LA SÉCURITÉ DE L'EMPLOI ET DU SALAIRE (les
licenciements pour causes économiques),
Tome 1 n° 6, 1975 ; Tome 2, n° 9-10, 1975.

L'EXCLUSION SOCIALE
N° 11, 1974

LES TRAVAILLEURS IMMIGRÉS,
A paraître, mai 1976.

LES NUMÉROS SPÉCIAUX SONT COMPRIS DANS LE PRIX
DE L'ABONNEMENT
1976 - FRANCE : 225 F - ÉTRANGER : 245 F

LIBRAIRIE SOCIALE ET ÉCONOMIQUE
3, RUE SOUFFLOT - 75005 PARIS
033-23-42

BULLETIN DES VERTUS PÉDAGOGIQUES DE LA CRISE

« NOUS en sortirons, et nous aurons beaucoup appris. C'est la conviction que sentaient avoir adoptée les experts réunis la semaine dernière à Paris par la Chambre de commerce internationale en prévision de la rédaction de son prochain rapport. A toute chose malheur est bon ; ou, au moins, il faut faire comme si cela était... La diminution générale du produit national brut et la montée du chômage en 1975 dans les pays occidentaux auront peut-être eu, en compensation de leurs graves inconvénients, des vertus pédagogiques.

Les chefs d'entreprise, pour leur part, sont en train d'explorer leurs péchés et de méditer sur les aïeas de Paris sur la croissance éternelle qui, à travers la spéculation, le laxisme financier et l'endettement, ont provoqué une vague d'augmentation des coûts engluant profits et espoirs, au moins à court terme.

Les gouvernements savent maintenant que la difficulté est moins de provoquer la relance de la demande que de la faire sans entraîner une reprise de l'inflation. L'augmentation de leurs déficits, aussi bien en pourcentage du produit national qu'en valeur absolue, est à peu près générale dans tous les pays, et la charge de leur dette est allée croissant avec leur volonté d'intervenir dans la régulation de la croissance. A trop créer de liquidités, on augmente, ici aussi, les coûts. Aussi dans plusieurs pays importants les États ne sont-ils guère pressés d'intervenir énergiquement dans la relance par les dépenses publiques avant d'avoir réduit leurs dettes et leurs déficits. C'est le cas aux États-Unis, où l'État fédéral réside aux appels de municipalités comme celle de New-York, ou au Japon et en Allemagne de l'Ouest, où le réajustement du budget est, tant bien que mal, à l'ordre du jour.

Même les syndicats britanniques ont appris quelque chose, dit M. W. Mansar, conseiller économique de la banque Baring Brothers de Londres, qui ajoute : « C'est très important, car ils sont désormais plus forts que les gouvernements et ils changent moins. » En Allemagne fédérale et aux États-Unis, la progression des salaires s'est ralentie. En France et au Canada aussi, bien qu'à un mo-

dre degré. Dans l'ensemble, nombre de mouvements de revendication ont été provisoirement limités.

Est-ce à dire que l'école de la crise conduit les personnels sociaux des différents pays vers le meilleur des mondes ? On peut en douter. Les chefs d'entreprise, par exemple, n'ont pas tort de s'inquiéter de voir les dépenses publiques, sous prétexte de relance, progresser davantage du côté des frais de fonctionnement et des transferts que du côté des investissements. Les gouvernements ne sont pas mal fondés à déplorer que la baisse des taux d'inflation soit due plutôt à une diminution des prix des matières premières importées qu'à une augmentation des productivités nationales.

Tout le monde voit bien qu'il est difficile de faire boire un âne qui n'a pas soif, et que toutes les incitations du monde ne feront pas assés repartir l'investissement si les bascules ne sont pas là et si les entrepreneurs sont devenus par trop moroses. Nul ne pardonne à certaines firmes, comme Lockheed, d'ajouter encore à la tension internationale entre les entreprises d'une part et des opinions orientées par les partis politiques. Personne ne voit vers quel ordre les relations monétaires internationales nous conduisent : le monde des affaires s'accoutume inconfortablement à un régime de taux de change flottants dans lequel tout le monde flotte, mais les pays sous-développés en souffrant de plus en plus.

Qu'advient-il de leurs dettes, alors que leur déficit aura été de 35 milliards de dollars en 1975 au lieu de 25 en 1974, tandis que leurs possibilités d'emprunt ne cessent de décroître, leur endettement étant extrêmement lourd et les marchés de capitaux désormais plus étroits ? Sans doute leur faudra-t-il encourager les investissements directs à contribuer à l'effort vers ces pays en dépit des aides de toutes sortes qui se présenteront et accepter un abaissement des barrières de protection envers leurs importations.

C'est vers une telle recommandation que la Chambre de commerce internationale s'achemine. Sans doute ne sera-t-elle pas approuvée unanimement, mais il arrive que certaines politiques ne soient plus des choix : elles sont des nécessités.

(Lire la suite page 20, 5^e col.)

FAITS ET TENDANCES

LES INDICATEURS-CLÉS DE LA CONJONCTURE

	VARIATION (en %)	
	En 1 mois	En 1 an
EMPLOI (janvier 1976) :		
- Demandes : 1 017 400 (928 200)	+ 0,8 (1)	+ 32,8
- Offres : 98 400 (110 200)	+ 6,2 (3,3)	- 28,5
PRODUCTION INDUSTRIELLE :		
- Décembre 1975 (base 100 en 1970 : bâtiment et travaux publics exclus) : 127 (112)	+ 10,4 (+ 3,6)	+ 4 (+ 1,8)
COMMERCE EXTERIEUR (janv. 1976) :		
• Importations : 20 344 millions de francs (20 917)	- 6,3 (+ 6,4)	+ 6,3 (+ 8)
• Exportations : 18 970 millions de francs (19 997)	- 9 (+ 3,2)	+ 2,4 (+ 4,1)
• Taux de couverture : 93,2 % (95,6 %)		
RESERVES DE CHANGE (fin janvier 1976) :		
- 99 710 millions de francs	- 1 270 (millions de F)	+ 16 207 (millions de F)
PRIX (décembre 1975) :		
• De détail (1970 = 100) : 158,2	+ 0,6	+ 9,6
• De gros alimentaires (1962 = 100) : 215,5	+ 4,2	+ 14,3
• De gros industriels (1962 = 100) : 189,8	+ 0,4	- 4,5
MASSÉ MONÉTAIRE (fin novembre 1975) :		
- 740,6 milliards de francs (745,8)	+ 1,3 (+ 2)	+ 15,9
CREDITS A L'ECONOMIE (fin novembre 1975) :		
- 719,6 milliards de francs (721,1)	+ 1,4 (+ 1,3)	+ 14,7
DEPOTS DANS LES CAISSES D'ÉPARGNE (décembre 1975) :		
- Excédents sur les retraits : 2 milliards de francs	- 480 (millions de F)	- 315 (millions de F)

Les chiffres figurant dans ce tableau sont des données brutes. Ceux qui sont indiqués entre parenthèses sont corrigés des variations saisonnières.

Les prix de gros alimentaires sont ceux de la région parisienne. Mais ils sont représentatifs — l'expérience le prouve — de la tendance nationale. L'indice des prix de gros industriels (base 1962 = 100) ne couvre que les demi-produits : fonte, acier, tissu, pâte à papier, bois scié, etc.

Les dépôts dans les caisses d'épargne ne prennent pas en compte les dépôts bancaires d'épargne (comptes sur livret). Le signe « - », qui précise les variations en un mois et en un an, signifie que l'excédent enregistré en décembre 1975 a été moins important qu'en novembre 1975 et décembre 1974.

La rubrique « Crédits à l'économie » prend en compte les statistiques relatives à l'ensemble des crédits bancaires aux entreprises et particuliers publiés chaque mois par le Conseil national du crédit. Ces chiffres comme ceux relatifs à la masse monétaire sont provisoires. Les chiffres corrigés des variations saisonnières ne sont pas encore disponibles.

(PUBLICITÉ)

L'Office des Cultures Industrielles du Burundi (OCIBU), E.P. 450, à Bujumbura (République du Burundi), lance un appel d'offres international pour la fourniture de 500 (cinq cents) tonnes d'engrais azoté (UREE 46 %).

Cette fourniture se fera dans le cadre du financement accordé par l'Association Internationale de Développement (Banque Mondiale) pour un Projet d'Amélioration de la Caricature (Crédit 585 Bu).

Le cahier des charges sera envoyé sur simple demande écrite adressée à l'OCIBU.

L'ouverture des soumissions est prévue pour le 15 avril 1976.

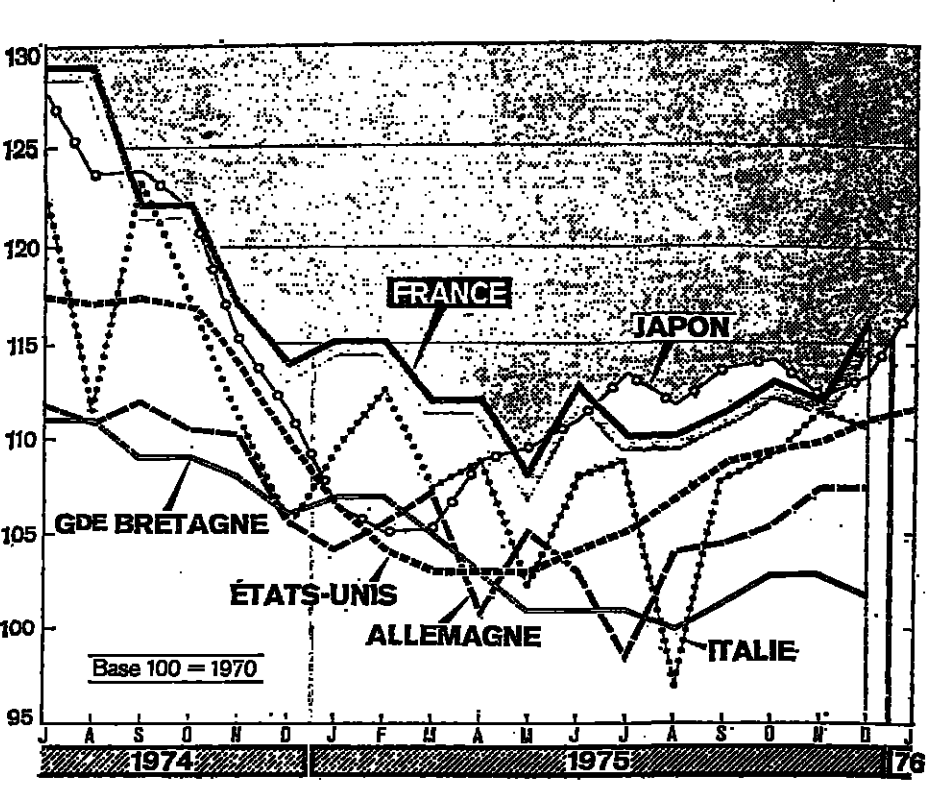
OFFICE DES CULTURES INDUSTRIELLES DU BURUNDI

PRODUCTION INDUSTRIELLE : reprise un peu plus rapide que prévu

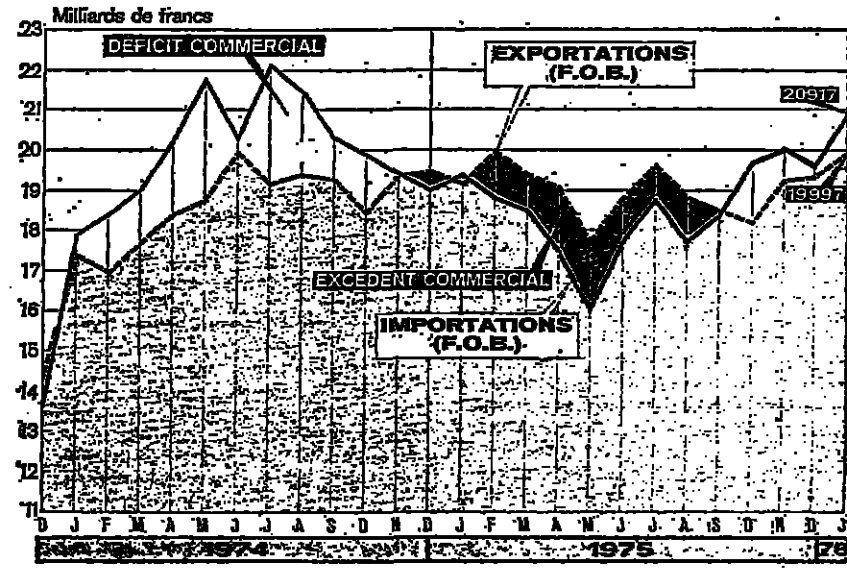
La reprise de la production industrielle est globalement un peu plus rapide que prévu dans les pays capitalistes. Cette légère accélération est due à l'Europe. En France, notamment, l'indice de la production industrielle a fortement progressé à partir de décembre 1975, passant, après correction des variations saisonnières, de 112 où il s'était fixé en novembre, à 127 en fin d'année (base 100 en 1970), soit une progression de 3,6 % en un mois. Cette évolution devrait se poursuivre au même rythme pendant encore trois ou quatre mois, les entreprises françaises ayant dans de nombreux cas besoin d'honorer des commandes importantes, notamment de biens de consommation.

De même, la fin du déstockage a-t-elle eu un effet important sur la production industrielle. Ainsi, en décembre, pour la première fois depuis longtemps, la production industrielle en France a atteint un niveau plus élevé qu'un an auparavant. Malgré le rattrapage actuel, il est peu probable que l'indice de la production industrielle puisse retrouver son plus haut niveau — atteint vers la moitié de 1974 — avant la fin de l'année.

En revanche, au Japon la reprise est un peu plus modérée que prévue, les autorités continuant à combattre l'inflation. Aux États-Unis, enfin, l'expansion se poursuit depuis quelques mois à un rythme plus modéré mais fort convenable après la forte reprise du deuxième semestre 1975.



COMMERCE EXTERIEUR : important déficit



En janvier, le commerce extérieur de la France a été déficitaire de 1,37 milliard de francs. C'est le « trou » le plus profond enregistré depuis septembre, date à laquelle nos échanges commerciaux, équilibrés depuis le début de 1975, étaient devenus déficitaires.

M. Barre, le nouveau ministre du commerce extérieur, a souligné que la croissance des importations était le corollaire de la reprise économique.

Le problème est de savoir si nos exportations vont augmenter au même rythme. Il ne faut peut-être pas être

trop pessimiste à ce sujet : depuis novembre les ventes de la France recommencent à croître.

Une grosse inquiétude pourtant : les coûts salariaux augmentent beaucoup plus vite en France qu'en Allemagne.

● **ERRATUM.** — La revue Statistiques et Etudes financières est éditée par la Direction de la prévision, du ministère de l'économie et des finances, et non par l'INSEE, comme nous l'avons indiqué par erreur dans le Monde de l'économie du 17 février.

(Publicité)

MOYEN-ORIENT PAYS ARABES

Libanais trilingue (français, arabe, anglais), directeur importante agence publicité libanaise, grande expérience promotion et marchés arabes, recherche sociétés intéressées dans le Moyen-Orient et les Pays Arabes en vue collaboration à titre de représentant, chef de promotion, relations publiques. Rémunération suivant volume des affaires.

Ecrire : Directeur Publicité C/O SEDEX FRANCE, 42, avenue Kléber, 75116 PARIS.

La semaine perdue

La semaine perdue, à Paris, par exemple, a été une semaine de travail intense. Les entreprises ont dû faire face à une demande croissante de produits finis, ce qui a entraîné une augmentation de la production industrielle. Cependant, les coûts salariaux ont continué à augmenter, ce qui a exercé une pression sur les marges.

Le nom est resté

Il faut se méfier des raisons. L'expérience montre que les entreprises qui ont réussi à maintenir leur nom sur le marché ont souvent eu une stratégie claire et une exécution rigoureuse. Le nom est resté, mais le contenu a changé.

Les nouvelles spéc...

Des nouvelles techniques ont été développées pour améliorer la production et réduire les coûts. Ces innovations sont essentielles pour rester compétitif sur le marché international.

des unités de travail reliées par une autoroute intérieure!

Pour travailler au cœur des villes...

Il fallait voir construire MOZINOR pour en apprécier le côté spectaculaire : les gros camions de chantier grimant jusqu'au 4^e étage et redescendant à vide, sans jamais se croiser.

Maintenant que MOZINOR fonctionne et que les 30 tonnes circulent tous les jours dans ses étages, le spectaculaire est devenu quotidien.

MOZINOR, c'est un immeuble de 4 étages de lots industriels, ordonnés autour d'une rampe autoroutière qui dessert chaque niveau jusqu'au 4^e. Les camions de 30 tonnes y pénètrent, stationnent, déchargent, redescendent sans se croiser.

C'est la solution pour faire vivre une trentaine d'entreprises diverses et indépendantes, en pleine ville. Sans créer de problèmes de trafic.

MOZINOR, une conception nouvelle de l'expansion pour votre Entreprise. Tout de suite. Venez nous voir.

Pour tous renseignements : SADEMO - 15, Avenue de la Résistance - 93100 MONTREUIL - Monsieur MANENQ - Tél. 858.15.60

LE PREMIER ENSEMBLE INDUSTRIEL A LA VERTICALE DE FRANCE

مكتبة من الأصل

DELMAS et Cie

Tableau de Bord

40% d'un...

ÉDUCATION

CARNET

Rendre la musique aux enfants

C'est sur l'enseignement primaire que portera l'effort principal de la réforme de l'éducation musicale. En matière d'éducation artistique, celui-ci est pratiquement un désert : les enfants y perdent le goût et l'habitude de passer ou de chanter qu'ils ont acquis à l'école maternelle. La plupart des instituteurs ne possédant aucune formation musicale, ne peuvent guère tirer profit des émissions de la radio-télévision scolaire, celles-ci restent en dehors des activités de la classe, comme les séances animées, dans certaines écoles, par des instituteurs payés par les municipalités, ou des maîtres spécialisés, à Paris.

Or une demande existe, par suite du développement du disque et de l'audiovisuel en général. Plusieurs milliers d'écoles municipales de musique ont été créées, la plupart au cours des quinze dernières années (dans la seule région parisienne, il existe cent soixante conservatoires municipaux, alors qu'il n'y en avait auparavant qu'une douzaine). Un grand nombre de chorales fonctionnent également. On peut évaluer à près de cinq cent mille le nombre d'enfants qui s'initient au chant ou à la pratique d'un instrument (flûte ou guitare, notamment).

Le premier objectif, pour faire de la musique une activité habituelle dans la classe, est de donner une formation complémentaire au plus grand nombre d'instituteurs. Dans les cinq académies pilotes, vingt-cinq conseillers pédagogiques vont être nommés à la rentrée prochaine (en plus des quelques-uns qui existent déjà), à raison d'un à trois par département : ils seront choisis parmi les instituteurs volontaires ayant fait une formation musicale et possédant des qualités d'animateurs. Autant doivent être recrutés chaque année d'ici à 1982. Ils seront chargés de former des instituteurs aux méthodes actives au chant et à l'initiation de chorales, à la pratique des percussions ou de la flûte à bec, et de les encourager à travailler en classe d'une manière nouvelle. Parallèlement vont être organisées des séries de stages d'une semaine : cette année, deux seront destinés aux conseillers pédagogiques eux-mêmes, les autres aux instituteurs. Un stage plus bref de trois jours doit réunir aussi dans chaque académie, conseillers pédagogiques, instituteurs départementaux de l'éducation et professeurs d'école normale. D'autres pourront avoir lieu pour les instituteurs qui viennent suivre six semaines de recyclage à l'école normale.

Concerts et présentations d'instruments

Pour les nouveaux instituteurs, d'autre part, une connaissance musicale minimale (contrôlée par une épreuve spéciale) sera exigée à l'entrée des écoles normales. L'école elle-même, les élèves-maîtres suivent actuellement soixante heures de formation musicale. La dose sera-t-elle augmentée ? Rien n'est décidé pour l'instant. L'ensemble de la formation des instituteurs devant être revu, M. Landowski espère qu'une épreuve de contrôle sera prévue à la sortie des ENI, mais il estime que le fait qu'un minimum soit exigé à l'entrée permettra déjà d'améliorer le « bagage » des instituteurs. L'augmen-

tation du nombre de certificats et d'agrégés (145 postes aux concours d'agrégés, lieu de 87 en 1975) doit aussi permettre de « servir » en premier les écoles normales d'instituteurs : actuellement, 85 n'ont pas de professeur de musique.

Pour l'enseignement secondaire, l'effort sera pour l'instant moindre : ce doit être plutôt l'étape suivante. Toutefois, en plus des créations de postes, M. Landowski souhaite encourager les professeurs à abandonner le solfège pour les méthodes actives (Orff, Kodaly, Martenot et autres) malgré les programmes scolaires, qu'il faudra ultérieurement réformer. Des stages de réflexion sur la pédagogie et les recherches nouvelles vont être organisés à la fois sur le plan national et dans les académies pilotes. Pour encourager les professeurs, deux « chargés de mission » d'inspection générale vont être nommés, qui assisteront M. Landowski, ainsi que quatre inspecteurs pédagogiques régionaux (dans les académies pilotes) : il n'en existait pas jusqu'à présent pour la musique.

Il restera à améliorer la formation des professeurs, en constituant un réseau d'universités convenablement dotées et assurant une préparation sérieuse aux concours de recrutement : ceux-ci restent encore trop académiques et l'aspect professionnel devrait être développé pour mieux évaluer les capacités d'animateurs des futurs enseignants.

Le ministère veut aussi développer d'autres activités déjà existantes par diverses associations comme les Musiciens, les Jeunes Musiciens de France, les Centres musicaux ruraux, etc. : présentation d'instruments en classe pour les plus jeunes et concerts éducatifs pour les enfants du cours moyen et du premier cycle secondaire (le Monde du 18 mars 1971). Dans les cinq académies, on souhaite mettre sur pied dix à quinze ans quatre séances de présentation par an pour les élèves des cours élémentaires et du cours moyen (soit vingt mille séances au total), et cinq ou six mille concerts pour les plus âgés. Cela demande un effort de prospection pour trouver les musiciens susceptibles d'y participer, et des contributions nouvelles de la part des collectivités locales qui financent ce type d'activités.

Pour mobiliser les énergies, M. Landowski compte sur les nouveaux conseils académiques de l'éducation artistique, avec l'aide des délégations musicales (du secrétariat d'Etat à la culture) qu'il a lui-même créées. D'autre part, une contribution de l'Etat est prévue, correspondant à 80 des dépenses : les fonds sont dégagés pour 1976 et 1977. Enfin, le ministère va encourager le développement de chorales et d'orchestres scolaires (vingt mille chorales et mille formations en trois ans).

Ce plan part d'une vaste ambition : rendre la musique aux enfants, et faire que l'« alphabétisation musicale » ne soit plus considérée comme normale. Afin de donner à la musique un nouveau public, M. Landowski voudrait aussi inciter les musiciens à composer des œuvres pour les enfants. Reste à mener à bien le programme de stages et de recrutement, et à poursuivre les années suivantes.

GUY HERZLICH.

FIN DE LA GRÈVE A L'UNIVERSITÉ DE TOURS

Un nouveau président n'a pu être élu

De notre correspondant

Tours. — La grève qui a paralysé à Tours les quatre unités d'enseignement et de recherche de lettres pendant un mois s'est éteinte dans l'indifférence du plus grand nombre et les cours reprennent le lundi 22 février. L'intervention brutale d'un commando d'extrême droite n'a pas fait jouer plus de quelques jours la solidarité. A l'U.J.R., la grève n'a duré que trois jours : seuls les étudiants en journalisme ont prolongé leur mouvement jusqu'à la fin de la semaine.

Le conseil de l'université n'a pas encore, d'autre part, désigné le successeur de M. Bernard Chevalier, démissionnaire à mi-mandat. Le renouvellement du conseil qui devait être achevé avant cette élection, a été retardé par quelques incidents. L'application de la règle du quorum ayant réduit le nombre des délégués des étudiants, ces derniers ont fait admettre aux élus des enseignants, des administratifs et des techniciens, la présence en séance de onze délégués supplémentaires, pour équilibrer les personnalités extérieures. Le recteur a alors suspendu leur désignation, faite dans des conditions administrativement irrégulières.

L'incident est renouvelé le vendredi 13 février, mais s'est terminé par un retrait « provisoire » des non-élus qui ne voulaient pas risquer, en allant trop loin, la nomination d'un administrateur provisoire. Le conseil a pu se réunir à nouveau jeudi 19 février pour tenter d'élire un président.

Deux candidats étaient en présence : M. Charles Combès, doyen de l'U.J.R. de pharmacie, considéré comme « libéral » (le Monde du 30 juin), et M. Bourjoul, maître-assistant à l'U.J.R. des sciences juridiques et économiques. M. Combès, qui devait réunir la majorité absolue, mais M. Bourjoul, qui n'est ni membre du conseil ni professeur titulaire, ont obtenu les deux tiers des voix. Bien que les conclusions de vote données par l'inter-

syndicale (UNEF, SNE-Sup, S.G.E.M.) lui assurent une majorité théorique, son appartenance au parti communiste et sa personnalité lui ont retiré quelques voix indispensables. Après sept tours de scrutin, l'assemblée s'est séparée sans avoir conclu. Le prochain scrutin aura lieu le 26 février. Mais il semble que les deux candidats ont déjà fait le plein de leurs voix.

M. CLAUDE MESLIAND EST ELU PRÉSIDENT DE L'UNIVERSITÉ DE PROVENCE (Aix-Marseille-I)

M. Claude Mesliand, chargé d'enseignement d'histoire contemporaine, a été élu lundi 23 janvier président de l'université de Provence (Aix-Marseille-I), par 62 voix sur 68. Auparavant, le conseil de l'université avait voté à l'unanimité une motion permettant de recevoir les candidatures d'enseignants qui ne sont pas professeurs titulaires. M. Mesliand succède à M. Fernand Borel, dont le mandat arrivait à expiration ; il était déjà vice-président de l'université.

Né le 3 août 1928 à Limeray (Indre-et-Loire), M. Mesliand a obtenu son baccalauréat de philosophie en 1947. Licencié en 1949, agrégé d'histoire en 1951, il est professeur de l'histoire au lycée de Haute-Provence, Montpellier (Hérault) et d'Avignon (Vaucluse), de 1951 à 1968. Maître assistant en 1963, puis, en 1970, chargé d'enseignement dans une maîtrise de sciences humaines à l'université de Provence, M. Mesliand a été nommé professeur titulaire de l'histoire de la société paysanne dans la Vaucluse au dix-neuvième siècle en 1972. Il est membre du conseil national du syndicat national des professeurs de l'enseignement secondaire, et du bureau national du syndicat.

RÉUNIE EN CONGRÈS A LYON

L'Union des grandes écoles s'inquiète des projets de réforme de l'enseignement supérieur technologique

De notre correspondant régional

Lyon. — Deux cents délégués, représentant quatre-vingt grandes écoles et vingt-quatre villes, ont assisté du 20 au 22 février, à Lyon, au trentième congrès de l'Union des grandes écoles (U.G.E.). Cette organisation, associée à l'UNEF (ex-Renouveau), affirme regrouper trois mille cinq cents adhérents ; elle a souhaité apparaître comme « un syndicat de masse ouvert à tous, conséquemment, indépendant et démocratique ». M. Michel Fléchet a été réélu président.

Les congressistes ont décidé de « mobiliser » les élèves des grandes écoles contre le projet gouvernemental de réforme des enseignements technologiques. Pour eux, la participation active des étudiants à notre future vie productive est une condition matérielle des études en grandes écoles qui fait ainsi l'objet de discussions. Les difficultés budgétaires des écoles elles-mêmes rejettent en effet sur les étudiants qui subissent des hausses de tarifs importants pour les restaurants et résidences universitaires, et les frais de scolarité de certains établissements (à l'école supérieure des sciences économiques et commerciales, ils dépassent 8 000 francs). Ces augmentations accentuent une dégradation sociale déjà forte. L'importance des horaires des cours dans les grandes écoles ne permet pas aux étudiants d'être en même temps salariés, comme dans les universités, à fait remarquer un délégué.

L'interdiction de certaines écoles — interdiction de la pratique syndicale à Polytechnique, par exemple, assortie de multiples sanctions — a été vivement critiquée. Il semble toutefois, aux dires des congressistes, qu'il a contribué au renforcement de l'U.G.E. plutôt qu'à son affaiblissement.

L'U.G.E. craint d'autre part que le projet ne soit l'occasion d'accroître l'emprise du patronat sur les écoles, dont ils dénoncent déjà « l'ingérence abusive dans la gestion » et la finalité des études : selon l'U.G.E., les représentants patronaux membres des conseils d'administration des écoles interviennent dans le « profil » des futurs cadres, à qui on enseigne notamment à « manier » les syndicats. « Nous ne sommes pas contre une représentation patronale, a assuré un secrétaire national, mais nous la trouverions déjà

● Concours de recrutement pour professeurs de C.E.T. — Des concours de recrutement des professeurs chargés de l'enseignement professionnel dans les collèges d'enseignement technique (C.E.T.) auront lieu en avril et mai 1976, indique un arrêté publié au Journal officiel du vendredi 20 février. Comme l'avaient demandé les syndicats de professeurs, les concours « externes » (réservés aux candidats exerçant déjà dans l'enseignement technique) auront lieu à des dates différentes, de façon à permettre aux maîtres-auxiliaires en fonction de se présenter aux deux.

APPRENEZ L'ANGLAIS

REGENCY

Le REGENCY est à la fois un hôtel et une école liée à la mer.

● Ouvert toute l'année.

● Pas de limite d'âge.

● Classes de 9 élèves en moyenne, 7 heures d'anglais par semaine.

● Ecole reconnue par le Ministère de l'Éducation de Grande-Bretagne.

● Examen de Cambridge et de la Chambre de Commerce de Londres.

● Sauna, piscine ouverte, discothèque, etc.

REGENCY SANDGATE KEYS, G.B. TEL : TRAMET 513-12

ou MRS BOULLON

4, rue de la Paix, 55-Banque 241 : 939-26-33 en soirée.

Naissances

— M. Gérard Fuchs, Mme, née Françoise Tsiot et Alios, ont la joie de faire part de la naissance d'Adrien.

Le 3 février.

— Le docteur et Mme Max Récamier, née Keriach, ont la joie d'annoncer la naissance de leur fille Germaine.

16 février 1976.

— M. Alain Meyer et Mme, née Nacari (gratuleuse), ont la joie de faire part de la naissance de Matthieu.

Le 18 février 1976.

4, rue Léon-Delaunay, 75018 Paris.

Décès

— Raymond et Lucie Aubrac, Jeanne-Pierre Norgui, ont perdu leur mère, Mme Louise BERNARD, née Vincent.

Le 11 février, à Ninnes, dans sa cinquante-neuvième année.

Les obsèques ont eu lieu en l'église de Salorny-sur-Guye (Aude) le 12 février.

438 East 52nd Str., New-York 10022.

1, rue Docteur-Roux, Nice.

— Les familles Boischot, Laffage et Epineux, ont la douleur de faire part du décès de M. Pierre BOISCHOT, ingénieur agronome, décédé le 19 février.

Cet avis tient lieu de faire-part.

74, rue des Cèvennes, Paris (15^e).

— Nicolas Blanc et sa maman, Patricia Marie-France Boyer, Sagny et Louis Blanc, Arnaud Blanc, Karla, Deborah, Arielle et Josi Blonder, Reiz et Christian Blanc, toute sa famille et tous ses amis, ont le chagrin d'annoncer la mort (18^e à 19^e heures) de M. BLANCH, survenue accidentellement à Vars le 15 février.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Vaugrand, le mardi 24 février, à 15 h. 45.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— On nous prie d'annoncer le décès de M. Jean CHAMANT, 74 ans, décédé le 20 février, dans sa quatre-vingt-neuvième année, à Saint-Chamant.

De la part de Mme de Champeaux de la Botellerie.

Mme Coudere de Saint-Chamant, Mme Robert Coudere de Saint-Chamant, ses sœurs, beau-frère et belles-sœurs, ainsi que ses neveux et nièces.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Saint-Chamant, le mardi 24 février, à 11 heures, en l'église de Saint-Chamant (Cantal).

Cet avis tient lieu de faire-part.

7, rue Mignard, 19018 Paris.

— Le Cheylard, Ardèche, M. et Mme Jean Samuel et leurs enfants, les familles Delbue et Pontal, Les familles Delbue et Pontal, ses proches et ses amis, ont la douleur de faire part du décès, le 22 février, de M. Maurice DELBUE, ancien agent général d'assurances, officier de la Légion d'honneur, croix des Croix 1914-1918, croix de guerre 1939-1945, médaille de Verdun.

Les obsèques auront lieu le mardi 24 février, à 15 heures, en l'église paroissiale du Cheylard.

— Mme Clé-Dollfus et sa fille Denise, M. et Mme Daniel Dollfus, Mme Geneviève Dollfus, Mme M. Dollfus, Le comte et la comtesse D. de Fontevé et leurs enfants, Mlle Régine Dollfus, M. et Mme F. Fougère et leur fils, M. Ph. Guit, Ses filles, petite-fille, frère, sœur, neveu et nièces, ont la douleur de faire part du décès de M. Robert, Philippe, F. DOLLFUS, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1914-1918, directeur honoraire de recherche au C.N.R.S., décédé à Paris, dans sa quatre-vingt-neuvième année.

Selon la volonté du défunt, l'inhumation aura lieu au cimetière de Sèvres, le 11 h. 30, dans la plus stricte intimité.

84, avenue Omar-Dun-Khotab, Rabat (Maroc).

A L'HOTEL DROUOT

A DROUOT - RIVE GAUCHE
Gare d'Orsay - 7, quai Anatole-France

Mardi

de 11 heures à 15 heures

S. 1. — Dessins et tableaux anciens.

M. Antonini, M. Ader, Picard, Tajan.

S. 2. — Collections art nègre, Congo, Gabon, Côte-d'Ivoire, M. Rondillon, M. Bani et Claude Boigard.

S. 3. — Mobilier, bibelot, M. Bondu, S. 4. — Bijoux, orfèvrerie, M. Oger, Godard, Soland, Andap.

S. 10. — Dessins, tableaux modernes.

M. Ader, Picard, Tajan.

S. 12. — Livres illustrés modernes.

M. Vidal-Miguel, M. L. Laurin, Guilloux, Saffre, Tallieu.

VENTES

S. 11. — Tableaux anciens, meubles, bijoux, M. M. Anand, Canet, Boummy, S.C.F. Louchard/Poulain.

S. 15. — Mobilier et objets anciens.

M. Ribault-Monstère, Marlin.

VENTE PROCHAINE

Vente à Paris, Hôtel George-V, mercredi 10, jeudi 11, à 14 h. 15, vendredi 12 mars, à 9 h. 45 et 14 h. 15

IMPORTANTES MONNAIES

EN OR, ARGENT ET BRONZE

Expert M. E. Bourgey (779-88-07)

Expo : 7, rue Drouot, 23 fév./3 mars

M. Ader, Picard, TAJAN

12, rue Favart (742-66-23).

Anniversaires

— Pour le premier anniversaire de la mort de Georges DUBRYON, d'anciens élèves et professeurs, qui gardent fidèlement son souvenir, demandent une pensée à ceux qui l'ont connu.

— Pour le cinquantième anniversaire du décès de Georges MEYER, président des Anciens élèves honoraires, air, mer, une pensée est demandée à tous ceux qui sont restés fidèles à son souvenir.

Messes

— On nous prie d'annoncer qu'une messe sera célébrée pour le repos de l'âme de M. Miro POISSY, le vendredi 27 février 1976, à 19 heures, en l'église Saint-Hoch (chapelle de la Vierge), 208, rue Saint-Honoré, Paris-1^{er}.

— On nous prie d'annoncer qu'une messe de Requiem sera célébrée pour le repos de l'âme de M. Jean MAZARD, sera célébrée en l'église Notre-Dame d'Autel, le mercredi 25 février 1976, à 8 h. 30.

— M. et Mme E. Rudolf, leurs enfants et petits-enfants, M. et Mme R. Ruffet, leurs enfants et petits-enfants, informent que la messe du repos de l'âme de M. Miro POISSY, aura lieu le mardi 24 février 1976, à 14 h. 15, en l'église Notre-Dame de l'Espérance, Le Saquet, à Cannes, suivie de l'inhumation au cimetière du Grand-Jac, dans le caveau de famille.

— On nous prie d'annoncer le décès de M. Georges MEYER, président des Anciens élèves honoraires, air, mer, une pensée est demandée à tous ceux qui sont restés fidèles à son souvenir.

Messes

— On nous prie d'annoncer qu'une messe sera célébrée pour le repos de l'âme de M. Miro POISSY, le vendredi 27 février 1976, à 19 heures, en l'église Saint-Hoch (chapelle de la Vierge), 208, rue Saint-Honoré, Paris-1^{er}.

— On nous prie d'annoncer qu'une messe de Requiem sera célébrée pour le repos de l'âme de M. Jean MAZARD, sera célébrée en l'église Notre-Dame d'Autel, le mercredi 25 février 1976, à 8 h. 30.

— M. et Mme E. Rudolf, leurs enfants et petits-enfants, M. et Mme R. Ruffet, leurs enfants et petits-enfants, informent que la messe du repos de l'âme de M. Miro POISSY, aura lieu le mardi 24 février 1976, à 14 h. 15, en l'église Notre-Dame de l'Espérance, Le Saquet, à Cannes, suivie de l'inhumation au cimetière du Grand-Jac, dans le caveau de famille.

Communications diverses

— Les lois psychomathématiques et les bases d'une science médicale révélées dans la Bible par J.-T. Bessière (24 février et 13 mars 1976, à 15 heures, au bistrot de Vaugrand (Montparnasse)).

Soutenances de thèses

— Mardi 24 février, à 9 heures, université de Paris-Sorbonne, salle Louis-Lard, M. André Epiau de La Massière : « Humanisme classique et synchronisme mythique chez Paul Claudel (1880-1955). Recherche de sources ».

Visites et conférences

MARDI 24 FÉVRIER

VISITES GUIDÉES ET PROMENADES

Calendrier national des monuments historiques, 15 heures, métro Pyramides, Mme Rachelle : « Un peu d'histoire des bastions du vieux Paris ».

15 h. 30, 277 bis, rue Saint-Jacques, Mme Bouquet des Champs : « Le Val-de-Grâce et l'abbaye d'Aurillac ».

15 h. 17, quai d'Anjou, Mme Dèze : « Hôtel de Lamoignon ».

15 h. 21, avenue de la République, Mme Legros : « Le pavillon de Baltard à la Villette ».

15 h. 30, rue de la Vierge, Mme Fuchal : « 1793, le renouveau d'une ville ».

15 h. 1, rue Saint-Louis-en-l'Île : « Les hôtels de l'Île Saint-Louis » (à travers Paris).

15 h. 14, rue Saint-Jacques : « Curiosités et particularités des maisons du faubourg Saint-Jacques » (Mme Barrière).

CONFÉRENCES

— 19 h. 44, rue de Rennes, M. Philippe Lavastine : « La messe vespérale du feu ».

21 h. 1, rue Chérubini, professeur Fernand Schwartz : « Les tarot égyptiens » (Nouvelle Acropole).

19 h. 15, hôtel Hilton, salon Gray, 18, avenue de Suffren, M. J. Brunet, F. Decharre, E. Lévêq, J. Ribadeau-Dumas, J. Tassier : « La confrontation des pouvoirs dans l'entreprise, état, actionnaires, salariés » (ESLSCA).

20 h. 20, 21, rue Notre-Dame-de-Vieillesse, Mme Claude Thibaut : « Les musées de France et de l'étranger ».

19 h. 45, Grand Palais, avenue du Général-De Gaulle, M. Werner Hoffmann : « Dictionnaire encyclopédique et consécration » (ASDA).

20 h. 15, salle des congrès de la mairie de Valenciennes, général Perange, commandant de la brigade des sapeurs-pompiers de Paris, et son état-major : « Exposé suivi d'un débat » (Maison-Club de Nanterre).

20 h. 45, Maison des Contrastes, 4, rue Jean-Goussier, Jean Callet : « La sécurité en Méditerranée » (Union royale de l'Île-de-France).

20 h. 45, hôtel des Ingénieurs des Arts et Métiers, 9 bis, avenue d'Alsace, M. Daniel Arasse : « Le jeu ambigu du manéisme » (U.L.S.).

SCHWEPES Bitter Lemon.

Seul le véritable Bitter Lemon.

Champagne!

Pour fêter le lancement de sa nouvelle ligne Boulogne-Douvres Normandy Ferries offrira le champagne à tous les passagers qui présenteront cette annonce.

Le 8 Avril 1976, Normandy Ferries mettra en service une nouvelle ligne Boulogne-Douvres. Automobiles, motocyclistes ou... simples piétons, les avantages de cette nouvelle ligne sont nombreux : 3 départs par jour (4 en été). Accès direct au quai d'embarquement. Le légendaire confort et l'accueil exceptionnel réservé aux passagers de Normandy Ferries. Enfin, le champagne gracieusement offert.

Si vous n'êtes pas pressé, si le charme d'une « mini-croisière » vous tente... Normandy Ferries met à votre disposition deux départs quotidiens (Le Havre-Southampton, 12 h et 23 h) à bord de magnifiques navires ultra confortables pour faire du shopping (free tax), déjeuner ou dîner, danser, écouter de la musique ou... simplement dormir dans une cabine digne d'un ruban bleu! Normandy Ferries.

Normandy ferries

M.V. Lion, M.V. Dragon, M.V. Léopard.

Renseignements et réservation toutes agences de voyages.

recherche des Signes du ZODIARQUE

ROS LOTI

page mercredi 25 février

RUGBY

« Attention, arbitre! »

SPORTS

L'AVENIR DES ATHLÈTES DE HAUT NIVEAU

UN STATUT POUR LE CHAMPION ?

par PIERRE MAZEAUD (*)

Le comportement de nos champions dans les grandes compétitions internationales fait l'objet de commentaires périodiques de l'opinion. J'aime y voir un signe de l'attention croissante que les Français portent au sport lui-même par personnes interposées. Mais peut-être sont-ils insuffisamment éclairés sur les conditions de vie, peut-être ont-ils le travail ? qui sont celles des athlètes de haut niveau.

Le premier ministre a récemment rappelé l'intérêt qu'il attachait à l'établissement d'un statut de l'athlète. Le Comité olympique français, de son côté, est sujet à l'ordre du jour de ses travaux (1). Je m'en félicite d'autant plus que j'avais, dès mon arrivée à la tête du secrétariat d'Etat, indiqué que là se trouvait, à mes yeux, une des clés de l'avenir, si la France voulait tenir son rang dans le sport international.

De quoi s'agit-il au fond ? De reconnaître que la participation à la haute compétition moderne, quelle que soit la spécialité sportive choisie, requiert une disponibilité de temps incompatible avec la poursuite normale d'un programme d'études ou l'exercice habituel d'une profession. Les entraînements au rythme de six heures par jour, les stages, les déplacements, les épreuves, représentent une astreinte très aisément comparable à celles de n'importe quelle profession.

Or, précisément, cette activité n'est pas considérée comme de nature professionnelle : l'athlète amateur, à la différence de son collègue professionnel, est censé ne pas tirer profit de son art. Il conviendrait, dès lors, que la collectivité nationale, dont il porte les couleurs, lui fournisse une aide qui lui permette de s'entraîner sans nourrir de soucis permanents quant à son présent et surtout quant à son avenir.

Un ensemble d'aides

C'est cet ensemble d'aides qui peut constituer ce que l'on appelle un statut, terme impropre peut-être puisqu'il évoque surtout les droits et obligations des agents de la fonction publique mais qui fait image.

Si la légitimité de cette aide me paraît désormais unanimement reconnue, il subsiste toutefois deux problèmes au moins, celui de sa nature et celui de son origine. Quelle forme d'aide est acceptable ? et à qui revient-il de la fournir ?

Sur le premier point, aussi bien les pouvoirs publics que les fédérations internes se trouvent liés par les règlements des instances internationales : Comité international olympique ou fédérations internationales qui définissent ce qu'elles entendent par amateurisme.

Longtemps, on le sait, cette définition a été très stricte. Ladémarche en fut l'une des victimes. Aujourd'hui, elle fait plus libérale. Mais elle comporte néanmoins certaines limites. Par exemple, il est admis que l'athlète puisse bénéficier de certains remboursements occasionnels par ses frais d'entraînement, mais non qu'il se transforme en support publicitaire pour telle ou telle marque.

Ainsi donc, il appartient aux responsables sportifs et notamment à ceux qui siègent à l'échelon international de définir clairement la notion d'amateurisme : une notion rénovée qui ne soit pas hypocritement battue en brèche, et je souhaite que leur position sache concilier les idéaux auxquels tient la patrie de Pierre de Coubertin et le réalisme auquel nous conduit l'examen de la situation présente.

Entre autres, il est anormal de voir deux poids et deux mesures appliqués aux athlètes des pays de l'Ouest et à ceux des pays de l'Est. Sur le second aspect : qui doit apporter l'aide permise par les règlements internationaux ? le débat reste très ouvert.

Dans le cas français, les pouvoirs publics ont été jusqu'ici, par l'intermédiaire du secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports, les principaux dispensateurs, si l'on excepte l'apport réalisé dans certaines disciplines par les fabricants de matériel sportif.

Cette aide, disons-le d'entrée, est essentiellement, mais non exclusivement financière.

Elle commence par des interventions auprès des employeurs, publics ou privés, afin que ceux-ci veuillent bien placer l'athlète dans les meilleures conditions possibles de travail. A ce titre, près de deux mille cinq cent lettres ont été expédiées par nos services dans le cadre de la préparation olympique.

Mais l'aide prend également la forme d'affectations préférentielles dans la fonction publique. Ainsi,

pour les athlètes qui sont étudiants, professeurs ou entraîneurs en éducation physique et sportive, on veille à ce que leur affectation soit au mieux compatible avec les exigences de leur entraînement.

Elle prend pour les jeunes espoirs la forme d'une inscription dans une section sport-études qui au sein de tel lycée ou de tel collège permet aux élèves de poursuivre de pair leurs études et leur entraînement.

Elle prend enfin la forme de bourses destinées à compenser les frais d'entraînement, voire les manques à gagner nécessités par les stages ou les déplacements. Ces bourses sont versées aux athlètes par l'intermédiaire du Comité national olympique et de leurs délégations.

Sur tous ces points, l'action du secrétariat d'Etat a été jusqu'ici ponctuelle et volontairement discrète. Un élément nouveau vient d'intervenir : c'est la loi relative au développement du sport qui comporte deux dispositions extrêmement importantes.

La première c'est l'article 17 : « L'Etat veille à garantir la promotion sociale des sportifs de haut niveau ».

Cette garantie prévoit notamment l'octroi d'aides diverses, d'aménagements et de réduction des horaires de travail en fonction des impératifs d'entraînement et de compétition et des dispositions tendant à l'insertion ou à la réinsertion professionnelle.

Et la seconde... c'est l'article 18 : « Il est créé un fonds national d'aide aux sportifs de haut niveau. Sur proposition d'une commission mixte paritaire comprenant des représentants de l'Etat et du mouvement sportif, ce fonds attribue des aides aux sportifs de haut niveau et prend notamment en charge les dépenses afférentes aux actions visées à l'article 2 de l'article précédent ».

Ainsi, d'une part, la pratique des aides reçoit une sanction législative, d'autre part le financement de ces actions se trouve assuré, en dehors de toutes les vicissitudes budgétaires, par les ressources d'une taxe (créée parallèlement par loi de finances) qui établit une solidarité sportive entre les spectateurs et les athlètes, toutes disciplines confondues.

Un chiffre : pour cette année olympique, alors que le nouveau système ne fait qu'entrer en vigueur, les aides personnelles versées aux athlètes par le secrétariat d'Etat à travers le C.N.O.S.F. et les fédérations représentatives environ 3 millions de francs nouveaux. Ce n'est ni négligeable ni, me semble-t-il, excessif. La question se pose de savoir si l'on peut aller plus loin.

Des débouchés pour les athlètes

On peut bien sûr imaginer une aide de l'Etat encore supérieure. Mais où se trouve dès lors la différence avec l'athlète d'Etat que notre philosophie politique refuse, et avec le professionnel que les règlements internationaux excluent ? Je ne suis d'ailleurs pas sûr que l'argent soit un élément positif en la matière, et que la perspective du gain soit un réel stimulant. En serait-il persuadé que, pour des raisons évidentes de philosophie morale, je devrais le démentir.

Sur quel plan dès lors faire porter les efforts ? Sans doute sur celui de la formation professionnelle. Il convient que durant sa carrière sportive, l'athlète soit aidé à préparer sa situation future.

Un premier débouché auquel on songe tout naturellement est celui de l'encadrement d'un sport dans lequel il a manifesté des dons tout particuliers. Que la valeur sportive soit une chose et la compétence pédagogique une autre, cela est sûr. Mais la compétence pédagogique peut s'acquérir. Ainsi pouvons-nous sans trop de difficultés aider les athlètes qui le désirent à préparer soit le professorat ou le professorat adjoint d'éducation physique et sportive (c'est le cas depuis plusieurs années grâce à des sections de préparation spéciale à l'I.N.S. ou dans certains CREPS, dont les résultats sont particulièrement brillants), soit un brevet d'Etat d'entraîneurs sportifs qui leur permette d'animer, contre rémunération, tel club ou les services de telle collectivité locale. Les exemples étrangers le prouvent : les meilleurs entraîneurs sont souvent d'anciens champions qui ont reçu une formation complémentaire.

Mais il faut encore envisager d'autres débouchés possibles, conformes aux aspirations des athlètes. On doit lui distinguer le cas du secteur public et celui du secteur privé.

Face au secteur privé, les modes d'intervention sont limités. Tout au

plus peut-on mener une politique de « relations publiques » avec les principaux annonceurs de ce pays pour les inciter à s'attacher les services de tel ou tel champion. Je note d'ailleurs qu'à l'exception de quelques entreprises spécialisées dans l'équipement sportif, et à la différence de pays proches du nôtre, cette forme de « mécénat sportif » reste en France peu développée.

Face au secteur public, nous nous heurtons aux principes traditionnels du recrutement de la fonction publique, qui exige presque toujours la possession d'un diplôme, à défaut de la réussite à un concours. Je soulignerais très vivement obtenir sur ce point quelques assouplissements. Mais je reconnais les problèmes que cela pose au regard du principe de l'égalité de tous devant l'accès au service public.

En définitive, donc, c'est moins sur le plan de l'embauche ultérieure que sur celui de la formation professionnelle intermédiaire que nous pouvons agir.

Nous avons déjà, depuis un an, amorcé une expérience de formation aux méthodes de gestion, groupant une quinzaine d'athlètes qui préparent en deux ans, par des séminaires et des cours par correspondance, un brevet de technicien. C'est à mon sens cette voie qu'il faut développer en en diversifiant les options. Dans ce sens, j'ai récemment créé un collège chargé de la formation professionnelle d'une demande tendant à accorder un certain nombre de bourses de formation à des athlètes qui désiraient bénéficier d'une formation ou d'une reconversion professionnelle.

Pour conclure, quelques remarques d'ordre général.

La première, c'est que le sport de haute compétition est un domaine à part qui exige des solutions propres. Les champions ne peuvent pas être des sportifs comme les autres ; leur disponibilité doit être totale.

La seconde, c'est que le nombre de ces athlètes est relativement réduit : un millier environ comprenant un certain nombre d'espoirs. Cela m'amène à penser que les solutions ne sont pas hors d'attente et qu'elles nécessitent finalement plus d'actions au coup par coup que des mesures de portée générale.

La troisième, c'est que si l'Etat veille à garantir la promotion des athlètes de haut niveau, il ne doit pas être le seul à s'en préoccuper. Les groupements sportifs, clubs, fédérations, Comité national olympique et sportif français, sont au premier chef concernés, et je me réjouis de savoir que ce thème fait l'objet de leurs réflexions actuelles.

Et enfin que tout cela est aussi de la responsabilité de l'athlète lui-même. Il n'est pas de grand champion qui ne sache se prendre en main. L'aide extérieure ne doit pas lui servir de substitut, mais à condition qu'il l'utilise pour sa propre promotion sportive et sociale.

Un statut, c'est un ensemble de droits, mais aussi d'obligations.

BIBLIOGRAPHIE
« GEORGES CARPENTIER
GENTLEMAN DU RING »
d'Olivier Merlin

La vie de Georges Carpentier, qui ne croit la connaître ? Le match contre Jack Dempsey, tout Paris qui attend dans la rue, le nez au vent, ce ton à la fois blanche éclairée la nuit. « Carpentier vaincu, les Parisiens se sentent soudain coupables. Ils sont allés vraiment un peu loin ».

Celui qui porte ce jugement était alors un petit garçon que ses parents avaient exceptionnellement autorisés à aller et qui, par la suite, a souvent rencontré l'idole de cette nuit historique. Habitué à regarder vivre les vedettes, qu'elles soient de l'Opéra ou des stades, Olivier Merlin a, pour les décrire, ce ton à la fois tendre et malicieux que l'on réserve aux amis. Témoin de « la Belle Époque », journaliste depuis près d'un demi-siècle et écrivain de surcroît, il a composé la biographie du champion, comme un boxeur même ses combats, round après round sans quitter le ring.

En quinze jours, chapitre après chapitre, Olivier Merlin a pris dans les filets de ses souvenirs et de son érudition l'histoire de cet homme tout de même exceptionnel que fut Georges Carpentier. On ne suit avec l'émotion curieuse du spectateur qui sait comment va s'achever le match, mais qui n'en reste pas moins éberlué à l'instant du K.O.

C'est un livre écrit dans un style à la fois incisif et élégant, convenant au personnage qui a su s'affirmer glorieux ou malheureux, derrière sa légendaire distinction. — F. S.

* Librairie Hachette, 178 pages, illustré 35 F.

VU

Moïse et la terre promise

Dans cet hôtel de Savoie où nous étions, on se bousculait littéralement devant le récepteur dans l'attente, vendredi soir, du Moïse italo-britannique de Gianfranco de Bosio. Pourquoi ce record d'affluence ? D'abord, semble-t-il, parce qu'on pensait voir s'inscrire sur l'écran un super-léviton, une production colossale à la Ben Hur. Et puis, parce qu'on espérait s'instruire, rafraîchir de vieux souvenirs, d'autant de l'école du dimanche, savoir — comment c'était — vraiment. En pays latin on n'a pas souvent la Bible sous la main, et Booz, Ruth, Esther, Samson et jusqu'à Moïse et ses dix commandements restent à l'onglé dans les grandes idées, à l'exception d'une ignorance déchirée par un vers de Hugo, de Racine, ou un film de Cecil B. de Mille. On a été déçu, avouons-le.

Bien sûr, ce n'est qu'un début. La naissance du prophète dans une stable déjà (d'où tire-t-on cela ?) au moment même où sont arrivés à leur mère tous les enfants mâles d'Israël — de gros

bébés Nestlé qui faisaient plus envie que pitif, — sa jeunesse à la cour de Ramsès, la façon dont il retrouve les sœurs après de longues années d'absence, ou plutôt la piste de l'exil à dos de chameau (curieux ça aussi, on imaginait plutôt un âne). Non, rien de bien spectaculaire encore. Sans doute faudra-t-il que s'entrouvrent les yeux de la mer Rouge pour que les choses se corsent un peu. L'attente elle-même ne vaudra que plus tard ses promesses. Moïse aura bientôt les traits de Burt Lancaster. Pour le moment, il a la grâce endormie et mollesse d'un fils William et ne paraît guère à la hauteur du taboulet d'ivoire que lui préparent les Échiquiers royaux par Freud. N'est-il pas, aux yeux des agnostiques, l'un des deux ou trois plus grands génies de tous les temps, celui qui a « inventé » la première religion monothéiste ? Rien moins.

Etant peu au fait de la façon dont se comportaient princes et

grands prêtres sous les pharaons, je suis incapable de dire si ce que l'on nous a montré, et qui paraissait peu vraisemblable, traduisait une quelconque réalité. On pouvait se le demander. Et dans ces cas-là, dès que le doute s'installe, on n'a qu'une envie, c'est de décamper. De deux choses l'une : ou l'on se croit au Châtelet, ou l'on se sait aux Amériques. Là, on avait l'impression d'avoir mis et perdu sur les deux tableaux. Le seul moment où j'ai eu le sentiment de revivre un moment d'histoire ou de légende, c'est en voyant passer sur les eaux sales du Nil la panthère contournant le nouveau-né, et à la fin aussi, l'arrivée de Moïse au pays de Madian, à l'est du golfe d'Aden, devant la palme où se penchent les filles volées de Jethro. Cela correspond assez bien à ce que l'on sait de la vie quotidienne de ces tribus nomades avant le retour en terre promise. Attendons donc pour juger.

CLAUDE SARRAUTE.

D'une chaîne à l'autre

L'AMÉRIQUE PRIMEE A MONTE-CARLO

Le jury du sixième Festival international de la télévision de Monte-Carlo a attribué, dimanche, sa Nymphée d'or à la dramatique américaine. Le jury qui a effrayé l'Amérique, le Prix de la critique est allé à Une soirée du Belge Jean-Jacques Fécé. Des mentions spéciales ont été accordées à Georges Wilson, pour sa réalisation de L'opéra de la biennale (diffusé sur Antenne 2) et, dans les films de série, à l'enquête-fiction produite par Eliane Victor pour TF1 : « Cécile ou la Raison des femmes ».

L'OPPOSITION ET LE DROIT DE REPONSE

Le groupe du P.S. et des radicaux de gauche de l'Assemblée nationale a déposé, vendredi 10 février, une proposition de loi visant

à étendre à la radio et à la télévision le droit de réponse institué par la loi relative à la presse écrite. Il estime, en effet, que ce droit de réponse est fondamental dans une démocratie représentative, marqué par la liberté politique, et souvent abusive, de l'audio-visuel.

CHASSEURS DE SON FRANCOPHONES

Un concours international d'enregistrements sonores, réservé aux jeunes qui à travers le monde apprennent le français — que ce soit leur langue maternelle ou non — est organisé par la Communauté radiophonique des programmes de langue française (C.R.P.L.F.). La C.R.P.L.F. groupe depuis 1955 les organismes de diffusion de la langue française, romande, canadienne et française. Aucun thème n'est fixé pour ce concours. Les participants devront seulement enregistrer des

documents en langue française obligatoirement telle quelle peut être entendue, telle quelle est parlée (langue universelle ou régionale, aux saveurs anciennes ou nouvelles).

TRIBUNES ET DEBATS

LUNDI 23 FÉVRIER

— M. Jacques Domnati, secrétaire général des républicains indépendants, répond aux questions des journalistes de Radio-Monte-Carlo, à 18 h 30.

— La Ligue internationale des femmes pour la paix exprime son opinion à la « Tribune libre » de FR3, à 19 h 40.

MARDI 24 FÉVRIER

— M. Vincent Auzurier, ministre du Commerce et de l'Industrie, est l'invité de « Radioscope » sur France-Inter, à 17 heures.

— La C.F.T.C. expose son point de vue à la « Tribune libre » de FR3, à 19 h 40.

LUNDI 23 FÉVRIER

CHAÎNE I : TF1

20 h. 30. La caméra du lundi... l'avenir du futur : « la Forêt interdite », de N. Ray (1959), avec B. Ives, Ch. Plummer, G. R. Lee, G. Vescovo.

À la fin du siècle, en Floride, un jeune professeur d'histoire naturelle cherche à empêcher, dans les Everglades, la mise en œuvre d'un projet de barrage qui détruirait les oiseaux rares dont les plumes sont ornées les chapeaux de femmes.

Vers 22 h. Débat : La nature malade de l'homme, avec les professeurs J. Dorst, T. Monod, A. Bombard, 23 h. 5. Journal.

CHAÎNE A : 2

20 h. 30. Jeu : La tête et les jambes ; 21 h. 45. Histoire de la langue : La mala parole (Les mots, les pauvres mots), de J.-P. Chabrol et P. Camus.

La langue verte du « peuple français », contée par les deux maîtres de l'Académie.



démie et ses résurgences dans l'argot. Avec l'aide de Léo Ferré et de notre collaborateur Jacques Collard.

CHAÎNE III : FR 3

20 h. 30 (R.). Prestige du cinéma : « En cas de malheur » de Cl. Autant-Lara (1958), avec C. Cabrol, B. Bardot, Ed. Fautrel, N. Borner (N.).

Un avocat, grand bourgeois et quinquagénaire, s'oppose à une fille de vingt ans, amoureuse et facile, dont il a obtenu l'acquiescement dans une affaire sordide, au prix d'un faux témoignage.

FRANCE-CULTURE

20 h. Poésie ; 20 h. 5. Carte blanche : « Férie amoureuse », de B. Lantier ; 21 h. 15. L'œuvre de « Les Vivants et les Morts », par C. Maurin et P. Numa ; 22 h. 35. Revues et courriels : « Esprit », avec J.-M. Domenech ; 23 h. A haute voix ; 23 h. 50. Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. Présentation de concert ; 20 h. 30. En direct du Studio 105 : Maitre de Radio-France, direction J. Jouineau, avec le Trio Desgrosjean : « Stabat Mater » (Roger Caimel) ; « Sonate en 2 pour piano » (S. Nigg) ; « Trio pour 30 piano, violon et violoncelle » (Schubert) ; 23 h. Dossiers musicaux : « L'Almanach du laborant », Evocation des travaux de la France préhistorique ; suivi de « Riches Heures » (Février) ; 24 h. La Cité ; 1 h. Contes de la musique qui parle.

MARDI 24 FÉVRIER

CHAÎNE I : TF1

De 12 h. 15 à 20 h. Programme ininterrompu avec à 13 h. 35. Restez donc avec nous.

20 h. 30. Variétés : Midem 76 ; 21 h. 30. Bientôt de la langue : Les architectes du Nouveau Monde... les États-Unis, la France et la liberté... par M. Briones et C. Kirchner ; Pierre Salinger, journaliste ; Henri Labouche, historien, et le duc de Castries, arrière-petit-neveu du marquis de La Fayette, racontent le rôle de la France dans la guerre d'indépendance.

22 h. 30. Littérature : De vivre voir... Fant-il regarder la mort en face ? par C. Collange et J. Ferniot ; 23 h. 25. Journal.

CHAÎNE A : 2

De 14 h. 30 à 20 h. Programme ininterrompu avec à 17 h. 30. Fenêtre sur...

20 h. 30. Les dossiers de l'écran : « L'Habit vert ». Film de R. Riché (1937), avec E. Poesco, V. Boucher, J. Berry, A. Lefaur (N.).

Le duc de Bréville, le mari le plus romanesque de France, duc de l'Académie française, est amené à soutenir la candidature d'un amant de sa femme à un concours de « l'homme de l'année ».

Vers 22 h. Débat : L'Académie française, avec MM. J. Mistler, M. Drumon, J. Orlon, C. Lévi-Strauss, le duc de Lévis Mirepoix, de

L'Académie française, MM. G. Cesbron, F. Nourissier, et notre collaborateur B. Poirot-Delpech, 23 h. 15. Journal.

CHAÎNE III : FR 3

19 h. Pour les jeunes ; 20 h. Les animaux chez eux : Costa Rica ; 20 h. 30. Westerns, films policiers, aventures : « Les Griffes du lion », de R. Attenborough (1971), avec A. Brancifort, R. Shaw, S. Ward, Ed. Woodward.

Ensemble et jeunesse de Winston Churchill. Sa conduite héroïque au Soudan égyptien et pendant la guerre des Boers, ses premiers succès politiques.

FRANCE-CULTURE

20 h. Poésie ; 20 h. 5. Dialogues : L'avenir de l'Asie orientale, avec Tiber Alende et François Joyeux ; 21 h. 30. Musiques de notre temps : Fernand Vandenbogaerde ; 22 h. 35. Revues et courriels : « Les Temps modernes », avec J. Pouillon et M.-A. Barrière ; 23 h. A haute voix : Les mots en vrac ; 23 h. 50. Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. Présentation de concert ; 20 h. 30. En direct de l'Auditorium 18 : Concerto pour piano, direction P. Bellugi ; « Die drei Pintos », d'après Weber (Mahler), avec G. Gellera, H. Winckler, L. Kirchstein (solistes d'un programme de disques) ; 24 h. Contes de la musique qui parle (H. Rostand, J. Giono, P. et C. Gley, G. Weidman, J.-L. Breu, J. B. Williams, B. et D. Kari) ; 1 h. Non écrits : Jean, musique Kratoch.

(1) Le Comité national olympique et sportif français (C.N.O.S.F.) devait présenter, le mardi 24 février, son projet de statut de l'athlète de haut niveau, qu'il soumettra aux pouvoirs publics.

LES SALES CONVENTIONNÉES
 1902-1903. 15 h. 15. 15. 15.
 1903-1904. 15 h. 15. 15. 15.
 1904-1905. 15 h. 15. 15. 15.
 1905-1906. 15 h. 15. 15. 15.
 1906-1907. 15 h. 15. 15. 15.
 1907-1908. 15 h. 15. 15. 15.
 1908-1909. 15 h. 15. 15. 15.
 1909-1910. 15 h. 15. 15. 15.
 1910-1911. 15 h. 15. 15. 15.
 1911-1912. 15 h. 15. 15. 15.
 1912-1913. 15 h. 15. 15. 15.
 1913-1914. 15 h. 15. 15. 15.
 1914-1915. 15 h. 15. 15. 15.
 1915-1916. 15 h. 15. 15. 15.
 1916-1917. 15 h. 15. 15. 15.
 1917-1918. 15 h. 15. 15. 15.
 1918-1919. 15 h. 15. 15. 15.
 1919-1920. 15 h. 15. 15. 15.
 1920-1921. 15 h. 15. 15. 15.
 1921-1922. 15 h. 15. 15. 15.
 1922-1923. 15 h. 15. 15. 15.
 1923-1924. 15 h. 15. 15. 15.
 1924-1925. 15 h. 15. 15. 15.
 1925-1926. 15 h. 15. 15. 15.
 1926-1927. 15 h. 15. 15. 15.
 1927-1928. 15 h. 15. 15. 15.
 1928-1929. 15 h. 15. 15. 15.
 1929-1930. 15 h. 15. 15. 15.
 1930-1931. 15 h. 15. 15. 15.
 1931-1932. 15 h. 15. 15. 15.
 1932-1933. 15 h. 15. 15. 15.
 1933-1934. 15 h. 15. 15. 15.
 1934-1935. 15 h. 15. 15. 15.
 1935-1936. 15 h. 15. 15. 15.
 1936-1937. 15 h. 15. 15. 15.
 1937-1938. 15 h. 15. 15. 15.
 1938-1939. 15 h. 15. 15. 15.
 1939-1940. 15 h. 15. 15. 15.
 1940-1941. 15 h. 15. 15. 15.
 1941-1942. 15 h. 15. 15. 15.
 1942-1943. 15 h. 15. 15. 15.
 1943-1944. 15 h. 15. 15. 15.
 1944-1945. 15 h. 15. 15. 15.
 1945-1946. 15 h. 15. 15. 15.
 1946-1947. 15 h. 15. 15. 15.
 1947-1948. 15 h. 15. 15. 15.
 1948-1949. 15 h. 15. 15. 15.
 1949-1950. 15 h. 15. 15. 15.
 1950-1951. 15 h. 15. 15. 15.
 1951-1952. 15 h. 15. 15. 15.
 1952-1953. 15 h. 15. 15. 15.
 1953-1954. 15 h. 15. 15. 15.
 1954-1955. 15 h. 15. 15. 15.
 1955-1956. 15 h. 15. 15. 15.
 1956-1957. 15 h. 15. 15. 15.
 1957-1958. 15 h. 15. 15. 15.
 1958-1959. 15 h. 15. 15. 15.
 1959-1960. 15 h. 15. 15. 15.
 1960-1961. 15 h. 15. 15. 15.
 1961-1962. 15 h. 15. 15. 15.
 1962-1963. 15 h. 15. 15. 15.
 1963-1964. 15 h. 15. 15. 15.
 1964-1965. 15 h. 15. 15. 15.
 1965-1966. 15 h. 15. 15. 15.
 1966-1967. 15 h. 15. 15. 15.
 1967-1968. 15 h. 15. 15. 15.
 1968-1969. 15 h. 15. 15. 15.
 1969-1970. 15 h. 15. 15. 15.
 1970-1971. 15 h. 15. 15. 15.
 1971-1972. 15 h. 15. 15. 15.
 1972-1973. 15 h. 15. 15. 15.
 1973-1974. 15 h. 15. 15. 15.
 1974-1975. 15 h. 15. 15. 15.
 1975-1976. 15 h. 15. 15. 15.
 1976-1977. 15 h. 15. 15. 15.
 1977-1978. 15 h. 15. 15. 15.
 1978-1979. 15 h. 15. 15. 15.
 1979-1980. 15 h. 15. 15. 15.
 1980-1981. 15 h. 15. 15. 15.
 1981-1982. 15 h. 15. 15. 15.
 1982-1983. 15 h. 15. 15. 15.
 1983-1984. 15 h. 15. 15. 15.
 1984-1985. 15 h. 15. 15. 15.
 1985-1986. 15 h. 15. 15. 15.
 1986-1987. 15 h. 15. 15. 15.
 1987-1988. 15 h. 15. 15. 15.
 1988-1989. 15 h. 15. 15. 15.
 1989-1990. 15 h. 15. 15. 15.
 1990-1991. 15 h. 15. 15. 15.
 1991-1992. 15 h. 15. 15. 15.
 1992-1993. 15 h. 15. 15. 15.
 1993-1994. 15 h. 15. 15. 15.
 1994-1995. 15 h. 15. 15. 15.
 1995-1996. 15 h. 15. 15. 15.
 1996-1997. 15 h. 15. 15. 15.
 1997-1998. 15 h. 15. 15. 15.
 1998-1999. 15 h. 15. 15. 15.
 1999-2000. 15 h. 15. 15. 15.
 2000-2001. 15 h. 15. 15. 15.
 2001-2002. 15 h. 15. 15. 15.
 2002-2003. 15 h. 15. 15. 15.
 2003-2004. 15 h. 15. 15. 15.
 2004-2005. 15 h. 15. 15. 15.
 2005-2006. 15 h. 15. 15. 15.
 2006-2007. 15 h. 15. 15. 15.
 2007-2008. 15 h. 15. 15. 15.
 2008-2009. 15 h. 15. 15. 15.
 2009-2010. 15 h. 15. 15. 15.
 2010-2011. 15 h. 15. 15. 15.
 2011-2012. 15 h. 15. 15. 15.
 2012-2013. 15 h. 15. 15. 15.
 2013-2014. 15 h. 15. 15. 15.
 2014-2015. 15 h. 15. 15. 15.
 2015-2016. 15 h. 15. 15. 15.
 2016-2017. 15 h. 15. 15. 15.
 2017-2018. 15 h. 15. 15. 15.
 2018-2019. 15 h. 15. 15. 15.
 2019-2020. 15 h. 15. 15. 15.
 2020-2021. 15 h. 15. 15. 15.
 2021-2022. 15 h. 15. 15. 15.
 2022-2023. 15 h. 15. 15. 15.
 2023-2024. 15 h. 15. 15. 15.
 2024-2025. 15 h. 15. 15. 15.
 2025-2026. 15 h. 15. 15. 15.
 2026-2027. 15 h. 15. 15. 15.
 2027-2028. 15 h. 15. 15. 15.
 2028-2029. 15 h. 15. 15. 15.
 2029-2030.

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
Offres d'emploi "Placards encadrés"	36,00	42,03
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,18
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne T.C.
Achat-Vente-Location	26,00	30,36
EXCLUSIVITES	32,00	37,36
L'AGENDA DU MONDE	25,00	29,19
(chaque mercredi et chaque vendredi)		



emplois internationaux

emplois internationaux

emplois internationaux

La Commission des Communautés Européennes

Centre Commun de Recherche - Etablissement d'Ispra (Italie)

RECRUTE:

1) Un scientifique

possédant diplôme universitaire en informatique, mathématiques ou ingénierie, pour des programmes de recherche en informatique et logiciels associés, et chargé de tâches de planification, de relations internes et externes au niveau consultatif, et d'admission de projets.

2) Un scientifique

possédant diplôme universitaire avec spécialisation en informatique scientifique, documentation automatique et banques de données, pour l'accomplissement de tâches de conception, d'étude et de contrôle en matière de "data management".

3) Un scientifique

possédant diplôme universitaire en génie électrique et connaissances en programmation (FORTRAN), pour l'analyse théorique de l'évolution des accidents dans le réseau des réacteurs rapides sodium chargé, dans le cadre d'études de modèles et de programmes de calcul.

4) Un scientifique

possédant diplôme universitaire avec spécialisation en informatique et bonne connaissance d'ordinateurs, pour gérer et exploiter le matériel et le logiciel de base du centre de calcul (équipement actuel: IBM 370/155-OS).

5) Six techniciens

possédant diplôme universitaire en technologie (éventuellement avec formation ou expérience en techniques de programmation et langages de programmation scientifique (en particulier FORTRAN) et connaissance des grands et petits ordinateurs.

Le candidat retenu sera recruté sous contrat temporaire (2+1 ans) dans la catégorie A (catégorie B pour les postes n° 5 et 10), suivant leur formation et leur expérience professionnelle.

Les candidatures, accompagnées d'un curriculum vitae bien détaillé (copie des diplômes souhaités) ET SPECIFIANT CLAIREMENT LE NUMERO DE L'EMPLOI SOLICITE doivent parvenir à l'adresse suivante:

CENTRE COMMUN DE RECHERCHE, Division des Ressources Humaines et Personnel, F-21020 ISPRAS (VA), Italie, AVANT LE 20.03.1976.

7) Un scientifique

avec diplôme universitaire en chimie, géochimie ou géologie, pour l'étude des problèmes géochimiques ou géobiologiques du stockage des éléments radioactifs en formations géologiques (coûtes profondes inclus).

8) Un scientifique

possédant diplôme universitaire d'ingénieur mécanicien, électrotechnicien, électronicien ou physicien pour assumer les fonctions de chef de groupe chargé des mesures thermodynamiques en conditions stationnaires et non stationnaires dans des flux ou mélanges mono- et bi-phases, de l'élaboration des signaux provenant de ces mesures ainsi que du développement de méthodes de mesures de portée et de densité.

9) Un scientifique

possédant diplôme universitaire en physique, en ingénierie mécanique ou chimique ("chemical engineering"), avec spécialisation en dynamique des fluides et expérience en échanges thermiques et en écoulement biphasé transitoire et compressible, chargé de travaux théoriques dans le cadre des études de l'impact de réacteurs en cas d'accident dans les réacteurs nucléaires.

10) Un technicien

avec formation ou expérience dans le domaine des matériaux à haute température (2000°C) et de la mécanique, et connaissances en informatique, pour les travaux suivants: design, préparation et conduite d'essais à haute température, expériences sur circuit de sodium et exploitation d'essais.

INTERNATIONAL COMPANY FOR ENGINEERING S.A.

REQUIRES

PROJECT MANAGERS

for multiyears technical assistance advisory services in developing countries (Africa, Middle and Far East). Projects involve assistance in governmental branches in administration, organization and management, road maintenance engineering, planning.

The person required would be in the position to co-ordinate other team members.

Previous specific experience is requested. Fluency in English and/or French.

Send a typed copy of your C.V., including your telephone number, under Ref PM18, to:

CONSEIL EN RECRUTEMENT
5 bis rue Keppler,
75116 PARIS

PROFILS

GROUPE MINIER

recherche pour l'une de ses exploitations en AFRIQUE NOIRE francophone (zone C.F.A.) un Diplômé d'Etudes Supérieures à dominante juridique afin de lui confier totalement la responsabilité de son

SERVICE ADMINISTRATIF ET DU PERSONNEL

Le choix se portera sur un candidat d'au moins 35 ans, ayant l'expérience de fonctions similaires dans l'industrie. Responsable de la gestion des Cadres (20 personnes), de la paie et des relations extérieures, il sera le conseiller juridique de la Direction. Son rôle sur le plan humain sera déterminant.

Envoyer avec C.V. explicite sous réf. CADMIUM à

CETAGEP
50, AVENUE AMIRAL LEROY, 92100 MARYLENE

LE CONSEIL DES COMMUNAUTÉS EUROPEENNES Bruxelles

organise un concours en vue de la constitution d'une réserve de recrutement d'

administrateurs

(Fonctions de conception, d'étude ou de contrôle)

Etudes universitaires complètes sanctionnées par un diplôme (ou expérience professionnelle d'un niveau équivalent), de préférence dans un des domaines suivants: sciences économiques, juridiques, politiques ou sociales.

Deux ans au moins d'activité professionnelle.

Etre né après le 31 décembre 1939.

Etre ressortissant d'un des Etats membres des Communautés européennes.

Traitement mensuel net compris entre 46.300 FB et 50.700 FB; le cas échéant, indemnité de déplacement (16 % du traitement de base) et allocations de foyer, familiales, etc.

Pour le texte de l'avis de concours ainsi que le formulaire d'acte de candidature obligatoire écrire au: Service du Personnel, Secrétariat Général du Conseil, rue de la Loi 170, B - 1048 BRUXELLES (Belgique). Date limite de renvoi des actes de candidature: 31 MARS 1976.

UN ETAT ARABE DU GOLFE recherche

DES CANDIDATS

REMPLEISSANT LES CONDITIONS SUIVANTES:

a) Avoir un doctorat ou une maîtrise, dans leur domaine d'activité, d'une université reconnue.

b) Avoir une expérience professionnelle importante dans le domaine attribué.

Postes à pourvoir par des Experts dans les domaines suivants:

Economie, Législation, Pétrole, Affaires Bancaires, Administration Publique, Information, Affaires Politiques ou Relations Industrielles.

SOUMETTRE au: 57, quai d'Orsay, PARIS (VII^e).

AMNISTIE INTERNATIONALE

CHERCHEUR POUR LE DEPARTEMENT DE L'AMERIQUE LATINE

Principales qualifications:

expérience pers. et connaissance spécialisée de l'Amérique latine, très bonne connaissance de l'espagnol, formation soit juridique, soit de recherche, avec expérience profess. préalable indispensable. Nous cherchons quelqu'un qui s'intéresse aux droits de l'homme et possédant un bon jugement politique.

Le travail comprend la préparation de dossiers personnels sur des prisonniers, la production d'opinions de fond et de briefing pour des missions.

La candidate doit formuler une politique à long terme et diriger des campagnes. Comme il peut être amené à voyager, elle doit disposer d'un passeport valide.

Rémunération: 6.300 \$ par an. Date limite de candidature: 15 mars 1976. Adr. demandes de candidature et de renseignements: directeur de l'Administration, 31 THEOBALDS ROAD, LONDRES WC1X 8SP.

Les candidats sélectionnés seront convoqués pour entrevue soit à Paris, soit à Londres.

فارغ التحصيلان و دانشجويان ايرانى Iranian Graduates

صنایع ملی نفت ایران به عده کثیری از فارغ التحصيلان و دانشجويان ايرانی که تا پایان سال ۱۳۵۶ در رشته های مذکور در زیر فارغ التحصيل ميشوند احتیاج دارد.

Chemical Engineering

Civil Engineering

Computer Science

Systems Analysis

Drilling Engineering

Electrical Engineering

Electronic Engineering

Gas & Gas Liquid Engineering

Geology

Industrial Engineering

Instrument Engineering

Mechanical Engineering

Petroleum Engineering

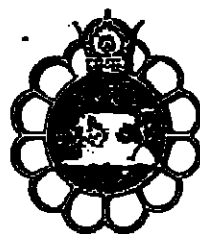
Production Engineering

Reservoir Engineering

Applications should be sent

as soon as possible to the

following address:



Mr A. Etemadi
Administration Department
National Iranian Oil Company
Granville House
132/5 Sloane Street
London SW1 England

کرت نفت ایران

SNS

recrute d'urgence

INGÉNIEUR « MÉTHODE »

ou

PSYCHOLOGUE INDUSTRIEL

Le candidat retenu sera appelé à encadrer une formation d'analystes du travail et à participer au perfectionnement d'un système d'étude et de qualification du travail. Le poste conviendrait à une personne ayant déjà participé à la mise en place d'un service analyse du travail.

Adr. C.V. détaillé avec prétentions à:
SNS - Direction du Personnel
Service Emploi - B.P. n° 25
BIRMANDREIS - ALGER

Une opportunité de carrière pour des spécialistes de l'information médicale

Nous sommes l'un des premiers laboratoires pharmaceutiques mondiaux. La qualité et la diversité de nos spécialités nous ont permis une expansion rapide. Pour renforcer notre division AFRICAINE, nous créons le poste d'

ANIMATEUR DE VENTE POUR L'ALGERIE

L'homme que nous souhaitons engager a plus de 30 ans, une formation scientifique (par exemple, 1 ou 2 années d'études supérieures en sciences ou en médecine) et une expérience réussie de l'animation des ventes dans l'industrie pharmaceutique (produits médicaux ou vétérinaires). Il est de nationalité algérienne.

Nos objectifs de développement le conduiront à promouvoir l'image de notre laboratoire auprès des prescripteurs habituels. Homme de terrain, il aura pour mission d'animer, de gérer et de motiver une équipe de vendeurs médicaux.

Sa réussite lui assurera de larges perspectives d'évolution de carrière au sein du Groupe.

Les candidats intéressés adresseront leur curriculum vitae détaillé sous réf. 58495 à HAVAS CONTACT 156 bd Haussmann 75008 Paris.

Une discrétion absolue est assurée.



emplois internationaux

ingénieurs

SEF

SOCIÉTÉ EUROPÉENNE DE PROTECTION ET ASSURANCE DE VIE

recherche pour l'une de ses exploitations en AFRIQUE NOIRE francophone (zone C.F.A.) un Diplômé d'Etudes Supérieures à dominante juridique afin de lui confier totalement la responsabilité de son

Le choix se portera sur un candidat d'au moins 35 ans, ayant l'expérience de fonctions similaires dans l'industrie. Responsable de la gestion des Cadres (20 personnes), de la paie et des relations extérieures, il sera le conseiller juridique de la Direction. Son rôle sur le plan humain sera déterminant.

Envoyer avec C.V. explicite sous réf. CADMIUM à

CETAGEP
50, AVENUE AMIRAL LEROY, 92100 MARYLENE

recherche pour l'une de ses exploitations en AFRIQUE NOIRE francophone (zone C.F.A.) un Diplômé d'Etudes Supérieures à dominante juridique afin de lui confier totalement la responsabilité de son

Le choix se portera sur un candidat d'au moins 35 ans, ayant l'expérience de fonctions similaires dans l'industrie. Responsable de la gestion des Cadres (20 personnes), de la paie et des relations extérieures, il sera le conseiller juridique de la Direction. Son rôle sur le plan humain sera déterminant.

Envoyer avec C.V. explicite sous réf. CADMIUM à

CETAGEP
50, AVENUE AMIRAL LEROY, 92100 MARYLENE

recherche pour l'une de ses exploitations en AFRIQUE NOIRE francophone (zone C.F.A.) un Diplômé d'Etudes Supérieures à dominante juridique afin de lui confier totalement la responsabilité de son

Le choix se portera sur un candidat d'au moins 35 ans, ayant l'expérience de fonctions similaires dans l'industrie. Responsable de la gestion des Cadres (20 personnes), de la paie et des relations extérieures, il sera le conseiller juridique de la Direction. Son rôle sur le plan humain sera déterminant.

Envoyer avec C.V. explicite sous réf. CADMIUM à

CETAGEP
50, AVENUE AMIRAL LEROY, 92100 MARYLENE

recherche pour l'une de ses exploitations en AFRIQUE NOIRE francophone (zone C.F.A.) un Diplômé d'Etudes Supérieures à dominante juridique afin de lui confier totalement la responsabilité de son

Le choix se portera sur un candidat d'au moins 35 ans, ayant l'expérience de fonctions similaires dans l'industrie. Responsable de la gestion des Cadres (20 personnes), de la paie et des relations extérieures, il sera le conseiller juridique de la Direction. Son rôle sur le plan humain sera déterminant.

Envoyer avec C.V. explicite sous réf. CADMIUM à

CETAGEP
50, AVENUE AMIRAL LEROY, 92100 MARYLENE

recherche pour l'une de ses exploitations en AFRIQUE NOIRE francophone (zone C.F.A.) un Diplômé d'Etudes Supérieures à dominante juridique afin de lui confier totalement la responsabilité de son

Le choix se portera sur un candidat d'au moins 35 ans, ayant l'expérience de fonctions similaires dans l'industrie. Responsable de la gestion des Cadres (20 personnes), de la paie et des relations extérieures, il sera le conseiller juridique de la Direction. Son rôle sur le plan humain sera déterminant.

Envoyer avec C.V. explicite sous réf. CADMIUM à

CETAGEP
50, AVENUE AMIRAL LEROY, 92100 MARYLENE

recherche pour l'une de ses exploitations en AFRIQUE NOIRE francophone (zone C.F.A.) un Diplômé d'Etudes Supérieures à dominante juridique afin de lui confier totalement la responsabilité de son

Le choix se portera sur un candidat d'au moins 35 ans, ayant l'expérience de fonctions similaires dans l'industrie. Responsable de la gestion des Cadres (20 personnes), de la paie et des relations extérieures, il sera le conseiller juridique de la Direction. Son rôle sur le plan humain sera déterminant.

Envoyer avec C.V. explicite sous réf. CADMIUM à

CETAGEP
50, AVENUE AMIRAL LEROY, 92100 MARYLENE

recherche pour l'une de ses exploitations en AFRIQUE NOIRE francophone (zone C.F.A.) un Diplômé d'Etudes Supérieures à dominante juridique afin de lui confier totalement la responsabilité de son

Le choix se portera sur un candidat d'au moins 35 ans, ayant l'expérience de fonctions similaires dans l'industrie. Responsable de la gestion des Cadres (20 personnes), de la paie et des relations extérieures, il sera le conseiller juridique de la Direction. Son rôle sur le plan humain sera déterminant.

Envoyer avec C.V. explicite sous réf. CADMIUM à

CETAGEP
50, AVENUE AMIRAL LEROY, 92100 MARYLENE

recherche pour l'une de ses exploitations en AFRIQUE NOIRE francophone (zone C.F.A.) un Diplômé d'Etudes Supérieures à dominante juridique afin de lui confier totalement la responsabilité de son

Le choix se portera sur un candidat d'au moins 35 ans, ayant l'expérience de fonctions similaires dans l'industrie. Responsable de la gestion des Cadres (20 personnes), de la paie et des relations extérieures, il sera le conseiller juridique de la Direction. Son rôle sur le plan humain sera déterminant.

Envoyer avec C.V. explicite sous réf. CADMIUM à

CETAGEP
50, AVENUE AMIRAL LEROY, 92100 MARYLENE

recherche pour l'une de ses exploitations en AFRIQUE NOIRE francophone (zone C.F.A.) un Diplômé d'Etudes Supérieures à dominante juridique afin de lui confier totalement la responsabilité de son

Le choix se portera sur un candidat d'au moins 35 ans, ayant l'expérience de fonctions similaires dans l'industrie. Responsable de la gestion des Cadres (20 personnes), de la paie et des relations extérieures, il sera le conseiller juridique de la Direction. Son rôle sur le plan humain sera déterminant.

Envoyer avec C.V. explicite sous réf. CADMIUM à

CETAGEP
50, AVENUE AMIRAL LEROY, 92100 MARYLENE

recherche pour l'une de ses exploitations en AFRIQUE NOIRE francophone (zone C.F.A.) un Diplômé d'Etudes Supérieures à dominante juridique afin de lui confier totalement la responsabilité de son

Le choix se portera sur un candidat d'au moins 35 ans, ayant l'expérience de fonctions similaires dans l'industrie. Responsable de la gestion des Cadres (20 personnes), de la paie et des relations extérieures, il sera le conseiller juridique de la Direction. Son rôle sur le plan humain sera déterminant.

Envoyer avec C.V. explicite sous réf. CADMIUM à

CETAGEP
50, AVENUE AMIRAL LEROY, 92100 MARYLENE

recherche pour l'une de ses exploitations en AFRIQUE NOIRE francophone (zone C.F.A.) un Diplômé d'Etudes Supérieures à dominante juridique afin de lui confier totalement la responsabilité de son

Le choix se portera sur un candidat d'au moins 35 ans, ayant l'expérience de fonctions similaires dans l'industrie. Responsable de la gestion des Cadres (20 personnes), de la paie et des relations extérieures, il sera le conseiller juridique de la Direction. Son rôle sur le plan humain sera déterminant.

Envoyer avec C.V. explicite sous réf. CADMIUM à

CETAGEP
50, AVENUE AMIRAL LEROY, 92100 MARYLENE

recherche pour l'une de ses exploitations en AFRIQUE NOIRE francophone (zone C.F.A.) un Diplômé d'Etudes Supérieures à dominante juridique afin de lui confier totalement la responsabilité de son

Le choix se portera sur un candidat d'au moins 35 ans, ayant l'expérience de fonctions similaires dans l'industrie. Responsable de la gestion des Cadres (20 personnes), de la paie et des relations extérieures, il sera le conseiller juridique de la Direction. Son rôle sur le plan humain sera déterminant.

Envoyer avec C.V. explicite sous réf. CADMIUM à

CETAGEP
50, AVENUE AMIRAL LEROY, 92100 MARYLENE

recherche pour l'une de ses exploitations en AFRIQUE NOIRE francophone (zone C.F.A.) un Diplômé d'Etudes Supérieures à dominante juridique afin de lui confier totalement la responsabilité de son

Le choix se portera sur un candidat d'au moins 35 ans, ayant l'expérience de fonctions similaires dans l'industrie. Responsable de la gestion des Cadres (20 personnes), de la paie et des relations extérieures, il sera le conseiller juridique de la Direction. Son rôle sur le plan humain sera déterminant.

Envoyer avec C.V. explicite sous réf. CADMIUM à

CETAGEP
50, AVENUE AMIRAL LEROY, 92100 MARYLENE

recherche pour l'une de ses exploitations en AFRIQUE NOIRE francophone (zone C.F.A.) un Diplômé d'Etudes Supérieures à dominante juridique afin de lui confier totalement la responsabilité de son

Le choix se portera sur un candidat d'au moins 35 ans, ayant l'expérience de fonctions similaires dans l'industrie. Responsable de la gestion des Cadres (20 personnes), de la paie et des relations extérieures, il sera le conseiller juridique de la Direction. Son rôle sur le plan humain sera déterminant.

Envoyer avec C.V. explicite sous réf. CADMIUM à

CETAGEP
50, AVENUE AMIRAL LEROY, 92100 MARYLENE

recherche pour l'une de ses exploitations en AFRIQUE NOIRE francophone (zone C.F.A.) un Diplômé d'Etudes Supérieures à dominante juridique afin de lui confier totalement la responsabilité de son

Le choix se portera sur un candidat d'au moins 35 ans, ayant l'expérience de fonctions similaires dans l'industrie. Responsable de la gestion des Cadres (20 personnes), de la paie et des relations extérieures, il sera le conseiller juridique de la Direction. Son rôle sur le plan humain sera déterminant.

Envoyer avec C.V. explicite sous réf. CADMIUM à

CETAGEP
50, AVENUE AMIRAL LEROY, 92100 MARYLENE

recherche pour l'une de ses exploitations en AFRIQUE NOIRE francophone (zone C.F.A.) un Diplômé d'Etudes Supérieures à dominante juridique afin de lui confier totalement la responsabilité de son

Le choix se portera sur un candidat d'au moins 35 ans, ayant l'expérience de fonctions similaires dans l'industrie. Responsable de la gestion des Cadres (20 personnes), de la paie et des relations extérieures, il sera le conseiller juridique de la Direction. Son rôle sur le plan humain sera déterminant.

Envoyer avec C.V. explicite sous réf. CADMIUM à

CETAGEP
50, AVENUE AMIRAL LEROY, 92100 MARYLENE

recherche pour l'une de ses exploitations en AFRIQUE NOIRE francophone (zone C.F.A.) un Diplômé d'Etudes Supérieures à dominante juridique afin de lui confier totalement la responsabilité de son

Le choix se portera sur un candidat d'au moins 35 ans, ayant l'expérience de fonctions similaires dans l'industrie. Responsable de la gestion des Cadres (20 personnes), de la paie et des relations extérieures, il sera le conseiller juridique de la Direction. Son rôle sur le plan humain sera déterminant.

Envoyer avec C.V. explicite sous réf. CADMIUM à

CETAGEP
50, AVENUE AMIRAL LEROY, 92100 MARYLENE

recherche pour l'une de ses exploitations en AFRIQUE NOIRE francophone (zone C.F.A.) un Diplômé d'Etudes Supérieures à dominante juridique afin de lui confier totalement la responsabilité de son

Le choix se portera sur un candidat d'au moins 35 ans, ayant l'expérience de fonctions similaires dans l'industrie. Responsable de la gestion des Cadres (20 personnes), de la paie et des relations extérieures, il sera le conseiller juridique de la Direction. Son rôle sur le plan humain sera déterminant.

Envoyer

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
Offres d'emploi "Placards encadrés"	36,00	42,03
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,18
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,99

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne T.C.
Achat-Vente-Location	28,00	30,35
EXCLUSIVITES	32,00	37,36
L'AGENDA DU MONDE	25,00	29,19
(chaque mercredi et chaque vendredi)		

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

ingénieurs

SEF

SOCIÉTÉ EUROPÉENNE DE PROPULSION
ETABLISSEMENT DE VERNON

recherche INGÉNIEURS (de préférence Grande Ecole)

- Etude moteur - fonctionnement, réglage, documentation contractuelle, coordination et suivi sous-traitances
- Quelques années études propulsion appréciées. Référence 148.
- Exploitation et synthèse essais moteurs
- Quelques années de pratique essais, connaissances hydrauliques, thermodynamique, régulation. Référence 149.
- Préparation - suivi - exploitation essais moteurs
- Quelques années de pratique essais, connaissances mesures
- Allemand apprécié. Référence 150.
- Suivi de la commande et des essais d'organes pneumatiques
- Quelques années d'expérience en organes hydrauliques et pneumatiques. Référence 151.
- Langue anglaise appréciée pour tous les postes

Adresser curriculum vitae et préférences en précisant référence du poste souhaité à :

SEF, Service du Personnel,
B.P. 802, 27207 VERNON.

directeur régional Rhône-Alpes ?

Nous sommes la filiale française d'UN CONSTRUCTEUR DE SYSTÈMES DE GESTION et notre division informatique s'est taillée une place intéressante sur le marché. A Lyon, il nous faut maintenant coordonner l'action commerciale menée par notre réseau, celui de nos revendeurs, et guider nos concessionnaires.

Pour un commercial ambidextre, ayant l'expérience de la vente de systèmes informatiques aux PMI et pratiquant une approche marketing, c'est la bonne opportunité de devenir son propre patron.

Écrivez donc à J. THILY ss réf. 3011
Carrières de l'Informatique.

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - ULLE - GENEVE - ZURICH - BRUXELLES

organisation formation

BSN Gervais Danone recherche pour l'organisation un animateur chargé d'élaborer, concevoir et mettre en œuvre - par un travail collectif de ceux qu'il concerne - des actions d'organisation et de formation.

Rattaché au Responsable de l'Organisation formation de l'entreprise, le titulaire de ce poste devra assurer la mise en œuvre de la politique de formation globale de l'entreprise, au cours d'une expérience industrielle de 2 à 5 ans, de mener à bien des actions d'organisation administrative et d'amélioration des conditions de vie au travail.

Adresser votre candidature avec C.V. détaillé, sous référence D 01, à Daniel Hardouin, BSN Gervais Danone, 126/130 rue J. Guesde, 92030 LEVALLOIS-PERRET.

bsn, gervais danone

UN INGÉNIEUR CONTROLE

Il sera responsable d'un groupe de techniciens dont les missions principales seront :

- le contrôle des spécifications des nouveaux produits ;
- la rédaction des spécifications de contrôle à chaque niveau de la fabrication de ces produits ;
- le choix des outils de contrôle ;
- l'analyse et l'exploitation des statistiques des anomalies ;
- le déclenchement du programme de corrections éventuelles dans les différents services.

Qualification :

- formation d'ingénieur électronique ;
- expérience de 4 ans minimum dans les fonctions similaires ;
- connaissance du matériel téléphonique et de la télé-informatique ;
- anglais indispensable.

Ecr. avec C.V. et prêt, s/n° 532, HAVAS Strasbourg.

Arts Graphiques D.M.C.

recherche pour Grande Ville S.H. Paris un

Directeur Technique Imprimerie - Reliure

(500 personnes)

Il lui sera confié un rôle très complet de conception et mise en œuvre d'une nouvelle organisation des Ateliers (machines offset et nouvelle chaîne automatique de reliure).

Ce poste conviendrait à :

Ingénieur ayant expérience APPROFONDIE des techniques de l'IMPRIMERIE et si possible de la RELIURE.

Les dossiers de candidatures - sous Réf. M.1127 à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT

10 rue de la Paix, 75002 Paris.

PORT AUTONOME DE ROUEN

recherche

Ingénieur en organisation

pour une durée de 18 mois environ

Le candidat retenu sera chargé d'une mission d'organisation dans le cadre de la Direction et des services administratifs du port.

Une expérience de plusieurs années en organisation administrative est exigée.

Ecrire avec C.V. et préférences au Service du Personnel - Port Autonome de Rouen, 34, bd de Valenciennes, 76037 ROUEN CEDEX.

responsable études marketing

La société CALOR (C.A. 500 millions) du Groupe SEB, recherche un RESPONSABLE DES ETUDES MARKETING. Le poste est situé à LYON.

Sous l'autorité du Directeur de Marketing, il assurera la Direction des Etudes et sera responsable de la mise en œuvre de la politique de marketing à court et long terme, aux prises de décisions par les Chefs de Produits.

Il assurera la gestion d'un important budget d'études très diversifiées et dirigera une équipe de 3 personnes.

Ce poste s'adresse à un cadre de formation supérieure (Université ou Grande Ecole) ayant eu au moins 3 ans d'expérience de la conduite d'études relatives à la grande consommation.

Ecrire sous référence 2718M à I.C.A. qui transmettra à un Consultant. Réponse et confidentialité garanties.

I.C.A. International Classification Advertising 3, RUE D'HAUTEVILLE - 75010 PARIS

METZ

recherchons Collaborateur haut niveau pour occuper le poste de

DIRECTEUR FINANCIER

Il devra :

- être titulaire d'un diplôme supérieur ;
- avoir suffisamment de pratique pour diriger la comptabilité générale et analytique d'une entreprise industrielle de moyenne importance ;
- posséder des connaissances approfondies des législations fiscale et sociale ;
- avoir et posséder une expérience de traitement des problèmes comptables ;
- pouvoir justifier d'excellentes références professionnelles et morales.

Adr. C.V. détaillé et une photo récente sous n° 812, HAVAS STRASBOURG.

INDUSTRIE DE POINTE

MODERNE ET DYNAMIQUE recherche pour sa filiale région VALENCIENNE (Drôme)

JEUNE CHEF DE VENTE

30 ans minimum, Ingénieur Grande Ecole ayant FORTES CONNAISSANCES EN ELECTRONIQUE MODERNE et DYNAMIQUE recherche pour sa filiale région VALENCIENNE (Drôme) un JEUNE CHEF DE VENTE.

Il devra :

- être titulaire d'un diplôme supérieur ;
- avoir suffisamment de pratique pour diriger la comptabilité générale et analytique d'une entreprise industrielle de moyenne importance ;
- posséder des connaissances approfondies des législations fiscale et sociale ;
- avoir et posséder une expérience de traitement des problèmes comptables ;
- pouvoir justifier d'excellentes références professionnelles et morales.

Seule une personne énergique et dynamique ayant beaucoup d'initiative pourra être retenue.

Paire offre écrite à GAUDET, 1, rue de Marne, 92410 VILLE-D'AVRAY (tel. : 924-18-31), de 20 h. à 22 h. du lundi au vendredi. Joindre photo, C.V. et lettre d'accompagnement manuscrite précisant références et salaire désiré.

directeur industriel

Dans un site agréable de l'Ardèche, proche de Valence (Drôme), nous sommes une entreprise de 800 personnes fabriquant des biens d'équipement achetés par des particuliers. Notre Directeur général cherche son

De formation AM, ECAM, ICAM ou équivalent, il est responsable des moyens humains et matériels de production (approvisionnement, ordonnancement, fabrication, contrôle qualité, maintenance). Il assure le respect des délais, des coûts, de la qualité. C'est un patron meneur d'hommes et organisateur.

Ecrire à D. BARRE, ss réf. 337 LM.

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE DE LA REPUBLIQUE - 89001 LYON
PARIS - ULLE - GENEVE - ZURICH - BRUXELLES

MERLIN GERIN

Grenoble

recherche

DEPARTEMENT FONDERIE

UN INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

France et Exportation

DIPLOME GRANDE ECOLE

ayant plusieurs années d'expérience en FONDERIE ou METALLURGIE ALUMINIUM et de préférence dans la Branche Commerciale.

La connaissance de la langue anglaise est nécessaire.

Adresser candidature avec C.V., détaillé sous réf. GDI 81 à MERLIN GERIN Service Recrutement et Affectation - 83 X - 38041 GRENOBLE CEDEX.

SOCIÉTÉ MOYENNE IMPORTANCE - 600 personnes

recherche

POUR BOURGES (CHER)

1 ADJOINT AU CHEF DE COMPTABILITÉ

Niveau ST - PE ou DECS

Ayant quelques années d'expérience - Son activité sera dirigée plus spécialement vers comptabilité générale.

Ecrire avec C.V., photo et préférences à : F.A.S.E.R., Service Personnel, B.P. 139 - 18003 BOURGES CEDEX

JEUNES INGENIEURS

(AM ou EQUIVALENT)

Cette usine métallurgique de 1500 personnes (fabrication de séries), renforce ses structures d'encadrement au niveau de la production.

Ete recherche à jeunes ingénieurs de fabrication, ayant si possible 2 à 3 ans d'expérience d'atelier, qui, après une période de missions ponctuelles dans les différents services (6 à 9 mois), déterminant avec la Direction leur affectation définitive, suivent leurs personnalités et motivations. Réponse aux candidats retenus : 1ère quinzaine de Mars. Adresser sous

No 588, C.V. dét., avec références et photo au

CEIP

Conseil d'Entreprises 56270 PLOEMEUR

BRETAGNE

VILLE COTIERE

Importante Société française de Produits Antiparasitaires Agricoles

recherche

INGENIEUR AGRONOME

ou diplômé d'école d'agriculture

pour une fonction commerciale et technique autonome.

Il aura la responsabilité des objectifs et l'animation d'un ou plusieurs collègues techniques et commerciaux.

La rémunération ne sera pas inférieure à 85 000 F annuels avec frais et voiture fournie.

Ecrire CABINET GATIER, Service H, 35 rue Barthelemy 69003 LYON.

Réponse assurée et motivée.

Cabinet Gatier

Importante Industrie

PAPETERIE REGION OUEST recherche

CHEF ENTRETIEN

Ingén. électromécanicien A. et M. ou équivalent

32 ans min. 5 à 10 ans d'exp. usin. et poss. des certifi. pour

MAINTENANCE USINE

Qualités exigées :

- Ouverture aux relations humaines ;
- Sens de l'organisation et de la gestion ;
- LOUEMENT ASSURE

Ecr. lettre manuscrite, C.V. et photo, sous n° 2395

CONTEXTE PUBLICITE 20, av. de l'Opéra, Paris-1er, 91.

SUD-OUEST

Import. Sté immobilière rech. pr diff. produits financiers de la 2^e départ. de l'Aquitaine

Collaborateurs HOM. ou FEM.

Nous demandons :

- Une réelle motiv. pr la négociation av. un client. Et svp.
- De prêt, une expér. similaire. Nous offrons :
- Des produits de 1^{er} ordre.
- Une poss. de gains tr. import.
- Un statut de votre choix (salarié ou mandataire).

Ecr. C.V.+photo HAVAS n° 2327 54, Ch. Clément, 33-Bordeaux.

Talal Abu-Ghazaleh & Co.

Talal Abu-Ghazaleh Associates Limited

للال أبو غزالة وشركاه

للال أبو غزالة وشركاه

للال أبو غزالة وشركاه

للال أبو غزالة وشركاه

للال أبو غزالة وشركاه

للال أبو غزالة وشركاه

للال أبو غزالة وشركاه

للال أبو غزالة وشركاه

للال أبو غزالة وشركاه

للال أبو غزالة وشركاه

للال أبو غزالة وشركاه

للال أبو غزالة وشركاه

للال أبو غزالة وشركاه

للال أبو غزالة وشركاه

للال أبو غزالة وشركاه

للال أبو غزالة وشركاه

للال أبو غزالة وشركاه

للال أبو غزالة وشركاه

للال أبو غزالة وشركاه

للال أبو غزالة وشركاه

للال أبو غزالة وشركاه

للال أبو غزالة وشركاه

للال أبو غزالة وشركاه

للال أبو غزالة وشركاه

للال أبو غزالة وشركاه

للال أبو غزالة وشركاه

للال أبو غزالة وشركاه

للال أبو غزالة وشركاه

للال أبو غزالة وشركاه

للال أبو غزالة وشركاه

للال أبو غزالة وشركاه

للال أبو غزالة وشركاه

للال أبو غزالة وشركاه

للال أبو غزالة وشركاه

للال أبو غزالة وشركاه

للال أبو غزالة وشركاه

للال أبو غزالة وشركاه

للال أبو غزالة وشركاه

offres d'emploi

ORUP OFFICE UNIVERSITAIRE DE PRESSE

recherche
DELEGUES COMMERCIAUX
PARIS - STRASBOURG - BORDEAUX
LYON - LILLE - TOULOUSE

Hommes ou femmes (25 ans environ) pour participer à sa campagne de promotion de la presse économique dans les entreprises.

Le candidat

- devra prouver ses goûts et ses aptitudes pour la vente d'abonnements. Expérience souhaitée.
- devra posséder une bonne connaissance de la presse écrite, une solide culture générale et être de formation supérieure (Diplôme de deuxième cycle exigé, anglais souhaité).

La rémunération

est élevée en fonction des résultats statut salarié, congés payés. Disponibilité immédiate. Résident à PARIS même (pour les postes de PARIS) et dans les villes citées pour les postes de PROVINCE. Adressez votre candidature à : **L'OFFICE UNIVERSITAIRE DE PRESSE** Service des Députés commerciaux 15, rue Tiphaine 75015 PARIS Joindre C.V. + Photo

DIRECTEUR TECHNIQUE

Ce poste comporte :

- la coordination et la direction sur le plan technique :
 - du service après-vente,
 - de l'atelier de réparation,
 - de la formation technique des concessionnaires,
 - des relations avec le constructeur,
 - des relations avec la clientèle.
- Le candidat de 40 ans environ devra :
- être un organisateur,
 - posséder une connaissance et une solide expérience des moteurs à explosion,
 - avoir une compréhension parfaite de l'anglais courant et technique,
 - savoir s'imposer.

Les candidatures sont à adresser sous la réf. 293 à C.G.O. Recrutement, 1 bis, avenue de Lowendal, 75007 PARIS, qui les réceptionnera confidentiellement.

COMPTABILITÉ BANCAIRE

Le développement de nos opérations nécessitant une révision de nos méthodes comptables, nous recherchons un

CADRE COMPTABLE CONFIRMÉ (cl. V)

pour lui confier un poste à créer. Une bonne connaissance de la comptabilité analytique, ainsi que de solides notions d'anglais seraient des atouts appréciés. EUPAC, 34, rue Beland, Paris (19^e), nous transmettra les lettres de candidature. Discretion d'usage assurée.

INTERMARCO-ELVINGER

JEUNE CHEF DE PUBLICITÉ

Ecrire avec C.V., photo, salaire demandé au Directeur Général d'Intermarco-Elvinger 32, avenue Charles-de-Gaulle, 92222 Neuilly-sur-Seine



emplois régionaux

RESPONSABLE D'ANTENNE

chargé de la liaison entre les entreprises et de la mise en place des actions de formation. Ecrire avec C.V., photo, rémunération souhaitée. IRAP, 46-48, rue de Lagny, Montreuil 93100.

Société Transports Internationaux de l'Est de la France recherche

UN AGENT COMMERCIAL EXCLUSIF

en vue d'y créer une agence

Nous demandons :

- de résider dans le secteur ;
- de disposer d'un téléphone et de pouvoir en assurer la permanence en cas d'absence ;
- une bonne maîtrise du français ;
- d'être âgé de 20 ans minimum ;
- de disposer d'une voiture.

Nous offrons :

- rémunération en rapport avec les résultats (minimum garanti) ;
- commission (très intéressante) ;
- situation stable et accession aux cadres.

Ecr. n° 8283 « Le Monde » Pub. 1, rue des Italiens, 75227 Paris.

INGÉNIEUR

recherche pour usine de la région

SIDERURGISTE

Pratique courante

ESPAGNOL

pour assurer les

RELATIONS TECHNIQUES

avec entreprises

métallurgiques et

SIDERURGISTES

ESPAGNOLS

C.V. détaillé sous référence

8.048 M à

C.R.E.S., 11, place

Arlette-Brizard,

69003 LYON.

ECOLE SECONDAIRE PRIVEE

CATHOLIQUE FILLES

contrôle d'association, cherche

personne pouvant assurer res

ponsabilité d'un second cycle

trois cents élèves. Poste vacan

à compter du 1^{er} mars. Env. C.V.

complet 103, av. de Chevigny,

69001 ST-Etienne, (1.74-39-90)

IMPRIMERIE PROVINCE

recherche commercial pr la rég. parisien

Ecr. av. C.V. et photo à L.V.R.,

B.P. 13, 95011 Roissy Cedex 1.

offres d'emploi

olivetti
La communication en informatique :
penser, écrire et parler le même langage

Votre formation de type universitaire et votre expérience permettent les échanges entreprises/informatique. Vous avez programmé en Assembleur type IBM 360 pendant au moins un an et vos connaissances pratiques du télé-processing vous seront aussi utiles que celles des modalités conversationnelles IBM (ou équivalent). Selon vos aptitudes, votre acquis professionnel et votre goût personnel, vous vous orienterez vers l'un de ces postes :

INGENIEUR ANALYSTE
ANALYSTE SYSTEME

Votre activité s'exercera au sein d'une équipe software et votre rôle sera de développer des programmes applicatifs de terminaux financiers.

Plus spécialisé dans l'analyse de la programmation au niveau d'unités centrales importantes de concentrateurs et de gros systèmes, vous serez le soutien technique des ingénieurs commerciaux chargés de diffuser les terminaux.

Adressez C.V. et prétentions sous réf. S 04 à M. LAJEAT OLIVETTI FRANCE - Direction du Personnel et des Relations Humaines - 91, rue du Faubourg St-Honoré - 75008 PARIS.

RIPOLIN GEORGET FREITAG

recherche pour assister le directeur des recherches et développement

1 INGENIEUR CHIMISTE

Chargé de :

- participer à des études spécifiques sur les peintures industrielles ;
- coordonner les travaux des groupes d'études spécialisées dans ces domaines ;
- assurer la liaison avec le service commercial et le service de production ;
- le poste est à pourvoir dans un laboratoire du groupe situé au sud de Paris.

Profil du candidat :

- être âgé de 35 ans minimum ;
- diplômé d'une école supérieure de chimie ;
- avoir une bonne connaissance des peintures industrielles.

Il sera rattaché au directeur des recherches et développement.

Envoyez votre candidature, C.V., photo et prêt, à RIPOLIN GEORGET FREITAG Nicole List, Le Palatin, 17, av. de Choisy, 75043 Paris Cedex 13.

Ingénieur Consultant

CEGOS TYMSHARE

Filiale commune de Cegos, du Crédit Lyonnais et de Tysshare,

leader dans son domaine, forte expansion européenne, time sharing vous propose un poste d'ingénieur Consultant à Paris.

Vous participerez au développement des applications du time-sharing chez les utilisateurs dans tous les secteurs économiques, en fournissant l'assistance technique et les conseils nécessaires au niveau de la conception et de la réalisation.

Vous aborderez ainsi les techniques les plus avancées de l'informatique et du management : simulations financières, contrôle de gestion, investissements, études de marketing... Nous disposons d'un réseau mondial comprenant à ce jour plus de 30 gros systèmes interconnectés de types IBM 370/158, POP 10 et XDS 540.

Vous aurez la possibilité d'évoluer vers le commercial ou l'animation d'équipes technico-commerciales en France ou à l'étranger. Ce poste convient à un diplômé Grande Ecole, débutant ou non, ayant si possible une bonne expérience de langages de programmation, ou une formation complémentaire de gestion.

- Le goût de l'action et des contacts humains est nécessaire ;
- La formation au time-sharing sera assurée dans nos bureaux de la Colline de Saint-Cloud.

Nous vous remercions d'adresser votre C.V. sous référence M 2.024, CEGOS TYMSHARE (Tél. 802-24-00), 106, Bureaux de la Colline de Saint-Cloud, 92213 SAINT-CLOUD.

AUDITEUR INTERNE

olivetti

HEC, ESSEC, ESC ou Sciences Eco. votre

expérience de 2 ans environ dans un cabinet

d'audit Anglo-Saxon sera de vous

le candidat privilégié à ce poste.

Au sein de notre Service Audit, votre

mission de contrôle général des services

de la Société (Paris et Province) devra

se prolonger par la mise en œuvre des

solutions que vous proposerez.

Votre potentiel devrait vous permettre

de progresser rapidement.

Votre dossier de candidature devra être

adressé à Monsieur GIESE, sous réf. K 02,

OLIVETTI FRANCE, Direction du Personnel

et des Relations Humaines, 91 rue du

Faubourg St-Honoré 75008 Paris.

MANUFACTURERS HANOVER BANQUE NORDIQUE

recherche pour son Département

Etudes et Engagements

CHARGÉ D'ÉTUDES

Une formation économique (DES Sciences Eco, Sup

de Co, EP, Eco/II) permettant d'assimiler les techni-

ques d'analyse financière, et une bonne maîtrise de

l'anglais sont nécessaires.

1 à 2 ans d'expérience bancaire seraient appréciés.

Adressez candidature à la Direction du Personnel,

20, rue de la Ville-Evêque, 75005 Paris.

offres d'emploi

offres d'emploi

DANS LE CADRE DE L'EXPANSION DE SON ACTIVITÉ MINI-INFORMATIQUE, UNE IMPORTANTE SOCIÉTÉ

DES INGÉNIEURS COMMERCIAUX

Ayant une expérience d'au moins 2 ans dans la vente des petits ordinateurs et une bonne connaissance de leurs applications. Des postes sont à pourvoir à Paris et à Lille.

DES INGÉNIEURS TECHNIQUE COMMERCIAUX

Devant assurer la promotion et le support technique sur nos matériels et nos logiciels une expérience similaire est souhaitable.

DES RESPONSABLES DE PROJET

Capables d'assurer la conception et la réalisation de systèmes clés en mains dans les domaines :

- de la téléinformatique,
- du contrôle industriel,
- de la saisie et de la gestion de transaction.

Ces ingénieurs devront avoir une expérience d'au moins 3 ans dans ces domaines ou des domaines équivalents.

Ecrire références et prétentions **M. GAMBERT** 18, rue du Parc de Cigny, 78000 VERSAILLES

Le G.I.E.

France Assistance Fonderie

viens d'être constitué pour l'expansion d'engineering et d'assistance technique en fonderie, et recherche un

cadre haut niveau

qui aura pour mission d'animer cette action en assurant les contacts commerciaux à l'étranger (Suisse, Allemagne, Belgique, Pays-Bas, Italie, Espagne, Portugal, Grèce, Turquie, etc.). Ce poste à dominante commerciale, suppose également une base industrielle sérieuse permettant, si nécessaire, l'acquisition de connaissances complémentaires en fonderie. Les déplacements seront fréquents. L'anglais est indispensable. Les contacts se feront à haut niveau. Réponses et discrétion assurées à ce lettre man. + C.V. + photo + rém. adressée à réf. B/3917 à Mme Surterlin.

bernard juliet psycom 53, avenue Charles de Gaulle 92200 Neuilly

Dans le cadre de son développement

TED BATES

recherche

UN CHEF DE PUBLICITÉ

Formation commerciale supérieure, type H.E.C., E.S.E.C., ayant de préférence 18 mois à 2 ans d'expérience en agence sur des budgets de grande consommation confiés par des annonceurs appliquant un marketing moderne. Anglais souhaité.

Adressez candidatures à **Gallienne de Mollevy** TED BATES 3, rue Bellini - 92806 Puteaux.

Importante société Française

5000 personnes

construction et installation de

MATÉRIEL ÉLECTRIQUE

chef de service

comptabilité analytique et gestion budgétaire

SIEGE PARIS 120000 F+/An.

Agé de 35 ans au moins, de formation supérieure technique ou comptable (ing. de grande Ecole, expertise, DESO) et ayant impérativement de très solides compétences en comptabilité analytique acquises par plusieurs années de pratique d'un poste similaire. Il dépendra directement du Directeur financier et animera une équipe de 10 personnes. Des connaissances en comptabilité générale seraient un atout supplémentaire.

Toutes informations sur cette offre

seront données en toute discrétion au téléphone par :

Information Carrière **SVP.11.11**

Information Carrière SVP 11-11 de 9 h à 18 h

qui donnera un rendez-vous aux

candidats intéressés. Référence 749

Gestion des dossiers : assurance, banque

bonnes, marques, contentieux.

PROFIL :

Expérience de 3 à 5 ans dans le cadre de la

mission décrite. Anglais très apprécié.

DISCRETION : ABSOLUE - GARANTIE

Envoyer C.V. - photo - prétentions à :

Direction du Personnel - **SMITH KLINE & FRENCH** - 12/14, rue Jules César - 75012 Paris.

IMPORTANT ORGANISME FINANCIER

recherche

ANALYSTES FINANCIERS EXPÉRIMENTÉS

pour suivre un ou plusieurs secteurs

boursiers.

Ayant exercé leurs fonctions pendant 3 ou

4 ans.

Formation économique et financière exigée.

Une formation scientifique complémentaire sera appréciée pour l'un des postes à pour-

voir.

Env. C.V. man., photo et prêt. à réf. 6433

à AXIAL Publ., 51, Fbg St-Honoré, Paris-8^e.

STE FRANÇAISE implantée depuis 60 a. aux U.S.A.

recherche

DIRECTEUR GÉNÉRAL

POUR FILIALE NEW-YORK

Connaissances, compétences et qualités requises :

entière confiance - sens responsabilités - Anglais

parlé et écrit. Bonne présentation et culture

générale favorisant entretiens et rapports techno-

commerciaux avec clientèle U.S. composée uni-

quement de maisons importantes.

Fas de connaissances techniques spéciales exigées

mais capacités technico-commerciales générales et

facilité d'adaptation pour assurer direction gé-

nérale filiale distribuant aux U.S.A. produits fabri-

qués en FRANCE et comportant atelier de mon-

tage, entretien et réparations.

(20 personnes au total.) Situation stable - Traite-

ment 30.000 à 36.000 dollars selon capacités et

modalités du contrat.

Envoyer C.V. avec photo à Havas LYON, n° 8141.

offres d'emploi

SOCIÉTÉ DE COMMERCE

(hôtellerie - tourisme)

recherche

consultant

hôtellerie - restauration

(formation type H.E.C.)

pour missions d'assistance

technique, contrôle de

gestion, etc.

Il s'agit d'une équipe d'experts

ayant une expérience d'au moins 2

ans dans l'hôtellerie et ses

services. Le poste qui comporte des

responsabilités importantes nécessite un esprit rigoureux,

capacité à l'organisation, et la

qualité du contact.

chargés d'étude de marché

FONCTIONS :

— redaction des études

— saisie des informations

— analyses et synthèses.

Des postes correspondant à des

de formation supérieure, assés

seurs et disposant si possible d'une

bonne connaissance du secteur.

Déplacements à prévoir.

Envoyer C.V., photo, prétentions

à : M. J. CONFESSY, Paris 12

Opéra 75043 Paris Cedex 12

ADJOINT CHEF SERVICE JURIDIQUE

pour devenir le responsable de

la section juridique d'une

importante société industrielle.

— Étude et à la rédaction

— et à la production juridique.

Le candidat devra être un

juriste expérimenté à son poste.

— une expérience de 10 ans

minimum dans le domaine

ANNONCES CLASSEES

OFFRES D'EMPLOI

La ligne	La ligne T.C.
Offres d'emploi "Placards encadrés"	38,00
minimum 15 lignes de hauteur	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	8,00
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	9,18
	65,00
	75,89

La ligne La ligne T.C.

L'IMMOBILIER	28,00	30,35
Achat-Vente-Location	32,00	37,36
EXCLUSIVITES	25,00	29,19
L'AGENDA DU MONDE		
(chaque mercredi et chaque vendredi)		

offres d'emploi

SOCIETE DE CONSEILS (hôtellerie - tourisme) recherche

**consultant
hôtellerie-restauration**
(formation type ESC)
pour missions à dominante financière (évaluation d'entreprises, études prévisionnelles, contrôle de gestion, prix de revient, fiscalité, etc.).
Il animera une équipe d'assistants.
Une expérience d'au moins 2 années acquise dans l'hôtellerie est très souhaitable. Le poste qui comporte des déplacements nécessite un esprit rigoureux, une bonne aptitude à l'expression écrite et orale et le goût du contact.
Référence A

chargés d'études de marché

FONCTIONS :
- rédaction des études
- saisie des informations
- analyses et synthèses.
Ces postes conviendront à des candidats de formation supérieure, excellents rédacteurs et disposant si possible d'une connaissance du secteur.
Déplacements à prévoir.
Référence B
Envoyer C.V., photo, prétentions en précisant la référence du poste choisi à :
No 43.210 CONTEXTE Publicité 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

ADJOINT CHEF DE SERVICE JURIDIQUE

chargé d'assister le responsable du service dans sa mission et plus particulièrement en ce qui concerne les problèmes liés :
- aux techniques contentieuses et de procédure ;
- à l'étude et à la conception de contrats multiples ;
- à la propriété industrielle.
Ce poste conviendrait à un spécialiste de ces domaines :
- 5 ans d'expérience dans un cabinet d'avocats ou/ou dans un service juridique ;
- de 30 ans minimum ;
- et de formation juridique supérieure (D.E.S. Droit privé ou équivalent).
Adresser curr. vitae détaillé, photo et prétentions, L.T.P. - 31, bd Bonne-Nouvelle, 75002 PARIS sous référence 2.818, qui transmettra.

LICENCE en DROIT (HOMME ou FEMME)

SOCIETES :
2 Laboratoires Pharmaceutiques Français C.A. 100 millions de francs - 500 personnes Filiales de SMITHKLINE CORPORATION
MISSION :
Tenue des registres officiels de 6 Sociétés. (Conseils d'administration et assemblées). Conseil des différentes divisions en matière juridique, en particulier contractuelle. Gestion des dossiers : assurances, brevets, licences, marques, contentieux.
PROFIL :
Expérience de 5 à 10 ans dans le cadre de la mission décrite.
Anglais très apprécié.
DISCRETION ABSOLUE GARANTIE.
Envoyer C.V. - photo - prétentions à :
Direction des Ressources - SMITHKLINE & FRENCH - 12/14, rue Jules César - 75012 Paris.

un ingénieur de ventes

Fabricant de renommée européenne et revendeur de UNION CARBIDE CORPORATION (Etats-Unis) pour les besoins en carbone, recherche pour la France.
un ingénieur de ventes
Ce collaborateur doit avoir l'expérience de l'application des ballons en carbone et/ou des équipements électriques.
L'avantage sera donné aux candidats connaissant les fabricants de machines électriques, les techniciens d'entretien des chemins de fer, des sociétés de métropolitains.
La maîtrise de l'anglais, l'allemand et/ou le néerlandais est souhaitable.
Les candidats intéressés sont priés d'envoyer lettre manuscrite CV prétentions à :
NEERLANDSE KOOLOBORSTEL FABRIEK Brussels Sales Office - Nedelko S.A. Stenweg op Haecht 158 1920 DIEGEM - Belgique

offres d'emploi

IMPORTANTE SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE PARIS (9^e) recherche LIBRES RAPIDEMENT DES JURISTES

LES CANDIDATS :
Avis de 30 ans minimum, devront avoir des connaissances approfondies dans les domaines du droit immobilier, du droit de la construction, du droit de la copropriété et de la législation des loyers, ainsi qu'une expérience de plusieurs années au sein d'une société immobilière ou d'une fiduciaire spécialisée en ces matières.
Des connaissances en fiscalité immobilière seraient vivement appréciées dans l'un des postes à pourvoir.
Envoyer C.V. détaillé et prétentions sous n° 43.147, CONTEXTE Publicité 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

ELF AQUITAINE recherche pour son DEPARTEMENT APPROVISIONNEMENTS UN INGENIEUR

- Diplômé d'une école supérieure (Arts et Métiers appréciés) et justifiant d'une formation administrative complémentaire (IAE, ICS, etc.).
- Disposant d'une très bonne connaissance de la langue anglaise.
- Jouissant de 7 à 10 ans d'expérience professionnelle notamment dans les problèmes d'approvisionnement d'une importante société de préférence pétrolière.
- Apté à occuper un poste opérationnel dans une filiale à l'étranger après une période de formation au siège social.
Ecrire sous référence No 43185 avec C.V. et photo, ELF-RE Département Développement Formation 7, rue Nélaton 75739 Paris Cedex 15.

Pour développer ses équipes d'entreprise générale et conduire des équipes de réalisation S.E.V. MARCHAL recherche des collaborateurs de haut niveau

ayant assumé des responsabilités importantes de direction dans les domaines des travaux d'équipement, de la conception et de la réalisation de grands ensembles immobiliers ou d'autres "clés en main".
De grandes qualités d'initiative et de négociation seront exigées. Les candidats :
- devront être titulaires d'une grande école d'ingénieurs et avoir une formation complémentaire dans l'un des domaines suivants : économie, gestion ou commerce international ;
- être disponibles pour effectuer de fréquents déplacements en France et à l'étranger ;
- parler couramment l'anglais et l'allemand.
Adresser C.V. détaillé et lettre manuscrite à :
S.E.V. MARCHAL, Service du Personnel, 14, rue Ménil, 93501 PANTIN

MANPOWER recherche pour Paris (9^e) CHEF DE CENTRE

Il aura pour mission de prendre en charge la direction complète de son unité et d'en assurer le développement en liaison avec le Directeur Régional.
CE POSTE EXIGE :
- des qualités de transmission, de clarté et d'autorité ;
- une solide expérience de la vente et de la gestion administrative et financière ;
- des connaissances dans le domaine technique seront appréciées.
Env. lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à :
J.-F. GUYTON, Direction du Personnel, 88, rue La Fayette, 75009 PARIS.

S.E.V. MARCHAL recherche POUR SON DEPARTEMENT ECLAIRAGE AGENT TECHNIQUE SUPERIEUR

Pour application sur maquettes de résultats de calculs optiques dans le domaine de l'éclairage. Formation universitaire souhaitable en préparation Grandes Ecoles.
Ne pas se présenter.
Envoyer C.V., références et prétentions à :
S.E.V. MARCHAL, Service du Personnel, 14, rue Ménil, 93501 PANTIN

SOCIÉTÉ FRANCO-AMÉRICAINE recherche INGÉNIEUR

Pour département génie chimique, incinération. Anglais indispensable - allemand souhaité.
Adresser curriculum vitae et prétentions à :
SOCIÉTÉ JOHNS ZINK rue Guy-Moquet - Z.I. - 93100 ARGENTEUIL

offres d'emploi

GROUPEMENT PROFESSIONNEL recherche secrétaire général

Assisté d'un secrétaire de 3 personnes, il prendra en charge toutes les relations extérieures du groupement : contacts avec les clients, les syndicats d'utilisateurs... - organisation de colloques, séminaires... Ce poste conviendrait à un ingénieur type A et B ou à un candidat de formation commerciale ayant occupé des postes de direction dans des Sociétés Industrielles (Industrie mécanique ou chimique, transformation des métaux). Réponse et décision sous 15 jours. Lettre manuscrite - C.V. - photo - rsm. adressée sous réf. A/3918 à Mme Bupertin.

bernard juliet psycom 33, avenue Charles de Gaulle 92200 Nanterre

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE TRAVAUX PUBLICS recherche ADJOINT AU CHEF DE SERVICE FINANCIER

LE CANDIDAT :
- doit être âgé de 30 ans minimum ;
- avoir quelques années d'expérience dans une banque ou service similaire.
Avantages sociaux - horaire 9 x 8 - restaurant d'entreprise.
Env. avec C.V., photo et photo à n° 43228 Conso Publicité 20, av. de l'Opéra, Paris-1er qui transmettra.

CREDIT INDUSTRIEL & COMMERCIAL recherche POUR SON SERVICE FISCAL collaborateur

ayant expérience en fiscalité des entreprises.
Adresser C.V. photo et prétentions au C.I.C. - Service du Recrutement 66, rue de la Victoire - 75009 Paris.

Jeune Entreprise Chantier Electrique recherche pour le développement du Département ADMINISTRATIONS et SOCIETES NATIONALES RESPONSABLE D'AFFAIRES

Le candidat devra :
- être polyvalent et très dynamique ;
- être habile et efficace dans le domaine commercial ;
- justifier d'une solide expérience en matière d'entreprises.
Ecrire avec C.V., réf. n° 2.079 à : P. LICHAN S.A. 10, rue Louvois, 75003 Paris Cedex 03, qui transmettra. ou téléphoner : 533-61-73.

IMPORTANT GROUPE CHIMIQUE recherche pour sa direction de gestion prévisionnelle JEUNE INGENIEUR

Il devra s'intégrer dans une équipe chargée de la gestion opérationnelle et de la gestion financière et il participera à des études de rentabilité et d'investissement.
Le poste conviendrait à un diplômé de Grande Ecole connaissant la programmation Fortran et intéressé par les problèmes économiques.
Env. lettre manuscrite avec C.V. détaillé et rémunération souhaitée, au réf. 154 à Créations Dauphines 41, av. de Friedland, PARIS (8^e), qui transmettra.

F.M.S. implantée région parisienne traitant pour le compte de Sociétés multinationales, 80.000 heures-mois de travaux mécaniques, soudure, petite et grosse mécanique très bien équipées recherche COLLABORATEUR

haut niveau très expérimenté milles international des affaires pouvant apporter licences fabrication, commercialisation possible.
Désertion assurée.
Ecrire avec curr. vitae et prétentions à S.N.P.F. 61, rue Pierre-Butin - PONTLOISE

CABINET D'EXPERTISE COMPTABLE recherche ASSISTANTS RÉVISEURS et RÉVISEURS COMPTABLES

Niveau DEC. 1 ou 2 années d'expérience.
Env. C.V. & C.V. 20, bd de Choiseul, 75017 PARIS

offres d'emploi

S.E.V. MARCHAL recherche POUR SON DEPARTEMENT ECLAIRAGE PROJETEUR I ou II

Petit industriel. Tâches : con. Matériaux plastiques. Fondries ZAMACK. Alu. Notions dessin mécanique automobile souhaitées.
Ne pas se présenter.
Envoyer C.V., références et prétentions à :
S.E.V. MARCHAL, Service du Personnel, 14, rue Ménil, 93501 PANTIN

LAMBERT DISTRIBUTION MATÉRIEL DE CONSTRUCTION recherche pour son secteur de vente Région Parisienne ATTACHÉS DE DIRECTION COMMERCIALE

La connaissance des matériels de construction, gros-matériel et second-matériel, est nécessaire. Rémunération intéressante. fixe + intéressement + frais de déplacements.
Adr. C.V. et photo à LAMBERT DISTRIBUTION, Direction du Personnel, 2, rue du Port - 92000 NANTERRE.

banque Importante Banque Privée recherche RESPONSABLE DU DÉPARTEMENT des CRÉDITS

La candidate, de formation supérieure, devra avoir acquis au sein d'un département similaire ou dans un service similaire un grand savoir-faire à un niveau de responsabilité, une solide expérience des aspects de gestion, la connaissance parfaite des crédits et une réelle maîtrise de l'appréciation du risque, de nature à lui permettre de défendre avec autorité les dossiers dont il sera chargé.
Nous lui demandons un sens critique développé et des qualités d'analyse pour encadrer une jeune équipe d'analystes de crédits.
Adresser C.V. manuscrit, photo et prétentions sous référence RDQM à I.C.A. qui transmettra.
I.C.A. International Classified Advertising 6, rue d'HAUTEVILLE - 75010 PARIS

TOBLER S.A. Mécanique de précision franco-suisse recherche pour unité de production 180 personnes 25 kilomètres Paris-Nord DIRECTEUR D'USINE

Ce poste conviendrait à l'ingénieur A.M. ou similaire, min. 33 ans, ayant 5 années d'expérience indispensable gestion et animation d'une unité de production mécanique, mach-outil.
- Connaissance production automobile appréciée.
- Anglais et/ou allemand indispensables.
- Adresser C.V. manuscrit et dét. avec photo, justifiant salaire actuel et indiquant présent.

S.E.V. MORENO CONSEIL 17, rue Cassagne, 91100 SEIN A. cité d'HAUTEVILLE, 75010 PARIS

Société de Consultants spécialisée dans le développement commercial des entreprises recherche jeune INGENIEUR CONSEIL

capable d'intervenir auprès de nos entreprises clientes (organisation administrative, structures, problèmes commerciaux, plan de développement, animation).
Expérience indispensable. Siège Paris. Contrats déplacements fréquents.
Envoyer C.V., lettre manuscrite, photo, références, prétentions, date de disponibilité sous n° 9280 «le Monde» Pub. 5, r. des Italiens, 75237 Paris-9^e.
Discrétion assurée.

BANQUE PRIVEE - 1^{er} arrondissement recherche JEUNE COLLABORATEUR Classe IV pour son DÉPARTEMENT IMMOBILIER

- Diplôme ou formation d'enseignement supérieur.
- Expérience d'un minimum 2 ans de connaissance de la promotion immobilière.
- Goût développé du contact.
- Bonne capacité de rédaction.
Envoyer C.V. détaillé + photo sous n° 241283 à REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Sébastien, Paris (2^e)

Merci de ne pas les laisser répondre aux
« ANNONCES DOMICILIAIRES » de vendre
sans indiquer clairement sur l'enveloppe le
numéro de l'annonce les initiales et de
vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit de
« le Monde » ou d'une agence.

OFFRES D'EMPLOI
Offres d'emploi "Placards encadrés" 35,00
minimum 15 lignes de hauteur 42,03
DEMANDES D'EMPLOI 38,00
CAPITAUX OU 8,00
PROPOSITIONS COMMERC. 9,18
65,00 75,89

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER
Achat-Vente-Location 26,00 30,35
EXCLUSIVITES 32,00 37,36
L'AGENDA DU MONDE 25,00 29,19
(chaque mercredi et chaque vendredi)

L'immobilier

appartements vente

appartements vente

appartements vente

appartem. achat

exclusivité

Paris - Rive droite

18^e TERRIT. Living + chbrs.

17^e BEL IMME. P. de T. 3^e et

16^e VICTOR-HUGO. Apt. de

4 PIÈCES - Standing

AVENUE KLEBER TRES BIEN

PICPUS

3 PIÈCES 72 M2 ENVIRON

PLACE DES SAUSSAIES

GRAND 5 PIÈCES - TOUT S/SUIE

17^e - M^e ARGENTINE

60 5 P. salon, salle à manger,

PAIS MONTAIGNE

MONCEAU-FRIEDLAND

150 m2 + TERRASSE 72 m2

17^e - M^e ARGENTINE

60 5 P. salon, salle à manger,

PAIS MONTAIGNE

MONCEAU-FRIEDLAND

150 m2 + TERRASSE 72 m2

17^e - M^e ARGENTINE

60 5 P. salon, salle à manger,

PAIS MONTAIGNE

MONCEAU-FRIEDLAND

150 m2 + TERRASSE 72 m2

17^e - M^e ARGENTINE

60 5 P. salon, salle à manger,

PAIS MONTAIGNE

MONCEAU-FRIEDLAND

150 m2 + TERRASSE 72 m2

17^e - M^e ARGENTINE

60 5 P. salon, salle à manger,

PAIS MONTAIGNE

MONCEAU-FRIEDLAND

150 m2 + TERRASSE 72 m2

17^e - M^e ARGENTINE

60 5 P. salon, salle à manger,

PAIS MONTAIGNE

MONCEAU-FRIEDLAND

150 m2 + TERRASSE 72 m2

17^e - M^e ARGENTINE

60 5 P. salon, salle à manger,

PAIS MONTAIGNE

MONCEAU-FRIEDLAND

150 m2 + TERRASSE 72 m2

17^e - M^e ARGENTINE

60 5 P. salon, salle à manger,

PAIS MONTAIGNE

MONCEAU-FRIEDLAND

150 m2 + TERRASSE 72 m2

17^e - M^e ARGENTINE

60 5 P. salon, salle à manger,

PAIS MONTAIGNE

MONCEAU-FRIEDLAND

150 m2 + TERRASSE 72 m2

17^e - M^e ARGENTINE

60 5 P. salon, salle à manger,

PAIS MONTAIGNE

MONCEAU-FRIEDLAND

150 m2 + TERRASSE 72 m2

17^e - M^e ARGENTINE

60 5 P. salon, salle à manger,

PAIS MONTAIGNE

MONCEAU-FRIEDLAND

150 m2 + TERRASSE 72 m2

17^e - M^e ARGENTINE

60 5 P. salon, salle à manger,

PAIS MONTAIGNE

MONCEAU-FRIEDLAND

150 m2 + TERRASSE 72 m2

17^e - M^e ARGENTINE

60 5 P. salon, salle à manger,

PAIS MONTAIGNE

MONCEAU-FRIEDLAND

150 m2 + TERRASSE 72 m2

17^e - M^e ARGENTINE

60 5 P. salon, salle à manger,

SPÉCIAL INVESTISSEURS

RUE DE TURIN

17^e BEL IMME. P. de T. 3^e et

16^e VICTOR-HUGO. Apt. de

4 PIÈCES - Standing

AVENUE KLEBER TRES BIEN

PICPUS

3 PIÈCES 72 M2 ENVIRON

PLACE DES SAUSSAIES

GRAND 5 PIÈCES - TOUT S/SUIE

17^e - M^e ARGENTINE

60 5 P. salon, salle à manger,

PAIS MONTAIGNE

MONCEAU-FRIEDLAND

150 m2 + TERRASSE 72 m2

17^e - M^e ARGENTINE

60 5 P. salon, salle à manger,

PAIS MONTAIGNE

MONCEAU-FRIEDLAND

150 m2 + TERRASSE 72 m2

17^e - M^e ARGENTINE

60 5 P. salon, salle à manger,

PAIS MONTAIGNE

MONCEAU-FRIEDLAND

150 m2 + TERRASSE 72 m2

17^e - M^e ARGENTINE

60 5 P. salon, salle à manger,

PAIS MONTAIGNE

MONCEAU-FRIEDLAND

150 m2 + TERRASSE 72 m2

17^e - M^e ARGENTINE

60 5 P. salon, salle à manger,

PAIS MONTAIGNE

MONCEAU-FRIEDLAND

150 m2 + TERRASSE 72 m2

17^e - M^e ARGENTINE

60 5 P. salon, salle à manger,

PAIS MONTAIGNE

MONCEAU-FRIEDLAND

150 m2 + TERRASSE 72 m2

17^e - M^e ARGENTINE

60 5 P. salon, salle à manger,

PAIS MONTAIGNE

MONCEAU-FRIEDLAND

150 m2 + TERRASSE 72 m2

17^e - M^e ARGENTINE

60 5 P. salon, salle à manger,

PAIS MONTAIGNE

MONCEAU-FRIEDLAND

150 m2 + TERRASSE 72 m2

17^e - M^e ARGENTINE

60 5 P. salon, salle à manger,

PAIS MONTAIGNE

MONCEAU-FRIEDLAND

150 m2 + TERRASSE 72 m2

17^e - M^e ARGENTINE

60 5 P. salon, salle à manger,

PAIS MONTAIGNE

MONCEAU-FRIEDLAND

150 m2 + TERRASSE 72 m2

17^e - M^e ARGENTINE

60 5 P. salon, salle à manger,

PAIS MONTAIGNE

MONCEAU-FRIEDLAND

150 m2 + TERRASSE 72 m2

17^e - M^e ARGENTINE

60 5 P. salon, salle à manger,

PAIS MONTAIGNE

MONCEAU-FRIEDLAND

150 m2 + TERRASSE 72 m2

17^e - M^e ARGENTINE

60 5 P. salon, salle à manger,

PAIS MONTAIGNE

MONCEAU-FRIEDLAND

150 m2 + TERRASSE 72 m2

17^e - M^e ARGENTINE

60 5 P. salon, salle à manger,

Paris - Rive gauche

GRENNELLE - LATOURE

5 P. 140 m2 + 40 m2 terrasse

SEVRES-LECOUREUX - Bel imm.

TRES BEAU 6^e Grand

URGENT ORPI

RADE MONTPARNASSE

190 m2 standing - Beau 2 P.

SENAI

190 m2 standing - Beau 2 P.

SENAI

190 m2 standing - Beau 2 P.

SENAI

190 m2 standing - Beau 2 P.

SENAI

190 m2 standing - Beau 2 P.

SENAI

190 m2 standing - Beau 2 P.

SENAI

190 m2 standing - Beau 2 P.

SENAI

190 m2 standing - Beau 2 P.

SENAI

190 m2 standing - Beau 2 P.

SENAI

190 m2 standing - Beau 2 P.

SENAI

190 m2 standing - Beau 2 P.

SENAI

190 m2 standing - Beau 2 P.

SENAI

190 m2 standing - Beau 2 P.

SENAI

190 m2 standing - Beau 2 P.

SENAI

190 m2 standing - Beau 2 P.

SENAI

190 m2 standing - Beau 2 P.

SENAI

190 m2 standing - Beau 2 P.

SENAI

190 m2 standing - Beau 2 P.

SENAI

190 m2 standing - Beau 2 P.

SENAI

190 m2 standing - Beau 2 P.

SENAI

190 m2 standing - Beau 2 P.

SENAI

190 m2 standing - Beau 2 P.

SENAI

190 m2 standing - Beau 2 P.

SENAI

190 m2 standing - Beau 2 P.

SENAI

190 m2 standing - Beau 2 P.

SENAI

190 m2 standing - Beau 2 P.

SENAI

190 m2 standing - Beau 2 P.

SENAI

190 m2 standing - Beau 2 P.

SENAI

190 m2 standing - Beau 2 P.

SENAI

190 m2 standing - Beau 2 P.

SENAI

190 m2 standing - Beau 2 P.

SENAI

190 m2 standing - Beau 2 P.

SENAI

190 m2 standing - Beau 2 P.

SENAI

190 m2 standing - Beau 2 P.

SENAI

190 m2 standing - Beau 2 P.

SENAI

PORT-ROYAL

4-5 pièces, standing, 2 s. de b.

ST-DENIS PRES M^e

RECHERCHE PARIS-15^e 7^e arr.

BOULOGNE, près Epilise,

RECH. 3^e P. 21 ch. P. 10^e

BOULOGNE, près Epilise,

RECH. 3^e P. 21 ch. P. 10^e

BOULOGNE, près Epilise,

RECH. 3^e P. 21 ch. P. 10^e

BOULOGNE, près Epilise,

RECH. 3^e P. 21 ch. P. 10^e

BOULOGNE, près Epilise,

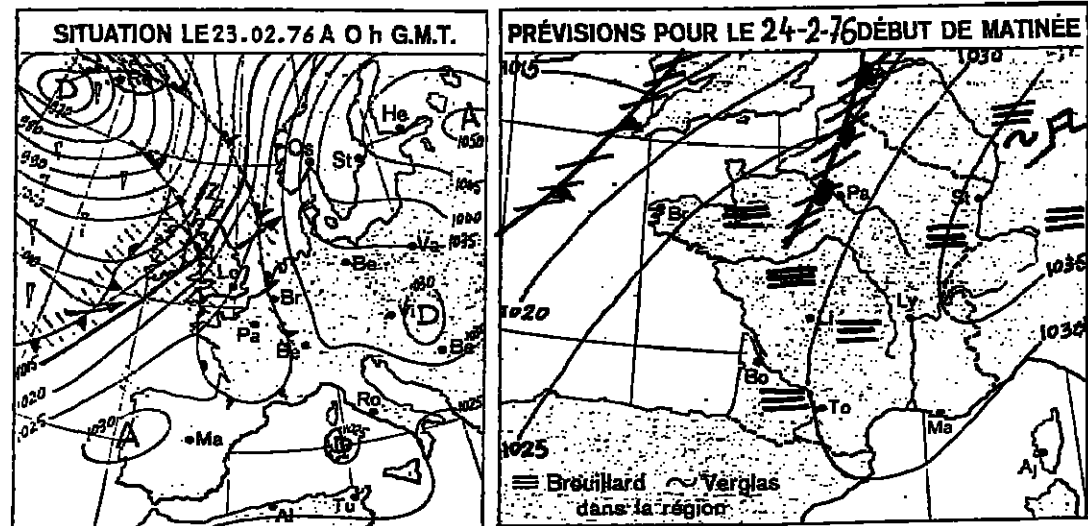
RECH. 3^e P. 21 ch. P. 10^e

BOULOGNE, près Epilise,

RECH. 3^e P. 21 ch. P. 10^e

AUJOURD'HUI

MÉTÉOROLOGIE



Lignes d'égale hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ 1/10 de mm)
Zone de pluie ou neige V averse O orage S sens de la marche des fronts
Front chaud Front froid Front occlus

Evolution probable du temps en France entre le mardi 23 février à 0 heure et le mardi 24 février à 24 heures :

Nos régions de l'Ouest et du Nord seront concernées par de l'air océanique, en bordure d'un courant perturbé circulant des Açores à la mer du Nord, tandis que les autres régions resteront sous l'influence d'une crête anticyclonique prolongeant vers le Portugal les hautes pressions continentales.

Mardi 24 février, sur la moitié nord-ouest du pays, le temps sera doux, brumeux et très nuageux. Des brouillards évolueront lentement dans les vallées. Des pluies faibles, et

surtout localisées près des côtes au début de la journée, tendront à s'intensifier l'après-midi en gagnant l'intérieur. Les vents faibles puis modérés, souffleront du secteur sud-ouest.

Sur la moitié sud-est, la matinée sera fraîche avec des gelées faibles au lever du jour.

Des brouillards nocturnes et matinaux seront suivis de belles éclaircies l'après-midi, et les températures maximales seront du même ordre que celles de lundi.

Lundi 23 février, à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, de 1029,9 millibars, soit 772,5 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 23 février ; le second, le minimum de la nuit du 23 au 24) : Alacé, 15 et 4 degrés ; Biarritz, 15 et 10 ; Bordeaux, 15 et 5 ; Brest, 13 et 9 ; Caen, 12 et 3 ; Clermont, 11 et 5 ; Dijon, 12 et 5 ; Grenoble, 12 et 5 ; Lille, 12 et 5 ; Lyon, 12 et 5 ; Marseille, 14 et 8 ; Nancy, 13 et 6 ; Nice, 14 et 8 ; Nantes, 13 et 6 ; Paris, 12 et 3 ; Strasbourg, 12 et 4 ; Pau, 12 et 5 ; Perpignan, 14 et 8 ; Rennes, 12 et 7 ; Strasbourg, 12 et 3 ; Tours, 10 et 5 ; Toulouse, 13 et 4 ; Poitiers, 12 et 3 ; Ploze, 12 et 3.

Températures relevées à l'étranger : Amsterdam, 12 et 0 degré ; Athènes, 10 et 5 ; Bonn, 9 et 0 ; Bruxelles, 13 et 6 ; Les Canaries, 19 et 14 ; Coppenhague, 2 et 0 ; Genève, 6 et 1 ; Lisbonne, 17 et 6 ; Londres, 12 et 7 ; Madrid, 15 et 3 ; Moscou, 6 et -15 ; New-York, 12 et 1 ; Palma-de-Majorque, 15 et 6 ; Rome, 15 et 3 ; Stockholm, -2 et -4.

Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel du 22 février 1976 :

DES DECRETS

● Portant création d'une cour d'assises dans le département de l'Essonne ;

● Modifiant le décret n° 53-1048 du 26 octobre 1953 modifié portant règlement d'administration publique pour l'application, en ce qui concerne les fromages, de la loi du 1^{er} août 1955 sur la répression des fraudes et de la loi du 3 juillet 1955 tendant à l'organisation et à l'assainissement du marché du lait.

Stages

● L'Institut d'économie des transports maritimes organise en 1976, dans le cadre de la formation permanente, une série de stages sur les thèmes suivants :
— L'exploitation technique des navires (2, 3, 4 et 5 mars) ;
— La construction et le financement des navires (6, 7, 8 et 9 avril, 20, 21, 22 et 23 avril) ;
— L'exploitation commerciale des navires de ligne régulière (18, 19 et 20 mai) ;
— Les caractéristiques du transport maritime et l'organisation portuaire (15, 16, 22, 23 et 24 juin) ;
— L'affrètement (5, 6 et 7 ; 19, 20 et 21 octobre) ;
— Les assurances maritimes (16, 17 et 18 novembre).
* Pour tout renseignement, s'adresser à l'I.E.T.M., 2, avenue du Général-Maillereux-Jolivet, 94110 Arvenville, Tél. : 732-71-80, poste 475.

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 1388

1	2	3	4	5	6	7	8	9
I								
II								
III								
IV								
V								
VI								
VII								
VIII								
IX								
X								
XI								
XII								

HORIZONTALEMENT
I. Ne laisse guère qu'aux lèvres le moyen de trahir ce qu'il cache en partie : Titre étranger. — II. Le roi est souvent son cousin. — III. Fin de particule. — IV. Blanche, grise ou beige sur fond bleu. — V. Homme de métier. — VI. Vague désignation : Bien gardé. — VII. S'emparent aussi bien à la mer qu'à la montagne. — VIII. Point répété : C'est du propre ! — IX. Pas douces pour les courbes. — X. Rehaussaient le prestige de l'uniforme ; Invité à fonder. — XI. Ennuysé fort ; Perd tout à être déposé. — XII. Sont rapides comme l'éclair ; Elle ne se remuant que lorsqu'il jugeait utile de disparaître.

VERTICALEMENT
1. Donne du fil à retordre ; Mange salement. — 2. Bon principe ; Pour le cancre, c'est une dure épreuve. — 3. Terme musical ; Mené à bien. — 4. Momentanément absentes ; Fractionne le temps. — 5. Prouva, en son temps, qu'il avait beaucoup de choses à dire ; D'un auxiliaire. — 6. Cours étranger ; Lisses. — 7. Préfixe ; Enclin à frapper. — 8. Sait ce qu'il veut ; Miroir offert au ciel pyrénéen. — 9. Ebranlé ; Que l'on peut réclamer ; Cela se remarque quand il est absent.

Solution du problème n° 1387

Horizontalement
I. Courage. — II. Roturiers. — III. Isée ; Es. — IV. Le ; Ami. — V. Stérès ; Je. — VI. Essieu ; St. — VII. Etat. — VIII. Ironie ; G. — IX. Ri ; Soles. — X. E.N.E. — XI. Serraillet.

Verticalement
1. Crasse ; Iros. — 2. Oé ; Thar. — 3. Uiles ; Ex. — 4. Rose. — 5. Aro ; Es. — 6. Glé ; Suées. — 7. Es ; Ide. — 8. Remisage. — 9. Assiettes.

GUY BROUTY.

Le Monde
Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75221 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4207 - 22

ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - T.O.M.
EX-COMMUNAUTE (sauf l'Algérie)
30 F 150 F 225 F 300 F

TOUS PAYS ETRANGERS
PAR VOIE NORMALE
144 F 273 F 402 F 530 F

ETRANGERS
par messagerie
I - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS - SUISSE
115 F 210 F 307 F 400 F

II - TUNISIE
125 F 231 F 337 F 440 F

Par voie aérienne
taux sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien indiquer ce chèque à leur demande

Changements d'adresse :
annoncer par écrit, nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance

Veillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en caractères d'imprimerie

Edité par la S.A.R.L. Le Monde.
Gérants : Jacques Fauriol, directeur de la publication, Jacques Savignat.

Supplément du « Monde »
5, rue des Italiens
PARIS-IX

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.
Commission paritaire des journaux et publications : n° 57457.

AUTOMOBILE

Les « Princess » Leyland : bien, mais pourraient mieux faire

La ligne « en coin » est originale. Elle permet d'obtenir à la fois un bon coefficient aérodynamique et un habitacle vraiment spacieux (1,44 mètre de largeur aux coudes) malgré des dimensions extérieures raisonnables (4,48 mètres x 1,74 mètre). Le concept des mini a été adopté : moteur transversal et traction avant. Il est vrai qu'il a fait école. La tenue de route est excellente, même sur la neige. La direction et les freins sont assistés, la suspension Hydragas (du même type que celle qui équipe l'Allegro) en progrès, et l'ensemble paraît très bien équilibré.

La sécurité a été une préoccupation principale lors de la refonte des anciennes 1000-2200. Le résultat est digne d'éloges. Chez British Leyland on a maintenant les moyens de sortir des modèles remarquables : une aide financière colossale, des hommes qui peuvent marquer leur époque, et une forte tradition de savoir-faire. Lors pourquoi ne pas avoir consulté les motoristes de Jaguar ou de Triumph, lorsque les « Princess » ont été créées ?

La 1800 H.L. est sous-motorisée. C'est pourtant une 10 CV. Mieux vaut s'attarder sur la 2200 H.L.S., qui est équipée d'un 5 cylindres en ligne de 2227 cm³ (13 CV). Elle est souple et silencieuse comme devraient l'être toutes les 6 cylindres. Mais nous cherchons encore les 110 ch.DD.N. qu'elle revendique. Ses performances sont au niveau d'une honnête 7 CV.

En fait, la plus grande qualité des « Princess » est d'être confortables et bien présentées. Ainsi, les sièges sont remarquables : adaptés à la suspension, réglables en tous sens, coussins dotés d'appuie-tête et d'accoudoirs à l'avant, on les imagine mieux dans un salon, près du radiateur à gaz, que face à ce tableau de bord complet mais bécoté. II

● Prix : 1800 H.L., 37 800 F ; 2200 H.L.S., boîte mécanique, 32 500 F ; automatique, 35 500 F ; transport et préparation.

vibre, le plastique manque de discrétion, des reflets cachent les cadrans et le condenseur (placé à gauche du volant) est inutilisable pour la majorité des conducteurs. Les « Princess » Leyland auraient pu consacrer la renouveau, en France, du plus grand constructeur britannique. Il suffirait de peu de chose pour qu'elles le fassent avec succès.

MICHEL BERNARD.

Une nouvelle 8 cv. : la Volvo 343

Une nouvelle Volvo, la 343, sortira des chaînes de Born, en Hollande, à la fin du mois prochain. C'est une trois portes de taille moyenne (4,19 m. x 1,68 m.), équipée du dispositif variomatique et d'un moteur Renault de 1397 centimètres cubes (8 CV) développant 70 ch DIN à 5500 tours à la minute.

La Volvo 66 de l'été 72 (janvier) n'était qu'une Dai améliorée. La 343 est le premier résultat positif de la fusion de Dai avec Volvo. Le véhicule est entièrement nouveau et adopte ce que les techniciens suédois et hollandais faisaient de mieux : la mécanique pour Dai (suspension Mac Pherson à l'avant et pont De Dion à l'arrière, transmission automatique à variation continue) et la carrosserie pour Volvo (habitacle indéformable, zone d'absorption d'énergie, barres de protection latérales dans les portières, etc.).

L'ensemble est harmonieux, l'intérieur particulièrement réussi sur le plan de l'habitabilité (1,41 m. de large à l'avant comme à l'arrière) et sur celui de l'équipement. Le coffre, d'un volume de 380 litres, peut atteindre 1200 litres lorsque la banquette arrière est rabattue.

Il faut noter l'apparition d'un dispositif de « kick-down » sur la transmission automatique, qui est équipée, d'autre part, du débrayage électrique apparus sur la Volvo 96. Livrée en version L et DL, la Volvo 343 présente, sur le papier, de nombreuses qualités et semble très homogène. Nous pourrions mieux la

juger au moment de sa commercialisation, en septembre prochain. Son prix n'est pas encore fixé, mais il pourrait s'élever à 28 500 F pour la version de base. — M. B.

[Comme Renault pour la R14, Volvo annonce la sortie d'un modèle avant même d'avoir entamé sa production. Le marché des 7-8 CV, et la concurrence est particulièrement sévère, est dominé par quelques modèles exceptionnels qui ont la maitrise d'exister. Cet attrait justifie-t-il les « coups bas » commerciaux qui n'ont pour but que de faire reporter les décisions d'achat d'une partie de la clientèle ?]

INSTITUT

● L'Académie des inscriptions et belles-lettres a récemment entendu une communication de M. André Vernez, professeur à l'Ecole des chartes, sur « Les manuscrits de Claude d'Urfé (1501-1558) au château de La Bastie », en Forêt. Claude d'Urfé fut ambassadeur de François I^{er} au concile de Trente, et de Henri II auprès du Saint-Siège, puis gouverneur des enfants de France. Sur les deux cents manuscrits recensés de cette « librairie » célèbre, cent cinquante environ, dont quatre-vingts existent encore, ont pu être identifiés. L'analyse du contenu révèle chez Claude d'Urfé un penchant prononcé pour l'histoire et la littérature d'imagination.

La construction et ses risques

En 1976, peut-on encore se contenter d'un contrôle tardif et partiel ?

La loi et les usages concordent sur ce point : à chaque nouvelle construction, le constructeur engage sa responsabilité. Celle-ci est codifiée par le jeu des garanties décennales et biennales. Le risque est tel qu'il doit être couvert par une assurance. C'est à la demande des Compagnies d'Assurances, désireuses de normaliser leurs risques, qu'est né, il y a maintenant près de 50 ans, le contrôle obligatoire des ouvrages. En 1976, est-il encore suffisant dans sa formule traditionnelle ?

Le Contrôle Technique en vue de l'assurance décennale.

Habituellement cette mission comprend l'examen du terrain et le contrôle des essais géotechniques, la vérification des documents se rapportant au gros œuvre, le contrôle technique de l'exécution de l'ensemble des travaux et les essais mécaniques usuels de résistance des matériaux. Elle est complétée par des rapports destinés aux Compagnies d'Assurances. Ce type de contrôle ne s'exerce pratiquement qu'au stade de l'exécution des travaux. Il peut ainsi amener le Constructeur à modifier la conception de ses ouvrages et perturber la marche des travaux. Et les constructeurs s'en rendent compte chaque jour d'avantage. Signe très net de cette évolution, la Socotec leader des Sociétés Françaises de Contrôle, enregistre un nombre croissant de demandes pour un contrôle plus étendu et plus précoce.

Le Contrôle Technique élargi Socotec. Il s'exerce dès le stade de la conception, couvre toute la vie de l'ouvrage et peut s'étendre jusqu'aux équipements. Ainsi compris, le contrôle n'est plus simplement une formalité obligatoire, mais un service complet, apporté par une équipe épousant activement, à tous les niveaux, les préoccupations du Constructeur. C'est ainsi que lors de la mise au point du projet, la Socotec apporte



Le contrôle Socotec : une assistance qui commence dès la conception de l'ouvrage et qui peut s'étendre jusqu'aux équipements.

au Maître d'ouvrage et au Maître d'œuvre ses avis sur le terrain et les fondations, sur les dispositions en matière de structure et d'équipement, les matériaux envisagés et les différents procédés de construction. Elle peut jouer un rôle constructif au stade de la préparation du dossier d'appel d'offres et de la consultation des entreprises. Cette collaboration active se poursuit lors de l'exécution et de la réception des travaux. La construction achevée, la Socotec assure des missions de contrôles périodiques de maintenance qui dépassent largement le cadre des contrôles périodiques réglementaires.

La qualité d'un ouvrage n'est pas seulement celle du gros œuvre. Il n'est pas inutile d'insister sur ce fait : dans la construction contemporaine, la conformité aux normes de sécurité et de qualité dépend en grande partie du second œuvre et des équipements.

La Socotec, dans le cadre de ses prestations étendues, assure des missions particulières portant sur les points-clés suivants : Sécurité-Incendie - Isolation Acoustique - Sécurité des installations électriques, thermiques et

de gaz - Contrôle des ascenseurs et monte-charges. On le voit, le contrôle traditionnel en vue de l'assurance est largement dépassé. Et c'est un bien, pour le constructeur comme pour l'usager.

Un partenaire proche de vous et de vos problèmes.

Socotec vous apporte l'expérience précieuse de la première société de contrôle française, rompue aux techniques du contrôle bâtiment et aux problèmes de sécurité, forte de la compétence de ses 950 ingénieurs spécialisés et de ses 275 techniciens. Quelle que soit la localisation de votre chantier, l'une des 110 agences Socotec se trouve à proximité. Vous êtes certain d'y trouver l'assistance complète que vous souhaitez. Pour tous renseignements, adressez-vous à l'une de ces agences ou écrivez-nous.

Socotec, 17, Place Étienne-Pernet
75738 PARIS CEDEX 15
Tél. : 842.64.00

"Quand le contrôle devient service".

BILLET

Triton, un

Le Triton, un sous-marin nucléaire à propulsion, est le plus grand sous-marin du monde. Il mesure 110 mètres de long, 10 mètres de large et 10 mètres de haut. Il est capable de rester sous l'eau pendant 30 jours. Il est équipé d'une sonde à ultrasons pour détecter les sous-marins ennemis. Il est également équipé d'une torpille à guidage acoustique. Le Triton est le seul sous-marin du monde capable de lancer des missiles balistiques. Il est en service depuis 1969. Il est basé à Grover Beach, en Californie. Il est commandé par le commandant John D. Stennis. Il est le plus grand sous-marin du monde. Il mesure 110 mètres de long, 10 mètres de large et 10 mètres de haut. Il est capable de rester sous l'eau pendant 30 jours. Il est équipé d'une sonde à ultrasons pour détecter les sous-marins ennemis. Il est également équipé d'une torpille à guidage acoustique. Le Triton est le seul sous-marin du monde capable de lancer des missiles balistiques. Il est en service depuis 1969. Il est basé à Grover Beach, en Californie. Il est commandé par le commandant John D. Stennis.

AGRICULTURE

APRÈS LE DÉCÈS D'UN MAÎTRE

Le parti socialiste domine contre le feu responsable de la d

De notre correspondant
Epinal. — C'est la consternation à M. Michel Boyé, l'exploitant qui avait été blessé mardi 17 février à la préfecture, lors des affrontements avec les agriculteurs.

En attendant les résultats de la double enquête judiciaire et administrative, en cours, les réactions sont multiples. Les agriculteurs, ainsi que les partis de gauche, sont unanimement à faire porter la responsabilité des sanglants affrontements sur le préfet, accusé de pouvoirs publics, qui aurait refusé l'usage de la force. Ils rejettent en bloc les explications officielles, que ce soit la responsabilité de la préfecture, la responsabilité de la gendarmerie, la responsabilité de la police départementale, la responsabilité de la police nationale, la responsabilité de la police municipale, la responsabilité de la police de la ville d'Epinal, la responsabilité de la police de la ville de Lunéville, la responsabilité de la police de la ville de Nancy, la responsabilité de la police de la ville de Metz, la responsabilité de la police de la ville de Strasbourg, la responsabilité de la police de la ville de Lille, la responsabilité de la police de la ville de Paris, la responsabilité de la police de la ville de Marseille, la responsabilité de la police de la ville de Lyon, la responsabilité de la police de la ville de Bordeaux, la responsabilité de la police de la ville de Toulouse, la responsabilité de la police de la ville de Nantes, la responsabilité de la police de la ville de Rennes, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Denis, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Pierre, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Étienne, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Rémy, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Vallier, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-la-Perche, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Vieux, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Château, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Comte, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Grand, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Petit, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Neuf, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Vieux, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Comte, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Grand, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Petit, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Neuf, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Vieux, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Comte, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Grand, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Petit, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Neuf, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Vieux, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Comte, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Grand, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Petit, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Neuf, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Vieux, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Comte, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Grand, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Petit, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Neuf, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Vieux, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Comte, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Grand, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Petit, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Neuf, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Vieux, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Comte, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Grand, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Petit, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Neuf, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Vieux, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Comte, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Grand, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Petit, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Neuf, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Vieux, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Comte, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Grand, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Petit, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Neuf, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Vieux, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Comte, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Grand, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Petit, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Neuf, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Vieux, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Comte, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Grand, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Petit, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Neuf, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Vieux, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Comte, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Grand, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Petit, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Neuf, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Vieux, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Comte, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Grand, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Petit, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Neuf, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Vieux, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Comte, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Grand, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Petit, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Neuf, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Vieux, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Comte, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Grand, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Petit, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Neuf, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Vieux, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Comte, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Grand, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Petit, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Neuf, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Vieux, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Comte, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Grand, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Petit, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Neuf, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Vieux, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Comte, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Grand, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Petit, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Neuf, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Vieux, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Comte, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Grand, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Petit, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Neuf, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Vieux, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Comte, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Grand, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Petit, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Neuf, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Vieux, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Comte, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Grand, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Petit, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Neuf, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Vieux, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Comte, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Grand, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Petit, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Neuf, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Vieux, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Comte, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Grand, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Petit, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Neuf, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Vieux, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Comte, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Grand, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Petit, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Neuf, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Vieux, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Comte, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Grand, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Petit, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Neuf, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Vieux, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Comte, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Grand, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Petit, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Neuf, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Vieux, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Comte, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Grand, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Petit, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Neuf, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Vieux, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Comte, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Grand, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Petit, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Neuf, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Vieux, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Comte, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Grand, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Petit, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Neuf, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Vieux, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Comte, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Grand, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Petit, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Neuf, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Vieux, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Comte, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Grand, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Petit, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Neuf, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Vieux, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Comte, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Grand, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Petit, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Neuf, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Vieux, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Comte, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Grand, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Petit, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Neuf, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Vieux, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Comte, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Grand, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Petit, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Neuf, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Vieux, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Comte, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Grand, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Petit, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Neuf, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Vieux, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Comte, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Grand, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Petit, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Neuf, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Vieux, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Comte, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Grand, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Petit, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Neuf, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Vieux, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Comte, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Grand, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Petit, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Neuf, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Vieux, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Comte, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Grand, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Petit, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Neuf, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Vieux, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Comte, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Grand, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Petit, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Neuf, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Vieux, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Comte, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Grand, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Petit, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Neuf, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Vieux, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Comte, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Grand, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Petit, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Neuf, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Vieux, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Comte, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Grand, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Petit, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Neuf, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Vieux, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Comte, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Grand, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Petit, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Neuf, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Vieux, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Comte, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Grand, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Petit, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Neuf, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Vieux, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Comte, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Grand, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Petit, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Neuf, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Vieux, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Comte, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Grand, la responsabilité de la police de la ville de Saint-Yrieix-le-Petit

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

CONFLITS SOCIAUX ET REVENDICATIONS

BILLET

Triton, un an déjà...

C'est un pénible anniversaire que vient de célébrer les ouvriers d'une usine de construction de machines de levage industriel. Les Triton, ainsi les appelle-t-on désormais, comme on disait « les Lp » — sont entrés dans le treizième mois d'occupation de leur entreprise, mise en liquidation le 17 février 1974, à Bagnole, dans la Seine-Saint-Denis, et à Tonnerre, dans l'Yonne. Une « marée » aux Champs-Élysées, agitée d'un affrontement avec les policiers, une trentaine de délégations auprès des pouvoirs publics et des organisations patronales, une douzaine de rencontres avec des groupes industriels tels que Pont-à-Mousson, ont jalonné les « loisirs » de ceux dont on avait dit qu'ils n'avaient plus rien à dire, l'été dernier, qu'ils étaient les oubliés de l'actualité sociale.

A présent, l'espoir faiblit. Sur les quelques quatre-vingts travailleurs toujours sur pied à l'usine de Bagnole et sur les quarante salariés de Tonnerre, un certain nombre se sont vu supprimer l'allocation spéciale d'attente qui devait leur permettre de toucher, avec l'ASSEDIC, 90 % de leur salaire. L'intervention de la C.G.T., seul syndicat de l'entreprise, a permis de présenter à nouveau les dossiers de chômage aux commissions départementales de l'emploi, qui se réunissent tous les trois mois. Mais, dans l'intervalle, les intéressés n'ont disposé que des ressources de l'ASSEDIC (30 à 40 % du salaire), et seule la solidarité des élus, des organisations de gauche et de la population a pallié les effets de cette mesure. Mais qu'adviendra-t-il dans deux mois, lorsque prendra fin le délai d'un an qui succède à la période de préavis ?

Il y a quelques jours, le bruit courait d'une vente aux enchères de l'usine de Bagnole, dont le terrain appartenait non pas à la société Triton, mais à la famille des anciens patrons. En même temps, un nuancier des établissements Peugeot annonçait sa prochaine visite aux fins de reprendre possession de machines commandées voici plus d'un an, et conservées en « otages » par le personnel. Aussi, la municipalité, les partis d'opposition,

les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. du département, se mobilisent pour empêcher ce double « coup de force ». Y parviendront-ils ? Pour sensibiliser le public à leur action, les Triton collent des « papillons » dans le métro, réclament un temps de parole à l'O.R.T.F., lancent des pétitions — trente mille cartes-signatures adressées au premier ministre pour qu'une réponse soit apportée à la demande d'audience faite le 12 janvier par la C.G.T. Dernière en date de ces démarches, dernière aussi, pour être, au bout de leur tunnel, les Triton se sont tournés, comme d'autres entreprises en difficulté, vers Renault. Ils proposent d'intégrer leur production dans le secteur des machines-outils de la Régie. Mais on fait observer, dans les milieux proches du ministère de l'Industrie, que la Régie ne paraît pas intéressée par cette affaire sur le plan industriel. En outre, ajoute-t-on, la réputation de combativité du personnel n'est pas faite pour rassurer d'éventuels acquéreurs.

Pourtant la société Triton, spécialisée dans la construction de machines de levage industriel pour les collectivités, les pièces d'automobile ou l'industrie nucléaire, vient de prouver qu'elle présentait au moins un intérêt pour l'une des plus grandes usines de tracteurs du monde : l'entreprise soviétique Kamaz, client de la Régie Renault précédente. Tout en exprimant leurs « sincères sentiments de solidarité », les syndicats de l'U.R.S.S. ont, en effet, réclamé l'installation des machines commandées par la Régie et bloquées, elles aussi, par les irrégularités de Triton, dans la banlieue rouge de Paris.

Ainsi, pouvaient avec raison s'écrier les cégétistes, une entreprise qui doit construire cent cinquante mille poids lourds et deux cent cinquante mille moteurs Diesel par an avec quatre-vingt-cinq mille travailleurs — elle ne peut pas se permettre de ne pas produire. Quel est le problème, ajoutaient les mêmes, pour ceux qui parlent si facilement de « canard bolcheviste » ? Il faut, qui n'a pas suffi à amener les industriels français à reconsidérer leur position... — J. B.

Huitième mois d'occupation à la CIP d'Haisnes-lez-La Bassée

Lille. — Au cœur du bassin minier de la fosse numéro 13 d'Halluin, près de Lens (Pas-de-Calais), à Haisnes-lez-La Bassée, quelque deux mille salariés ont participé, samedi 21 février après-midi, à la marche de solidarité

organisée par la C.F.D.T. pour les ouvriers de la CIP (Confection industrielle du Pas-de-Calais). Une heure de défilé scandé de slogans qui résonnaient comme un écho à d'autres manifestations : « CIP veut vivre, CIP vivra ».

De nos correspondants

A Haisnes-lez-La Bassée, dans la cour de l'usine, s'est tenu un meeting auquel participaient non seulement le personnel en grève et les militants de la C.F.D.T. et de la C.G.T., mais aussi des représentants des partis de gauche, parti socialiste et P.C., des associations populaires familiales, de mouvements de jeunesse. Tous les orateurs ont dénoncé la façon dont l'entreprise a été démantelée et ont réaffirmé leur volonté de maintenir l'activité de l'usine, dont les locaux sont occupés par deux cents ouvriers depuis le 18 juillet 1975.

L'histoire de la CIP est en effet assez singulière. Il s'agit initialement des établissements Bailleul, qui occupent sept cents personnes dans quatre ateliers répartis à Haisnes-lez-La Bassée, à Haisnes-lez-La Bassée. Il y eut en 1973 un dépôt de bilan, puis l'interrogatoire du P.D.G., M. Henri Bailleul, qui fut ensuite incarcéré sous l'inculpation de détournement de 150 millions de francs sur une période de cinq ans.

L'affaire fut alors reprise sous le sigle CIP par un confectionneur d'Alès, M. Gérard Furmon, qui s'adressa tout d'abord au réseau commercial de l'ancienne société afin d'écouler sa propre production, et, annonce en juin 1975 la cessation de toute activité dans les usines du Nord et du Pas-de-Calais. Trois des quatre ateliers furent fermés après quelque résistance de la part du personnel, mais à Haisnes-lez-La Bassée, le 18 juillet 1975,

quand les ouvriers virent arriver les camions chargés d'emporter les stocks de tissus, elles s'opposèrent à leur chargement avec l'appui de la C.F.D.T. Depuis, elles occupent l'usine et confectionnent toujours des chemises et des chemises. Au début elles les ont stockés pendant quelques mois ; maintenant elles les « échangent » dans des ventes de solidarité. Elles ont aussi bouleversé les méthodes de travail : la chaîne a disparu, chaque ouvrier confectionne entièrement un chemisier ou une chemise.

La solidarité, les dons, mais aussi des allocations de chômage permettent aux ouvriers de la CIP d'entretenir maintenant leur huitième mois d'occupation. Il reste que cette situation ne peut s'éterniser. Pourtant, selon le préfet du Pas-de-Calais, « aucune solution ferme n'est en vue actuellement ».

Des industriels hollandais s'intéresseraient à l'affaire. Les grévistes ont d'autre part, reçu l'appui du conseil régional, qui dirige M. Pierre Mauroy, socialiste, et des partis de gauche.

Ce conflit prend d'autant plus de relief maintenant qu'à Lille une situation similaire s'est créée à l'usine de confection Desombre (cent cinquante salariés), dont le bilan a été déposé le 31 juillet 1975 : là aussi, une cinquantaine d'ouvrières, aidées par la C.F.D.T., occupent nuit et jour les locaux.

La plus importante entreprise d'Annecy occupée

Un autre type de conflit, dont les conséquences pourraient être graves, a éclaté à Annecy, dans la plus importante entreprise de la Haute-Savoie : la Société nouvelle de roulements (S.N.R.), qui emploie quatre mille cent cinquante salariés, répartis dans quatre usines de l'agglomération annecienne. Le personnel a voté, jeudi 19 février, la grève générale et l'occupation des locaux, à la suite de l'échec des négociations qui avaient débuté mercredi entre la direction et les syndicats et portaient sur le renouvellement de l'accord d'entreprise, ainsi que sur la garantie de l'emploi au sein de la société.

La C.G.T. et la C.F.D.T., qui exigent « une véritable garantie de l'emploi par le maintien de l'effectif actuel et par un plan de retour aux quarante heures, sans diminution de salaire », n'ont pas obtenu satisfaction, et les ouvriers se sont prononcés à la quasi-unanimité pour un « mouvement dur ». Les quatre usines sont occupées. Depuis 1968, c'est la première grève grave que connaît cette entreprise, qui fournit 90 % des besoins en roulements de la Régie Renault, laquelle possède 80 % du capital de la société. Les syndicats se déclarent « prêts, nuit et jour, à ouvrir des

negotiations avec la direction ». Quant à celle-ci, elle a assigné devant le juge des référés d'Annecy neuf responsables syndicaux pour entraves à la liberté du travail. Aux ouvriers, qui déclarent : « C'est notre seul contact avec nos patrons », la direction de la S.N.R. affirme de son côté : « Malgré la crise économique, nous avons réussi jusqu'ici à éviter tout licenciement et tout chômage. Mais nous nous trouvons aujourd'hui devant de graves problèmes de concurrence, qui limitent nos possibilités ».

● ORLY-SUD : fin de la grève du personnel des Wagons-Lits. — Le personnel des Wagons-Lits d'Orly-Sud, en grève depuis le vendredi 13 février, a décidé, samedi 21 février, de suspendre son mouvement. Les négociations continuent cependant entre syndicats et direction au sujet des soixante-dix licenciements prévus. Les représentants du personnel ont, d'autre part, fait savoir qu'en cas d'échec des négociations les deux cent soixante-quinze personnes employées par la compagnie à Orly-Sud pourraient à nouveau cesser le travail.

● USINOR : LA C.G.T. ET LA C.F.D.T. appellent les ouvriers de toutes les usines du groupe à manifester, vendredi 27 février, à Paris pour obtenir l'ouverture de négociations et s'opposer à la mise en œuvre d'un plan de restructuration comportant la suppression de deux mille emplois d'ici à 1980.

● GREVE DES MARINS SUR LA MANCHE ? — Le Syndicat des marins C.F.D.T. appelle l'ensemble du personnel des navires assurant les liaisons sur la Manche à une grève de vingt-quatre heures, le mercredi 25 février. Il entend ainsi protester contre la comparaison, ce jour-là, devant le tribunal de Rennes de deux marins ayant participé au blocage du port de Saint-Malo pour s'opposer à l'arrivée du car-ferry allemand Mary-Poppin qui devait assurer en mai dernier un nouveau service sur la ligne Saint-Malo-Southampton.

EMPLOI

M. SÉGUY INVITE LE PREMIER MINISTRE AUX ÉTATS GÉNÉRAUX DES JEUNES

Invité par T.T.F. 1 à commenter les déclarations du premier ministre faites mercredi 18 février à la télévision, M. Georges Ségué, secrétaire général de la C.G.T., s'est étonné de « la façon un peu désinvolte » dont M. Jacques Chirac parle du problème de l'emploi, « en particulier de celui qui intéresse les jeunes ». Le dirigeant cégétiste a ajouté : « Peut-être M. Chirac serait-il mieux inspiré pour se faire une idée plus précise, plus réaliste de la situation et du grave problème que cela constitue non seulement pour la jeunesse mais aussi pour les parents, de venir assister aux États généraux des jeunes pour l'emploi, pour le droit au métier, au travail, que la C.G.T. organise le 11 mars à Paris... S'il ne le fait pas, peut-être acceptera-t-il que les moyens officiels d'information viennent sur place se rendre compte et puissent ainsi informer aussi largement que possible l'opinion publique ? C'est notre souhait ».

● M. ANDRÉ BERGERON, secrétaire général de Force ouvrière, a qualifié, samedi 21 février, à Bordeaux, de « tout à fait insuffisant » le relèvement des aides publiques au chômage, décidé par le gouvernement. (Le Monde daté 22-23 février.)

Le secrétaire général de F.O. a rappelé que lorsque l'assurance chômage a été créée en 1958, il avait été entendu que l'allocation publique et l'allocation minimale de l'Assedic seraient d'un taux équivalent. « Ce fut effectif à ce moment-là, mais depuis lors la participation de l'État dans l'indemnisation du chômage n'a cessé de se réduire. La réévaluation ne comble pas le retard accumulé au fil des ans ».

● Le financement de la campagne de recrutement de la C.G.T. — Pour financer sa « bataille pour les trois millions d'adhérents », la C.G.T. va faire un effort d'environ 2,7 millions de francs (et non 270 millions, comme le mentionnait le Monde du 20 février).

AGRICULTURE

APRÈS LE DÉCÈS D'UN MANIFESTANT VOSGIEN

Le parti socialiste demande des sanctions contre le fonctionnaire responsable de la charge de police

De notre correspondant

Epinal. — C'est la consternation au lendemain de la mort de M. Michel Boyé, l'exploitant agricole de Lerrain (Vosges) qui avait été blessé mardi 17 février à Epinal, aux abords de la préfecture, lors des affrontements entre les forces de police et les agriculteurs.

En attendant les résultats de la double enquête, judiciaire et administrative, en cours, les réactions sont multiples. Les syndicats agricoles et ouvriers, ainsi que les partis de gauche, sont unanimes à faire porter la responsabilité de sanglantes échauffourées aux représentants des pouvoirs publics, qui décideraient l'usage de la force. Ils rejettent en bloc les explications officielles quelque peu embarrassées, selon lesquelles il s'agissait de protéger la préfecture. La fédération départementale des exploitants affirme qu'il y a eu « intention délibérée des responsables préfectoraux de rechercher l'affrontement ».

La F.D.S.E.A. estime que « les objectifs de la préfecture paraissent sans équivoque, si l'on sait qu'une centaine d'hommes armés stationnaient dans les jardins de la préfecture, alors que les agriculteurs se rassemblaient pacifiquement pour faire part de leurs craintes devant la baisse de leurs revenus. Les yachts étaient destinés à être distribués gracieusement aux consommateurs, et, s'ils ont servi de projectiles, cela justifiait-il la réponse par la matraque, la grenade et l'emploi de produits chimiques destinés à la destruction d'animaux nuisibles ? Nous n'admettons pas les manœuvres qui consistent à nous faire porter la responsabilité de celui qui a ordonné la charge

de police en usant de la formule : « Dégagez-moi ça ! ». Dans cette dernière ligne, la F.D.S.E.A. fait vraisemblablement allusion au haut fonctionnaire de la préfecture qui, selon des témoignages, ordonna aux gendarmes mobiles de passer à l'action en employant cette expression. A ce propos, M. Robert Bernard, secrétaire fédéral et membre du comité directeur du parti socialiste, déclare dans un communiqué : « C'est le fonctionnaire qui a fait donner l'ordre aux forces de police d'intervenir aussi brutalement qu'il porte la responsabilité de la mort de ce père de famille. Je demande qu'il soit sanctionné en conséquence ».

Les quatre-vingt-cinq agriculteurs du canton de Darney, dont faisait partie M. Boyé, viennent de décider à l'unanimité d'« abandonner la méthode de concertation avec le pouvoir ».

● UNE CINQUANTAINE DE VITICULTEURS se sont introduits dimanche 22 février dans les chais des établissements Taillan et Henry Lary, à Sète, où ils ont brisé les robinets de quarante cuves dont le contenu — environ 9000 hectolitres — s'est déversé dans les caniveaux. Selon les propriétaires des cuves, il s'agissait de vins corse, italiens et autrichiens. — (A.F.P.)

LE TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

	Dollars	Deutsche marks	Francs suisses
48 heures	4 5/8	3 1/8	2 1/2
1 mois	4 1/8	3 1/8	2 1/4
3 mois	4 1/8	3 1/8	2 1/4
6 mois	4 1/8	3 1/8	2 1/4

TU SAIS QUE TU NE PLAIS AVEC TES PROTECTIONS LATÉRALES DE BAS DE CAISSE

ET TU N'AS PAS TOUT VU. J'AI AUSSI UN MOTEUR DE 1300 CM³ AUX RAPPORTS DE BOÎTE TRÈS LONGS. CE QUI ME REND TRÈS SILENCIEUX ET PAS GOURMANDE DU TOUT.

Renault préconise elf

BON A DÉCOUPER

Je désire recevoir une documentation sur la nouvelle Renault 5 GTL.

nom _____ adresse _____

Renvoyer ce bon à Renault Information BP 142 - 92109 Boulogne-Billancourt

RENAULT 5 GTL

